







# Document d'information sur le budget des dépenses et la planification axée sur les résultats 2011-2012

Ministère du Procureur général

ISSN : 1718-6110

This document is available in English.



# Document d'information sur le budget des dépenses et la planification axée sur les résultats 2011-2012

Ministère du Procureur général

ISSN : 1718-6110

This document is available in English.

# TABLE DES MATIÈRES

# Partie I : Plan axé sur les résultats 2011-2012

## Ministère du Procureur général

## PARTIE I : PLAN AXÉ SUR LES RÉSULTATS PUBLIÉS 2011-2012

## VUE D'ENSEMBLE DU MINISTÈRE

Le ministère du Procureur général est chargé d'offrir un système de justice équitable et accessible qui tient compte des besoins des diverses collectivités qu'il dessert à l'échelle de la province. Le ministère emploie environ 7 985 personnes qui fournissent des services aux tribunaux criminels et civils, à ceux de la famille et à la Cour des petites créances, ainsi qu'à des organismes du ministère, en plus d'intenter des poursuites criminelles et de fournir des services aux victimes, du soutien aux personnes vulnérables et des services juridiques au gouvernement.

Le ministère est guidé par trois stratégies clés qui appuient la priorité du gouvernement en matière de justice, qui est d'« assurer la sécurité des familles ». Ces priorités sont les suivantes :

### Assurer l'efficacité du système de justice pénale

Le ministère aide à préserver la sécurité des collectivités, des familles et des personnes en veillant à ce que les contrevenants soient poursuivis.

Le système de justice pénale reçoit presque 600 000 nouvelles accusations criminelles chaque année. Le ministère est déterminé à accroître l'efficacité du système de justice pénale et a mis en œuvre des initiatives visant la réduction des délais dans les tribunaux ontariens et le traitement plus rapide et plus efficace des affaires criminelles dans le système judiciaire.

Le 3 juin 2008, le procureur général a annoncé la stratégie Justice juste-à-temps. Cette stratégie cherche à accélérer le processus judiciaire en réduisant de 30 % la moyenne provinciale sur le plan du nombre de comparutions et de jours nécessaires pour mener à terme les causes criminelles. Elle vise à amener les intervenants du processus judiciaire à collaborer entre eux pour déterminer plus rapidement les questions à trancher et pour régler les cas non complexes dans des délais plus courts, de manière à pouvoir consacrer plus de temps aux causes plus sérieuses et plus difficiles, et à mieux servir les témoins, les victimes et le public.

Le ministère continue à soutenir Aide juridique Ontario et à collaborer avec cet organisme en ce qui a trait à la prestation de services juridiques de grande qualité aux Ontariens et Ontariennes à faible revenu.

Dans le cadre de la Stratégie de justice pour les Autochtones, la province soutient divers programmes à l'intention des contrevenants et des victimes d'origine autochtone, lesquels programmes offrent des services de justice pénale équitables, coordonnés et adaptés, y compris des services aux victimes.

### Protéger les intérêts des victimes et des personnes vulnérables

Le ministère offre des services de soutien aux victimes d'actes criminels par le biais d'initiatives telles que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins et les services communautaires aux victimes. À titre d'organisme consultatif, l'Office des affaires des victimes d'actes criminels s'emploie à renforcer les services aux victimes en consultant celles-ci et en conseillant le gouvernement sur les façons d'améliorer ces services. La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels accorde des indemnisations aux victimes de crimes violents.

Le ministère fournit et soutient une vaste gamme de services aux personnes vulnérables par l'entremise d'initiatives gérées par les collectivités, les organismes et les tribunaux, notamment la prise de décisions par le Bureau du Tuteur et curateur public au nom des personnes frappées d'incapacité mentale qui ne comptent sur personne d'autre pour prendre des décisions à leur place.

Le ministère fournit aussi des services spéciaux destinés aux enfants de l'Ontario, y compris :

- La représentation des enfants par l'entremise du Bureau de l'avocat des enfants;
- L'établissement d'un milieu sécuritaire pour les visites aux enfants par l'entremise du Programme de visites surveillées. Le gouvernement offre du financement au titre des paiements de transfert à des organismes communautaires sans but lucratif afin qu'ils fournissent des services de visites surveillées dans les 52 districts judiciaires de la province.

Le ministère est responsable de l'application du Code des droits de la personne de l'Ontario et des organismes indépendants qui l'administrent. Le système de protection des droits de la personne de l'Ontario se compose du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, de la Commission ontarienne des droits de la personne et du Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne. Ce système consolide le leadership de l'Ontario en matière de protection des droits de la personne et il permet aussi de traiter le problème de la discrimination systémique.

### Établir un système judiciaire efficace

Le ministère est chargé de l'administration des tribunaux criminels et civils, de ceux de la famille et de la Cour des petites créances. Dans ces tribunaux, les employés du ministère offrent un soutien administratif et judiciaire, tiennent les dossiers, exécutent les ordonnances civiles, perçoivent les amendes et les droits et communiquent de l'information au public. Le ministère travaille également avec les juges et d'autres partenaires de la justice sur des mesures d'amélioration de l'accès à la justice, et aussi dans le but de trouver des solutions de rechange à un procès lorsque cela est indiqué.

Le ministère est aussi guidé par une stratégie clé qui appuie la priorité du gouvernement, à savoir « servir l'intérêt public ».

Le ministère aide le procureur général à s'acquitter de ses fonctions d'avocat en chef de la Couronne. Il offre au gouvernement des conseils d'expert en matière juridique, défend ses intérêts et le représente devant les tribunaux, à tous les paliers du système judiciaire.

Le ministère assume en outre la responsabilité de rendre des comptes publics quant à l'administration des organismes suivants :

- L'Unité des enquêtes spéciales;
- Le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police;
- La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario;
- Les commissions d'enquête;
- Les Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario, qui comprennent :
    - La Commission de révision de l'évaluation foncière;
    - La Commission des affaires municipales de l'Ontario;
    - La Commission de négociation;
    - Le Tribunal de l'environnement;
    - La Commission des biens culturels.

De plus, le ministre est responsable des tribunaux de justice sociale suivants :

- La Commission de révision des services à l'enfance et à la famille
- La Commission de révision des placements sous garde
- La Commission des droits de la personne de l'Ontario
- La Commission de la location immobilière
- Le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais)
- Le Tribunal de l'aide sociale

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
## PRIORITÉ - Justice

| | | | |
|---|---|---|---|
| **PRIORITÉ** | | **JUSTICE** | |
| **RÉSULTAT** | **ASSURER LA SÉCURITÉ DES FAMILLES** | | |
| **STRATÉGIES / LIVRABLES** | **ASSURER L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE** | **PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES VICTIMES ET DES PERSONNES VULNÉRABLES** | **ÉTABLIR UN SYSTÈME JUDICIAIRE EFFICACE** |
| **ACTIVITÉS** | Poursuites criminelles<br>• Justice juste -à-temps<br><br>Aide juridique Ontario<br><br>Programmes autochtones<br><br>Vérification et supervision des mises en liberté sous caution | Tuteur et curateur public<br><br>Bureau de l'avocat des enfants<br><br>Accès supervisé<br><br>Office des affaires des victimes d'actes criminels<br><br>Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels<br><br>Aide aux victimes et aux témoins<br><br>Services communautaires aux victimes | Activités des tribunaux de droit criminel, de droit civil et de droit de la famille et de la Cour des petites créances<br><br>Services judiciaires |
| **MESURES ET JALONS** | | | |

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
## PRIORITÉ - Justice

PRIORITÉ ↑ RÉSULTAT ↑ STRATÉGIES / LIVRABLES ↑ ACTIVITÉS ↑ MESURES ET JALONS

**JUSTICE**

↓

**SERVIR L'INTÉRÊT PUBLIC**

↓

**SOUTENIR LES FONCTIONS CLÉS DU GOUVERNEMENT**

↓

Administration du ministère / Locaux

Services juridiques détachés, conseillers législatifs, services juridiques ministériels

Élaboration de politiques

Conseils et commissions

Unité des enquêtes spéciales

Bureau indépendant de l'examen de la police

Commissions d'enquête

# ORGANIGRAMME

- **Honorable Chris Bentley**, Procureur général
  - **Murray Segal**, Sous-procureur général
    - Sandra Di Ciano, Avocate auprès du sous-procureur général (I)
    - Daniel Mark, Avocat auprès du sous-procureur général
    - William Bromm, Directeur et conseiller spécial auprès du sous-procureur général (I)
    - Stephen Rhodes, Sous-ministre associé
    - John DiMarco, Groupement de la justice; Directeur de l'information et SMA STJ
    - Ann Merritt, Sous-procureure générale adjointe, Services aux tribunaux
      - Meredith Brown, Directrice de la planification interne (I)
      - Beverly Leonard, Directrice du soutien à la Division (I)
      - Directeurs de l'administration des tribunaux
        - Lynn Norris (I) (Tor)
        - Sarina Kashak (I) (CE)
        - Viviane Carpentier (I) (Est)
        - Joanne Spriet (CO)
        - Paul Langlois (Ouest)
        - Robert Gordon (NE/NO)
      - Diana Hunt, Directrice des politiques et des programmes relatifs à la LIP et au droit criminel
      - Anne Marie Predko, Directrice des politiques et des programmes en matière de droit de la famille
      - Susan Charendoff, Directrice des politiques et des programmes en matière de droit civil
      - Susan Kyle, Coordonnatrice générale CJO, Cour de l'Ontario
      - John Kromkamp, Avocat principal, Cour d'appel
      - Roslyn J. Levine, Avocate directrice, CJO, Cour supérieure
      - Chris Walpole, Responsable, Direction des solutions technologiques pour les tribunaux
    - John Ayre, Sous-procureur général adjoint, Droit criminel
      - Stephanie Crawford, Directrice de la planification et de l'administration de la division
      - Lisa Gold, Conseillère stratégique, Soutien à la haute direction (I)
      - Kenneth Campbell, Directeur, Bureau des avocats de la Couronne - Droit criminel
      - Judy Mungovan, Directrice, Services de justice pénale aux Autochtones
      - Fred Braley, Directeur, Bandes criminalisées et armes à feu
      - Sandra Bacchus, Directrice (I), Bureau du SPGA
      - Mary Nethery, Directrice de l'excellence en matière de justice
      - James M. Stewart, Directeur, Projet de gestion des enquêtes importantes
      - Laura Eplett, Directrice, Politiques
      - Alex Smith, Directeur, Droit et technologie
      - Curt Flanagan, Directeur, Santé mentale / Procureur de la Couronne
      - Directeurs des services des procureurs de la Couronne
        - Andrew Locke (Tor)
        - John Sotirakos (Cen E)
        - Hilary McCormack (Est)
        - James Cornish (Centre-Ouest)
        - Marc Garson (Ouest)
        - John Luczak (Nord)
    - Cornelia Schuh, Première conseillère législative (I)
    - Malliha Wilson, Sous-procureure générale adjointe, Services juridiques
      - Craig Slater, Directeur, Bureau des avocats de la Couronne - Droit civil
      - Michel Hélie, Avocat en chef, Droit constitutionnel
      - Angela Farchild, Directrice, Programme des services juridiques (I)
      - Barbara Nawrocki, Directrice, Unité de Planification stratégique
      - **Directeur de portefeuille (services gouv./sociaux)**: David Costen
        - **Directeurs, Services juridiques**
          - Mark Warner (MDE/MRI)
          - James Girling (MSC)
          - John D. Calcott (EDU/TCU)
          - Janice Crawford (MSSLD/MPS)
          - Bridget Lynett (MT)
          - Sean Kearney (I) (MSG)
          - James D. Sinclair (MF/MOR)
          - Donna Holmes (FRO)
      - **Directrice de portefeuille (services publics locaux/directs)**: Kelly Burke
        - **Directeurs, Services juridiques**
          - Diane Zimnica (MSSC/MSEJ)
          - Andrea Baston (MCI/MTC)
          - Michael Brady (MAAARO)
          - Mary Gersht (MTO)
          - Anne Warner (CLI/LRISS/TE/CAMO/CEF/COIC/CCC/SF)
          - Denise Dwyer(MSCSC)
          - Joanne Davies (MAML)
      - **Directeur de portefeuille (Ressources et économie5)**: Ken Lung
        - **Directeurs, Services juridiques**
          - Anne Marie Gutierrez (MRN)
          - Andrew Macdonald (MDNMF)
          - Rand Roszell (ME)
          - Grant Wedge (MAA)
          - Cheryl Cottle (CSFO)
          - Troy Harrison (I) (RCAI)
          - Halyna Perun (I) (MEI)
    - Marianne Summers, Directrice des communications
    - Mark Leach, Sous-procureur général adjoint, Division des programmes et des politiques de justice sociale
      - Martha Otton, Directrice, Coordination des politiques et des programmes
      - Andrea Strom, Directrice, Élaboration des politiques de la justice
      - Lucy McSweeney, Avocate des enfants
      - Louise Stratford, Tutrice et curatrice publique
        - Sharon Yetter, Directrice générale des finances
        - Michelle Kalsbeek, Directrice, Services à la clientèle
    - Dante Pontone, Sous-procureur général adjoint / DGA, Gestion des services ministériels
      - Maureen Buckley, Directrice, Planification des activités et du budget
      - Barbara Ross, Directrice, Unité des activités stratégiques des RH
      - Megan Medina, Chef, Continuité des activités et gestion des situations d'urgence
      - Judy Stamp, Directrice, Installations
      - Ellen Wexler, Directrice, DMFA
      - Tom Fagan, Directeur (I), Diversité et inclusivité
      - Susan Alikhan, Directrice, Bureau de gestion des projets
      - Ruth Maillard, Coordonnatrice de l'accès à l'information
      - Sabine Derbier, Coordonnatrice, Services en français
      - David Horie, Directeur, Services de vérification
    - Irwin Glasberg, Sous-procureur général adjoint, Secrétariat des services aux victimes
      - Linda Haldenby, Directrice des programmes et du développement communautaire
      - Patricia Bishop, Directrice, Élaboration des politiques et des programmes
    - Ken Anthony, Directeur général, Justice juste-à-temps
      - Mark Langdon, Directeur, Gouvernance et gestion du changement, Justice juste-à-temps
      - Lynne Wagner, Directrice de la mise en oeuvre dans les tribunaux, Justice juste-à-temps
      - Kelly Donaher, Chef de projet Justice juste-à-temps
    - Matt Crone, Directeur, Bureau de la sécurité pour le secteur de la justice

Les encadrés pointillés indiquent les postes qui offrent des services au Groupement de la justice.

* Les Services technologiques pour la justice offrent leur soutien au MPG et au MSCSC, mais relèvent sur le plan organisationnel du MSCSC

Mars 2011

## LOIS ADMINISTRÉES PAR LE MINISTÈRE

### ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

*Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels*
*Code des droits de la personne*
*Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues*
*Loi de 2000 sur le Tribunal de l'environnement*
*Loi de 2002 sur la délivrance des enfants de l'exploitation sexuelle* (Parties III et IV) (pas en vigueur)
*Loi de 2009 sur la présentation d'excuses*
*Loi de 2009 sur le recouvrement du montant des dommages et du coût des soins de santé imputables au tabac*
*Loi de 1991 sur l'arbitrage*
*Loi de 1992 sur les recours collectifs*
*Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* (article se rapportant au Tribunal de l'aide sociale)
*Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*
*Loi de 2002 sur la prescription des actions*
*Loi de 2006 sur la législation*
*Loi sur l'administration de la justice*
*Loi sur l'exécution forcée*
*Loi sur l'exercice des compétences légales*
*Loi sur l'habeas corpus*
*Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*
*Loi sur la Commission de révision de l'évaluation foncière*
*Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario*
*Loi sur la majorité et la capacité civile*
*Loi sur la mise en liberté sous caution*
*Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*
*Loi sur la preuve*
*Loi sur la procédure de révision judiciaire*
*Loi sur la responsabilité des propriétaires de chien*
*Loi sur le droit des aveugles*
*Loi sur le partage de la responsabilité*
*Loi sur le patrimoine de l'Ontario*, Partie III
*Loi sur les amendes et confiscations*
*Loi sur les commissaires aux affidavits*
*Loi sur les enquêtes publiques* (1990)
*Loi sur les enquêtes publiques* (2009; n'est pas en vigueur)
*Loi sur les infractions provinciales*
*Loi sur les juges de paix*
*Loi sur les jurys*
*Loi sur les notaires*
*Loi sur les services policiers* (articles se

### DROIT DE LA FAMILLE

*Loi de 2000 sur la responsabilité parentale*
*Loi portant réforme du droit de l'enfance*
*Loi sur le droit de la famille*
*Loi sur les services à l'enfance et à la famille* (articles se rapportant à la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille et à la Commission de révision des placements sous garde)

### INTERGOUVERNEMENTAL

*Loi de 1999 sur le règlement des différends internationaux relatifs aux investissements* (pas en vigueur)
*Loi de 1999 sur les conventions relatives à l'exécution des jugements*
*Loi de 2002 sur les garanties internationales portant sur les matériels d'équipement mobiles* (équipements aéronautiques) (pas en vigueur)
*Loi sur l'arbitrage commercial international*
*Loi sur l'exécution réciproque de jugements*
*Loi sur l'exécution réciproque de jugements (R.-U.)*
*Loi sur le droit de réciprocité en matière de pollution transfrontalière*
*Loi sur les assignations interprovinciales*

### LÉGISLATION SUR LES BIENS

*Loi sur l'entrée sans autorisation*
*Loi sur l'expropriation*
*Loi sur la capitalisation*
*Loi sur la propriété et les droits civils*
*Loi sur la responsabilité des occupants*
*Loi sur le partage des biens-fonds*
*Loi sur les actes translatifs de propriété et le droit des biens*
*Loi sur les biens en déshérence*
*Loi sur les biens immeubles des étrangers*
*Loi sur les biens-fonds des organisations religieuses*
*Loi sur les cessions en fraude des droits des créanciers*
*Loi sur les formules abrégées de baux*
*Loi sur les hypothèques*
*Loi sur les maisons de jeu et de débauche*

rapportant au Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police)
*Loi sur les témoins de la Couronne*
*Loi sur les tribunaux judiciaires*
*Lois sur les enquêtes concernant les hôpitaux et les établissements de bienfaisance*

## RÉGLEMENTATION DU COMMERCE

*Loi de 2000 sur le commerce électronique*
*Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*
*Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public* (articles se rapportant à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario)
*Loi modifiant le droit commercial*
*Loi relative aux preuves littérales*
*Loi sur la comptabilité des œuvres de bienfaisance*
*Loi sur la conservation des documents commerciaux*
*Loi sur la réduction des opérations exorbitantes*
*Loi sur la vente d'objets*
*Loi sur la vente en bloc*
*Loi sur la vente immobilière*
*Loi sur la vente internationale de marchandises*
*Loi sur le désintéressement des créanciers*
*Loi sur le prêt sur gages*
*Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction*
*Loi sur le trafic des billets de spectacle*
*Loi sur les contrats inexécutables*
*Loi sur les débiteurs en fuite*
*Loi sur les employeurs et employés*
*Loi sur les frais de saisie-gagerie*
*Loi sur les permis d'alcool*
*Loi sur les récépissés d'entrepôt*
*Loi sur les salaires*

## RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONS

*Loi de 2004 sur l'expertise comptable*
*Loi de 2010 sur les comptables agréés*
*Loi de 2010 sur les comptables en management accrédités*
*Loi de 2010 sur les comptables généraux accrédités*
*Loi sur le Barreau*
*Loi sur le protocole du Barreau*
*Loi sur les architectes*

## SUCCESSIONS

*Loi de 2002 sur les déclarations de décès*
*Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*
*Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui*
*Loi portant réforme du droit des successions*
*Loi sur l'administration des successions*
*Loi sur l'administration des successions par la Couronne*
*Loi sur la modification des fiducies*
*Loi sur le Tuteur et curateur public*
*Loi sur les absents*
*Loi sur les dévolutions perpétuelles*
*Loi sur les fiduciaires*
*Loi sur les procurations*
*Loi sur les substitutions immobilières*
*Loi sur les successions*

## AUTRES

*Loi confirmant et corrigeant les Lois refondues*
*Loi de 2001 sur les recours civils*
*Loi de 2002 interdisant les gains tirés du récit d'actes criminels*
*Loi sur l'Association ontarienne des ex-parlementaires*
*Loi sur l'éducation* (articles se rapportant au Tribunal de l'enfance en difficulté en Ontario)
*Loi sur l'heure légale*
*Loi sur l'intégrité des députés*
*Loi sur la diffamation*
*Loi sur la liberté religieuse*
*Loi sur le bon samaritain*
*Loi sur le Conseil exécutif*
*Loi sur le don d'aliments*
*Loi sur le lieutenant-gouverneur*

## LOIS CONCERNANT LA PRATIQUE DE LA DÉMOCRATIE

*Loi de 2005 sur la représentation électorale*

*Loi sur les ingénieurs*
*Loi sur les procureurs*

## OBLIGATIONS ET IMMUNITÉ DE LA COURONNE

*Loi sur l'immunité des personnes exerçant des attributions d'ordre public*
*Loi sur l'ombudsman*
*Loi sur le ministère du Procureur général*
*Loi sur les fonctionnaires*
*Loi sur les instances introduites contre la Couronne*
*Loi sur les organismes de la Couronne*
*Loi sur les procureurs de la Couronne*
*Loi de 2007 sur le référendum relatif au système électoral*
*Loi électorale*
*Loi sur l'Assemblée législative*
*Loi sur le financement des élections*

## LOI INACTIVE

*Loi de 2000 sur la protection contre la violence familiale*
*Loi sur les dons de bienfaisance*
*Loi sur les règlements*
*Loi sur l'expertise comptable*
*Loi sur les textes de lois*
*Loi sur l'interprétation*
*Loi sur la Commission de réforme du droit de l'Ontario*
*Statute and Regulation Revision Act, 1998*

# ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE

| Description | Prévisions 2011-2012 (comptabilité d'exercice) | | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses $ | Revenus $ | Dépenses $ | Revenus $ |
| Commission des alcools et des jeux de l'Ontario | 34 561 800 | 28 920 000 | 36 523 000 | 30 668 000 |
| Commission de révision de l'évaluation foncière | 8 936 500 | 1 500 000 | 8 878 700 | 1 000 000 |
| Commission des affaires municipales de l'Ontario | 8 024 000 | 250 000 | 7 849 300 | 250 000 |
| Tribunal de l'environnement | 1 675 800 | | 1 682 100 | |
| Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels | 36 854 600 | | 25 575 300 | |
| Commission ontarienne des droits de la personne | 5 621 000 | | 5 483 400 | |
| Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne | 5 336 200 | | 5 414 900 | |
| Commissions d'enquête | 1 000 | | 105 000 | |
| Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police | 8 399 900 | | 5 299 000 | |
| Aide juridique Ontario | 332 569 100 | 50 132 000 | 317 821 100 | 50 132 000 |
| Commission de la location immobilière | 28 561 200 | 11 420 000 | 30 255 700 | 11 417 000 |
| Commission de révision des services à l'enfance et à la famille / Commission de révision des placements sous garde | 1 841 600 | | 2 042 200 | |
| Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais) / Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français) | 353 800 | | | |
| Tribunal de l'aide sociale | 7 527 900 | | 7 611 600 | |
| Tribunal des droits de la personne de l'Ontario | 9 176 000 | | 8 977 000 | |
| | 489 440 400 | 92 222 000 | 463 518 300 | 93 467 000 |

*Les chiffres réels provisoires correspondent aux données financières figurant dans le Budget de l'Ontario.*

# INFORMATION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE

## Tableau 1 : Dépenses prévues du ministère 2011-2012

| | |
|---|---|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | 1 552 454 014 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | 315 047 900 |
| **Total** | **1 867 501 914** |

## Tableau 2 : Sommaire – Fonctionnement et immobilisations par crédit, 2011-2012

| Crédit | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS | | | | | | |
| Administration du ministère | 200 682 200 | 3 885 700 | 2,0 | 196 796 500 | 187 317 100 | 196 732 561 |
| Poursuite contre les criminels | 260 757 200 | 1 501 300 | 0,6 | 259 255 900 | 253 757 300 | 246 624 546 |
| Politiques, programmes de justice et organismes | 555 525 500 | 15 500 300 | 2,9 | 540 025 200 | 539 360 300 | 539 158 767 |
| Services juridiques | 33 141 500 | 2 226 300 | 7,2 | 30 915 200 | 29 771 500 | 28 646 474 |
| Services aux tribunaux | 692 813 500 | 104 139 600 | 17,7 | 588 673 900 | 575 382 700 | 467 269 852 |
| Services aux victimes | 118 573 700 | (1 473 800) | (1,2) | 120 047 500 | 98 468 300 | 99 979 041 |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 1 861 493 600 | 125 779 400 | 7,2 | 1 735 714 200 | 1 684 057 200 | 1 578 411 241 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges de fonctionnement et d'immobilisations** | **1 861 493 600** | **125 779 400** | **7,2** | **1 735 714 200** | **1 684 057 200** | **1 578 411 241** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| Crédits législatifs | 6 008 314 | 706 100 | 13,3 | 5 302 214 | 27 495 300 | 30 209 782 |
| **Total du ministère - Charges de fonctionnement et d'immobilisations** | **1 867 501 914** | **126 485 500** | **7,3** | **1 741 016 414** | **1 711 552 500** | **1 608 621 023** |
| Redressement de consolidation et autres redressements | 37 660 000 | (9 327 000) | (19,9) | 46 987 000 | - | 54 149 300 |
| **Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements** | **1 905 161 914** | **117 158 500** | **6,6** | **1 788 003 414** | **1 711 552 500** | **1 662 770 323** |
| ACTIFS DE FONCTIONNEMENT ET BIENS IMMOBILISÉS | | | | | | |
| Administration du ministère | - | (15 000) | (100,0) | 15 000 | 1 000 | - |
| Poursuite contre les criminels | 998 000 | 766 000 | 330,2 | 232 000 | 432 500 | 250 879 |
| Politiques, programmes de justice et organismes | 397 000 | (541 000) | (57,7) | 938 000 | 136 100 | 168 205 |
| Services juridiques | 161 000 | 12 500 | 8,4 | 148 500 | 35 000 | - |
| Services aux tribunaux | 2 719 000 | 953 000 | 54,0 | 1 766 000 | 1 000 | 211 871 |
| Services aux victimes | 28 000 | (303 000) | (91,5) | 331 000 | 12 500 | - |
| **Total à voter - Actifs de fonctionnement et biens immobilisés** | **4 303 000** | **872 500** | **25,4** | **3 430 500** | **618 100** | **630 955** |

## PLANIFICATION AXÉE SUR LES RÉSULTATS DU MINISTÈRE 2011-2012

Par l'entremise de sa planification axée sur les résultats, le ministère du Procureur général appuie la priorité du gouvernement en matière de justice et son engagement d'« assurer la sécurité des familles » et de « servir l'intérêt public ».

### Assurer la sécurité des familles

Le gouvernement s'est engagé à « assurer la sécurité des familles ». Afin d'atteindre ce but, il a défini trois stratégies ainsi qu'un certain nombre d'objectifs connexes pour 2011-2012.

**Assurer l'efficacité du système de justice pénale**

Le ministère s'emploie à préserver la sécurité des collectivités et des particuliers en veillant à ce que les contrevenants soient poursuivis, en matière d'affaires criminelles et d'appels, à tous les échelons du système judiciaire de la province. À ces fins, il emploie plus de 1 000 procureurs de la Couronne. Le ministère s'efforce d'améliorer l'efficacité du système de justice pénale, qui reçoit presque 600 000 nouvelles accusations criminelles chaque année.

Le ministère continue de jouer un rôle de chef de file dans l'application de la stratégie du gouvernement en matière d'intervention contre les bandes criminalisées et les armes à feu. Le Centre des opérations du Groupe d'intervention contre les bandes criminalisées et les armes à feu, qui rassemble dans un même lieu la police, les procureurs de la Couronne, les intervenants des programmes d'aide aux victimes et aux témoins et d'autres professionnels du secteur de la justice afin de leur permettre de s'échanger des renseignements et des connaissances spécialisées, continue d'aider l'Ontario à lutter contre la présence d'armes à feu et de bandes criminalisées dans la rue.

Justice juste-à-temps

La stratégie Justice juste-à-temps et les initiatives qui en découlent permettront au ministère de tenir son engagement d'accroître l'efficacité du système de justice pénale et de préserver la confiance du public à l'égard de l'administration de la justice.

Annoncée le 3 juin 2008, cette stratégie vise à accélérer le processus judiciaire et à mieux l'orienter, et ce, en réduisant de 30 % d'ici à juin 2012 la moyenne provinciale sur le plan du nombre de comparutions et de jours nécessaires pour mener à terme les causes criminelles. Par souci de transparence, le ministère a mis à la disposition du public des statistiques sur les tribunaux criminels qui remontent à l'an 2000 sur le site Web Justice juste-à-temps et il continuera de mettre à jour le site au fil de l'évolution de la stratégie.

Le site offre maintenant les statistiques pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2010. Quant aux statistiques pour la période allant du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011, elles devraient être disponibles à la fin de l'été 2011.

Tous les palais de justice des tribunaux pénaux de la province (y compris les bureaux satellites) ont été officiellement mobilisés aux fins de la mise en œuvre de cette stratégie. Les dirigeants de chaque établissement local continueront de recenser, de réaliser et de soutenir les initiatives visant à réduire les délais de traitement en cour pénale.

On retrouve parmi ces dirigeants locaux des représentants de tous les groupes d'intervenants de la justice pénale (juges, juges de paix, avocats de la défense, police, employés des services correctionnels, avocats de service, Aide juridique Ontario et membres d'autres organismes en plus de chefs de file du ministère tels que des procureurs de la Couronne et des employés des services aux tribunaux). Grâce à Justice juste-à-temps, ces intervenants du secteur de la justice travaillent maintenant dans des conditions où ils sont libres d'agir à titre indépendant, et qui favorisent la collaboration.

Tout au long de 2011-2012, les tribunaux criminels de l'Ontario constateront davantage de résultats découlant de l'augmentation du nombre de sites participant à la stratégie, de la mise en œuvre de nouvelles démarches, du partage des pratiques exemplaires et de l'accélération du traitement des causes au sein du système.

Aide juridique Ontario

Aide juridique Ontario (AJO) est un organisme indépendant et autonome qui est largement financé par la province de l'Ontario. Il est responsable de la prestation de services d'aide juridique aux Ontariens à faible revenu, et il est mandaté pour offrir ces services en vertu de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*.

Le mandat d'AJO comprend la promotion de l'accès à la justice pour les gens à faible revenu dans toutes les régions de l'Ontario. À cette fin, AJO fournit des services d'aide juridique d'une qualité élevée et constante, et d'une manière efficace et rentable. Cet organisme protège les droits constitutionnels et légaux des personnes, et voit à assurer le traitement juste et équitable des résidents à faible revenu (réfugiés, personnes sur qui pèsent des accusations criminelles, parents impliqués dans une procédure de protection des enfants ou qui cherchent à obtenir la garde, des droits de visite ou un soutien financier pour eux-mêmes ou leurs enfants, etc.).

En septembre 2009, l'Ontario a annoncé un plan de transformation de l'aide juridique comprenant un investissement supplémentaire de 150 millions de dollars sur quatre ans destiné à Aide juridique Ontario. Cet investissement augmentera le financement de base d'Aide juridique Ontario de 60 millions de dollars par an d'ici à 2012. Dans le cadre de ce plan, AJO s'affaire à réaliser divers nouveaux projets, dont les suivants :

- Allouer des fonds supplémentaires pour des cliniques et des services améliorés en matière de droit familial
- Augmenter le taux horaire des avocats spécialisés en droit pénal, de la famille, de l'immigration et des réfugiés, ou de la santé mentale afin d'attirer des avocats dans les rangs de l'aide juridique
- Instituer des honoraires forfaitaires pour les causes criminelles standard
- Accroître les services offerts par les avocats de service
- Augmenter les fonds prévus pour les témoins experts de la défense
- Instituer des honoraires accrus pour les avocats compétents ayant la capacité de gérer les causes criminelles importantes et très complexes

- Assurer un meilleur contrôle de la qualité des services ainsi qu'une plus grande responsabilisation des avocats de l'aide juridique.

De concert avec le ministère, Aide juridique Ontario a entrepris un programme de modernisation de l'organisme en vue d'offrir des services plus efficaces de manière à améliorer l'accès à la justice, et les services de cet organisme forment un complément à la stratégie Justice juste-à-temps du procureur général, et contribuent aussi à l'expansion des services à la famille.

AJO travaille à l'amélioration des services offerts dans les palais de justice, y compris la réception de demandes d'aide juridique, la vérification de la progression d'une demande et l'accroissement des services offerts par les avocats de service. Plus de 50 palais de justice traitent maintenant des demandes d'aide juridique. En 2010-11, 73 pour cent des décisions concernant de telles demandes ont été prises dans un délai maximum d'un jour ouvrable, et l'objectif visé est de faire passer cette proportion à 80 pour cent en 2011-12.

Les résidents à faible revenu de l'ensemble de la province peuvent aussi obtenir de l'aide juridique et des renseignements en utilisant la ligne téléphonique sans frais (offerte en plus de 120 langues) ou en consultant le site Web révisé d'AJO.

Justice pour les Autochtones

En 2011-2012, le ministère du Procureur général continuera de mettre en œuvre la Stratégie de justice pour les Autochtones, un cadre élaboré en consultation avec des intervenants autochtones et d'autres ministères qui vise à fournir des services de justice pénale équitables, coordonnés, efficaces et adaptés à tous les Autochtones de l'Ontario.

La Stratégie de justice pour les Autochtones cherche à traiter des problèmes tels que la surreprésentation des Autochtones au sein des groupes des contrevenants et des victimes dans le système de justice pénale, et elle permet d'accroître l'accès aux services judiciaires.

L'Ontario finance actuellement dix programmes communautaires de justice à l'intention des Autochtones dans 24 collectivités de la province, ainsi que quatre programmes de service Gladue dispensant des services aux accusés autochtones comparaissant devant les tribunaux de Toronto, de Kitchener-Waterloo, de la région de Hamilton, de Sarnia, de London, de Thunder Bay et du district judiciaire de Manitoulin.

Le gouvernement offre également le programme de travailleurs sociaux judiciaires auprès des Autochtones, dans le cadre duquel des travailleurs sociaux aident les accusés autochtones à s'y retrouver au sein du processus judiciaire dans 48 tribunaux de la province.

Grâce au Programme d'emplois d'été en droit des Autochtones du ministère du Procureur général, les étudiants qui possèdent une bonne connaissance des communautés autochtones et une expérience auprès de celles-ci et qui témoignent d'un intérêt marqué pour le droit des Autochtones, peuvent travailler à des dossiers portant sur le droit et les politiques autochtones.

Cet été, les étudiants en droit provenant de communautés autochtones seront affectés aux ministères du Procureur général, du Développement du Nord, des Mines et des Forêts, de l'Énergie, de l'Infrastructure, de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, des Affaires autochtones et de l'Environnement.

**Protéger les intérêts des victimes et des personnes vulnérables**

Services aux victimes

Durant les deux prochaines années, le ministère attribuera un montant de deux millions de dollars sous forme de nouveau financement destiné aux femmes, aux enfants et aux jeunes d'origine autochtone qui sont victimes de violence. De cette façon, les communautés autochtones seront en mesure de répondre aux besoins des femmes ayant été victimes de crimes violents.

En février 2011, l'Ontario a annoncé la mise en œuvre d'une approche coordonnée et à plusieurs volets qui servira à lutter contre le trafic d'humains. Le ministère investira 1,75 million de dollars au total dans des projets de lutte contre ce trafic durant les trois prochaines années. Des projets ont été mis sur pied afin de favoriser l'application des lois visant à enrayer le trafic d'humains, de poursuivre vigoureusement les contrevenants et de voit à ce que les victimes reçoivent le soutien dont elles ont besoin pour entreprendre leur processus de guérison.

Des projets futurs seront mis au point en 2011-2012 de concert avec des membres des communautés de la justice et des services aux victimes, ainsi que des spécialistes de partout dans la province.

Le ministère financera aussi un programme des agents de soutien dans le contexte de la Cour de la famille, à l'échelle communautaire, afin de fournir des services aux tribunaux de la famille en Ontario.

Ce programme soutiendra les victimes de violence familiale qui font des démarches pour préparer une cause qu'ils soumettront à un tribunal de la famille ou dont la cause est en train d'être entendue par un tel tribunal. Parmi les autres fonctions des agents de soutien agissant dans le contexte de la Cour de la famille, citons les suivantes :

- Fournir à la victime de l'information sur le processus de la Cour de la famille
- Documenter les antécédents en matière de violence subie pour la Cour
- Diriger les victimes vers des services spécialisés et soutenir la collectivité
- Aider à la planification de la sécurité relativement à des comparutions en cour
- Accompagner les victimes lors de leur comparution en cour, si cela est indiqué.

En 2011-2012, le Programme d'aide aux victimes et aux témoins continuera d'offrir du soutien et des renseignements tout au long du processus judiciaire aux victimes et aux témoins de crimes les plus vulnérables, notamment les victimes de violence familiale, de violence faite aux enfants, d'agressions sexuelles et de crimes haineux, ainsi que les

personnes âgées victimes d'actes criminels et les familles des victimes d'homicide. Le programme est offert dans l'ensemble des 54 districts judiciaires de la province.
En 2010-2011, 93 pour cent des clients ont été satisfaits des services offerts dans le cadre de ce programme et du soutien reçu durant le processus judiciaire.

Le ministère est également responsable de fournir du soutien administratif à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (CIVAC) qui accorde des indemnisations aux victimes de certaines infractions prévues au *Code criminel.* La Commission offre aux victimes une tribune équitable, empathique et compatissante qui leur permet de se faire entendre.

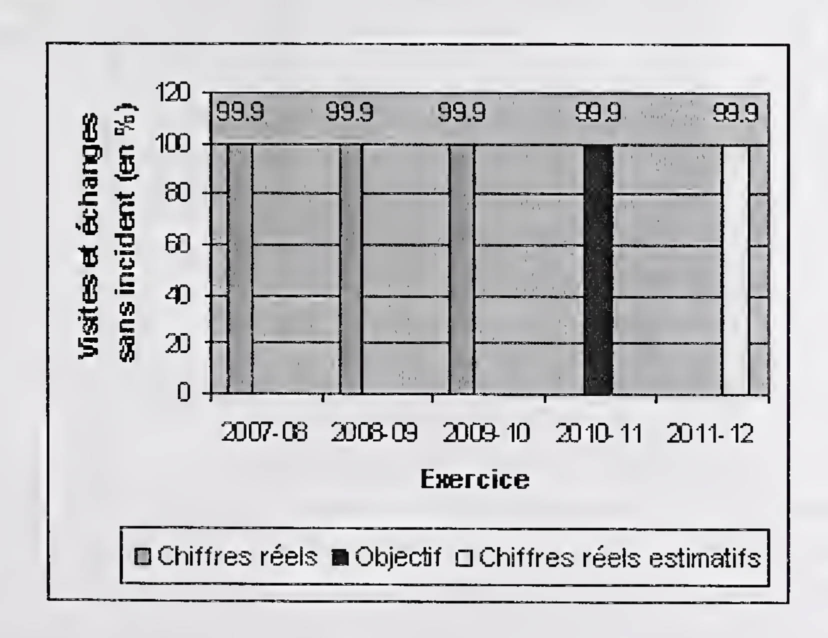
Programmes pour les personnes vulnérables

Le ministère s'est engagé à protéger les enfants ontariens et offre un éventail de services dispensés par le Bureau de l'avocat des enfants et le Programme de visites surveillées.

Le gouvernement offre du financement au titre des paiements de transfert à des organismes communautaires sans but lucratif pour qu'ils fournissent des services de visites surveillées dans l'ensemble des 52 districts judiciaires de la province. L'objectif de ces centres est d'offrir un endroit sûr, neutre et axé sur l'enfant pour les visites et les échanges entre un enfant et un parent ou une autre personne qui n'en a pas la garde, comme un grand-parent, dans les cas où il y a des inquiétudes concernant la sécurité de l'enfant et (ou) du parent qui en a la garde.

Voici une mesure importante qui démontre le rendement de ces programmes :

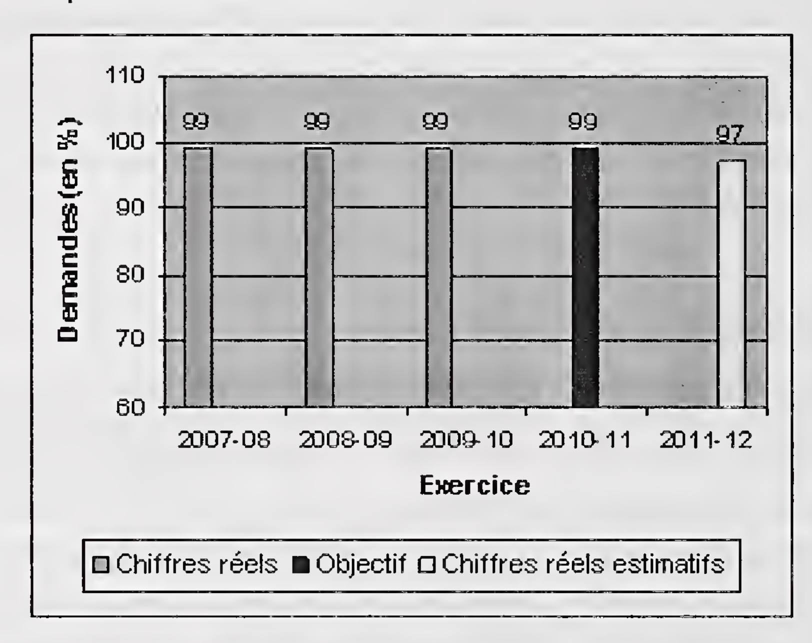
- Pourcentage de visites et d'échanges qui se sont produits sans incident entre des enfants et le parent qui n'en a pas la charge dans des **centres de visites surveillées**



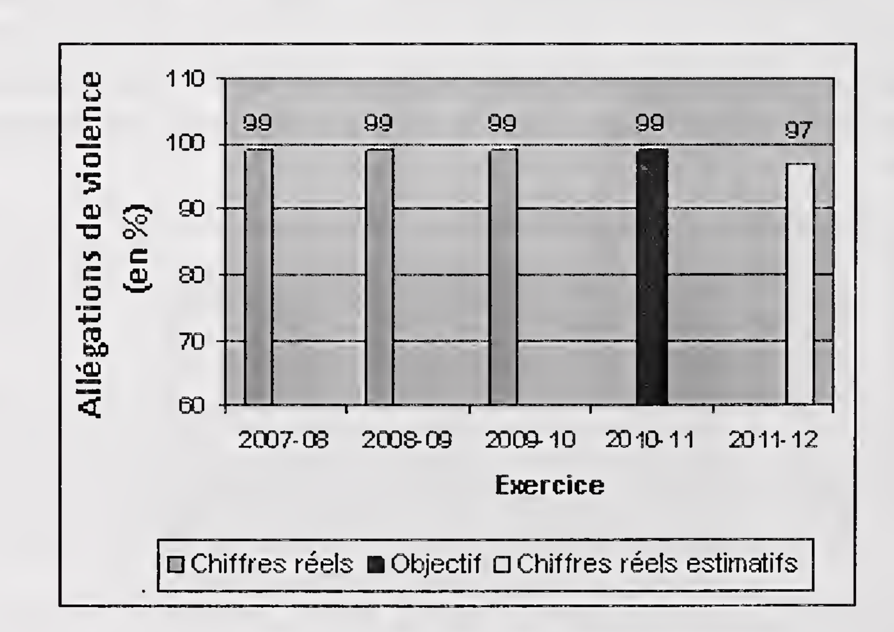

De plus, le ministère fournit et soutient une vaste gamme de services aux adultes vulnérables par l'entremise d'initiatives gérées par les collectivités, les organismes et les tribunaux. Cela comprend la prise de décisions par le Bureau du Tuteur et curateur public au nom des personnes frappées d'incapacité mentale qui ne peuvent compter sur personne d'autre pour prendre des décisions à leur place.

Voici certaines mesures révélant le rendement de ces programmes :

- Pourcentage des interventions du **Bureau du Tuteur et curateur public** dans les 24 heures suivant les demandes de décision relative au traitement des adultes frappés d'incapacité mentale




- Pourcentage d'allégations de violence contre des personnes souffrant d'incapacité mentale auxquelles le **Bureau du Tuteur et curateur public** a donné suite dans les 24 heures




Le ministère est aussi responsable de l'application du Code des droits de la personne de l'Ontario et des organismes indépendants qui l'administrent. Le nouveau système de protection des droits de la personne, qui a été lancé en juin 2008, se compose du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, de la Commission ontarienne des droits de la personne et du Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne. Le nouveau système renforce le leadership de l'Ontario en matière de droits de la personne et règle les questions de discrimination systémique.





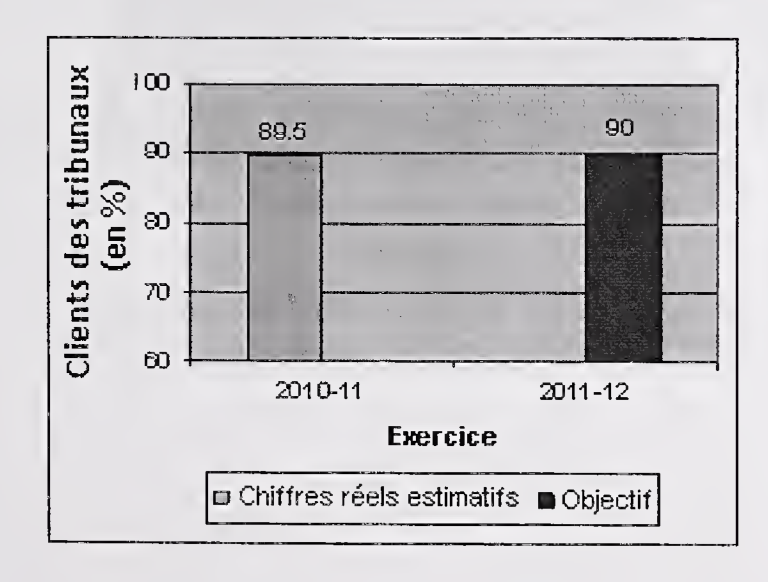
## Établir un système judiciaire efficace

Le ministère est chargé de l'administration des tribunaux criminels, civils et de la famille et de la Cour des petites créances de l'Ontario. Il est déterminé à assurer des services aux tribunaux modernes et professionnels qui favorisent la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, rapides et efficaces. Ces services comprennent les suivants :

- Fournir de l'information au public au comptoir des tribunaux, dans les centres d'information et en ligne ;
- Maintenir les dossiers des tribunaux;
- Fournir du soutien à la magistrature en salle d'audience;
- Gérer le système de jury;
- Offrir des programmes de médiation dans les affaires de droit civil et de droit de la famille;
- Offrir le Programme d'information obligatoire ainsi que les services de coordonnateurs des recommandations, des programmes et de l'information dans les tribunaux de la famille;
- Exécuter les ordonnances du tribunal;
- Fournir un soutien administratif pour la nomination des juges et d'autres fonctionnaires judiciaires.

Certaines des principales mesures démontrant la façon dont ces services améliorent l'accès à la justice comprennent les suivantes :

- Pourcentage de clients des **tribunaux** qui avaient une seule présentation à faire et qui ont été servis en 30 minutes au maximum



Services de justice à la famille

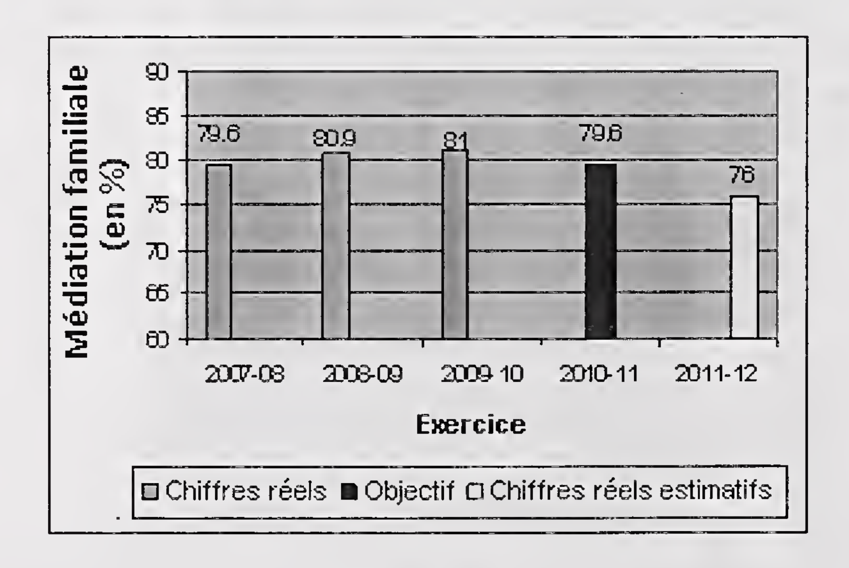
En 2009, le ministère a commencé à réaliser un plan visant à assurer la fourniture de services de justice aux familles plus rapidement, à moindre coût et en réduisant les confrontations.

À l'été 2011, les services de justice à la famille suivants seront offerts à l'échelle de la province :

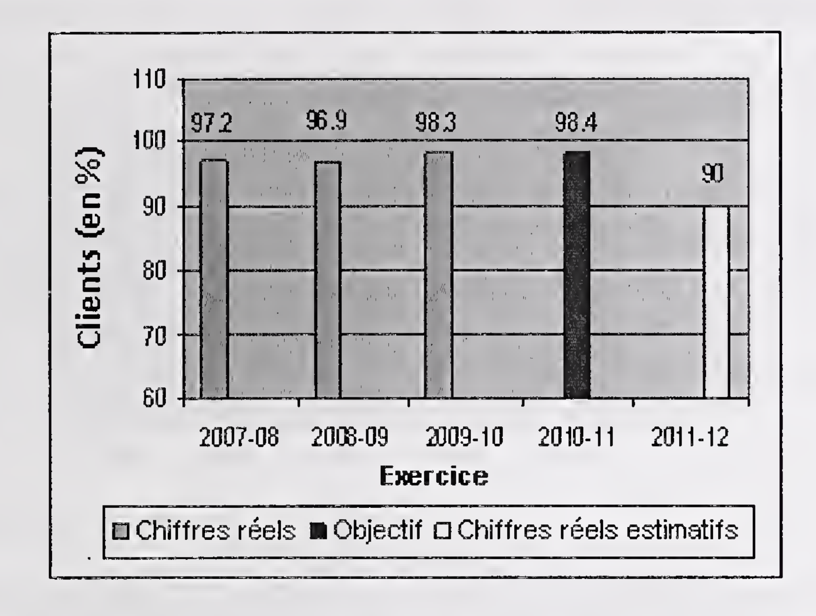
- Un programme d'information obligatoire sur les effets d'une séparation sur les enfants et les possibilités autres que le recours au tribunal qui existent pour régler des différends, et ce, souvent de manière plus rapide et à moindre coût.
- Un service de médiation familiale auquel on peut accéder avant qu'une procédure judiciaire ne démarre ou durant une telle procédure, et qui aide les familles à recenser les problèmes et à trouver des solutions en dehors d'une salle d'audience.
- Les coordonnateurs de l'information et des recommandations qui servent de points de contact aux familles qui s'engagent dans le processus de la Cour de la famille. Ces coordonnateurs dirigent les parties potentielles à une procédure vers des services communautaires offrant de l'aide pour gérer les cas de familles qui se défont, y compris des services de counseling et de soutien, et des solutions de rechange à un procès.

Voici certaines des principales mesures révélant l'efficacité des améliorations apportées aux services de justice à la famille :

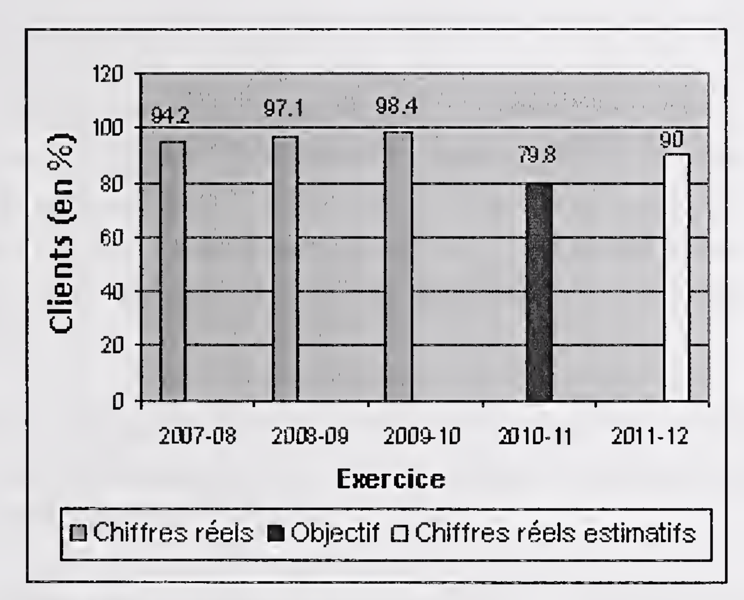
- Pourcentage de cas ayant été traités par les services de **médiation familiale** et ayant été réglés en entier ou en partie



- Pourcentage de clients des services de **médiation familiale** qui se sont montrés satisfaits de ces services

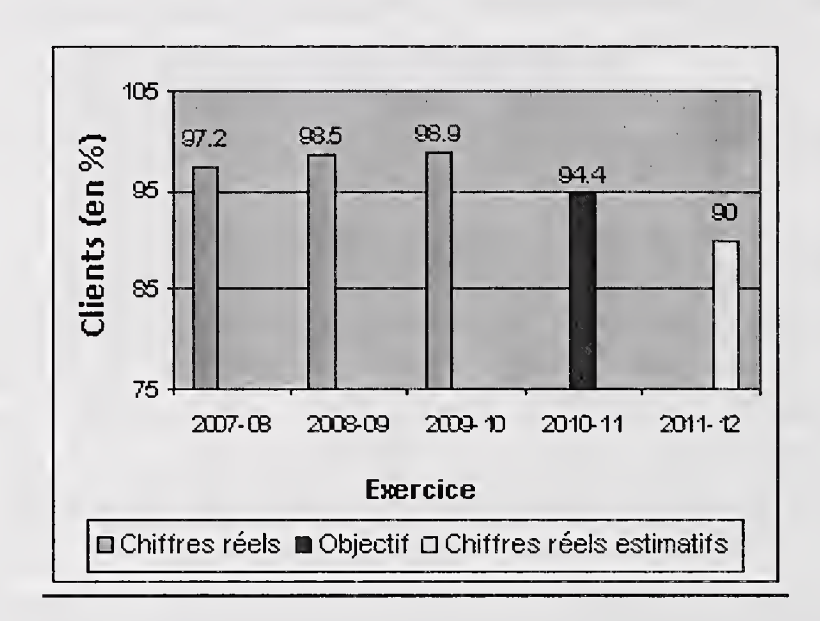



- Pourcentage de clients d'un **Centre d'information sur le droit de la famille** qui se sont montrés satisfaits des services de ce centre




Note : un nouveau sondage a été lancé en 2010-11 et comprenait des catégories révisées pour évaluer le taux de satisfaction.

- Pourcentage de clients des **services de justice à la famille** qui se sont montrés satisfaits de l'information reçue lors d'une **séance d'information à l'intention des parents**



Tribunal de la violence familiale

La Cour de justice de l'Ontario est le chef de file de la réalisation d'un projet pilote de création d'un tribunal de la violence familiale, dont le but est d'assurer une intervention holistique et mieux éclairée en réaction à la violence familiale. Le ministère travaille avec la Cour de justice de l'Ontario pour concevoir et réaliser ce programme.

Ce projet pilote se fondera sur le concept « Une famille, un juge », qui permettrait à un seul juge d'entendre la cause criminelle ou touchant au droit de la famille qui serait présentée par une famille relativement à une affaire de violence familiale. Cela améliorera les communications entre la famille et les cours pénales ainsi que la coordination, particulièrement dans les cas de violence familiale. Le projet pilote sera mis en œuvre au palais de justice situé au 311 de la rue Jarvis, et ce, à l'été 2011.

Modernisation des palais de justice

L'Ontario travaille présentement à créer un système de justice moderne, efficace et accessible, grâce au financement d'un programme d'accélération de la construction des nouveaux palais de justice et à un investissement dans les palais de justice existants.

Le Palais de justice central de la région de Waterloo a tenu une cérémonie de levée de la première pelletée de terre en juin 2010 et les travaux de construction devraient être terminés à l'hiver 2013. Une cérémonie semblable a été tenue pour le Palais de justice central de Thunder Bay le 24 février 2011 et la construction devrait être terminée à l'automne 2013. La construction des Palais de justice centraux de Quinte et de St. Thomas devrait commencer au printemps 2011. Ces projets ont été mis au point de concert avec le ministère de l'Infrastructure, Infrastructure Ontario et la Société immobilière de l'Ontario.

En réponse au document intitulé *Projet de réforme du système de justice civile - Résumé des conclusions et des recommandations,* le ministère a lancé un projet d'affichage pour améliorer l'accès aux services judiciaires.

Ces nouvelles normes rendront les tribunaux plus accessibles grâce à une signalisation plus efficace et à l'accroissement de l'accessibilité pour tous les usagers des palais de justice. Un projet pilote est en cours de réalisation au palais de justice de Barrie et devrait être terminé en avril 2011. On prévoit que ce projet sera ensuite mis en œuvre dans d'autres établissements situés dans chacune des régions du ministère.

Le ministère poursuit les travaux visant à améliorer l'accessibilité aux palais de justice en Ontario. En 2009-2010, le ministère a doté tous les tribunaux permanents d'un poste de coordonnateur de l'information sur l'accessibilité. Ce service sera offert dans les tribunaux satellites et les tribunaux situés en région éloignée d'ici au printemps 2011. De plus, on installera dans tous les tribunaux de niveau primaire, au printemps 2011, des panneaux publics qui annonceront les détails concernant les services physiquement accessibles et les services des coordonnateurs de l'information sur l'accessibilité.

## Servir l'intérêt public

Par l'entremise de sa Division des services juridiques, le ministère aide le procureur général à exercer ses fonctions d'avocat en chef de la Couronne. Il offre au gouvernement des conseils d'expert en matière juridique, défend ses intérêts et le représente devant les tribunaux, à tous les paliers du système judiciaire. Le pourcentage de clients du gouvernement satisfaits des services fournis par la Division des services juridiques était de 90,6 % en 2010-2011. Ce taux de satisfaction devrait demeurer à peu près le même dans les années futures.

Le ministère supervise aussi les travaux du Bureau des conseillers législatifs, lequel fournit des services d'ébauche et de traduction de projets de loi et de règlements ainsi que des conseils sur des questions d'ordre législatif. Le Bureau offre également des services de rédaction, de gestion de bases de données et d'éditique pour des projets de loi, des lois et des règlements.

En 2010-11, 90 pour cent des clients se sont montrés satisfaits des services qui leur ont été fournis par le Bureau des conseillers législatifs. De plus, 98 pour cent des sources de droit ont été affichées sur le site Lois-en-ligne dans les deux jours ouvrables.

Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services qu'offre le ministère, veuillez communiquer avec le ministère du Procureur général au 1 800 518-7901 ou consulter le site www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca.

# Partie II : Données financières détaillées 2011-2012

## Ministère du Procureur général

# PARTIE II : DONNÉES FINANCIÈRES DÉTAILLÉES 2011-2012

## SOMMAIRE – FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS PAR CRÉDIT

| Crédit | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS | | | | | | |
| Administration du ministère | 200 682 200 | 3 885 700 | 2,0 | 196 796 500 | 187 317 100 | 196 732 561 |
| Poursuite contre les criminels | 260 757 200 | 1 501 300 | 0,6 | 259 255 900 | 253 757 300 | 246 624 546 |
| Politiques, programmes de justice et organismes | 555 525 500 | 15 500 300 | 2,9 | 540 025 200 | 539 360 300 | 539 158 767 |
| Services juridiques | 33 141 500 | 2 226 300 | 7,2 | 30 915 200 | 29 771 500 | 28 646 474 |
| Services aux tribunaux | 692 813 500 | 104 139 600 | 17,7 | 588 673 900 | 575 382 700 | 467 269 852 |
| Services aux victimes | 118 573 700 | (1 473 800) | (1,2) | 120 047 500 | 98 468 300 | 99 979 041 |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 1 861 493 600 | 125 779 400 | 7,2 | 1 735 714 200 | 1 684 057 200 | 1 578 411 241 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges de fonctionnement et d'immobilisations** | **1 861 493 600** | **125 779 400** | **7,2** | **1 735 714 200** | **1 684 057 200** | **1 578 411 241** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| Crédits législatifs | 6 008 314 | 706 100 | 13,3 | 5 302 214 | 27 495 300 | 30 209 782 |
| **Total du ministère - Charges de fonctionnement et d'immobilisations** | **1 867 501 914** | **126 485 500** | **7,3** | **1 741 016 414** | **1 711 552 500** | **1 608 621 023** |
| Redressement de consolidation et autres redressements | 37 660 000 | (9 327 000) | (19,9) | 46 987 000 | - | 54 149 300 |
| **Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements** | **1 905 161 914** | **117 158 500** | **6,6** | **1 788 003 414** | **1 711 552 500** | **1 662 770 323** |
| ACTIFS DE FONCTIONNEMENT ET BIENS IMMOBILISÉS | | | | | | |
| Administration du ministère | - | (15 000) | (100,0) | 15 000 | 1 000 | - |
| Poursuite contre les criminels | 998 000 | 766 000 | 330,2 | 232 000 | 432 500 | 250 879 |
| Politiques, programmes de justice et organismes | 397 000 | (541 000) | (57,7) | 938 000 | 136 100 | 168 205 |
| Services juridiques | 161 000 | 12 500 | 8,4 | 148 500 | 35 000 | - |
| Services aux tribunaux | 2 719 000 | 953 000 | 54,0 | 1 766 000 | 1 000 | 211 871 |
| Services aux victimes | 28 000 | (303 000) | (91,5) | 331 000 | 12 500 | - |
| **Total à voter - Actifs de fonctionnement et biens immobilisés** | **4 303 000** | **872 500** | **25,4** | **3 430 500** | **618 100** | **630 955** |

# SOMMAIRE – FONCTIONNEMENT PAR CRÉDIT

| Crédit | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** | | | | | | |
| Administration du ministère | 169 181 200 | 3 885 700 | 2,4 | 165 295 500 | 162 767 300 | 159 248 248 |
| Poursuite contre les criminels | 260 756 200 | 1 501 300 | 0,6 | 259 254 900 | 253 756 300 | 246 624 546 |
| Politiques, programmes de justice et organismes | 555 524 500 | 15 501 300 | 2,9 | 540 023 200 | 539 359 300 | 539 158 767 |
| Services juridiques | 33 140 500 | 2 226 300 | 7,2 | 30 914 200 | 29 770 500 | 28 646 474 |
| Services tribunaux | 410 511 900 | 8 109 900 | 2,0 | 402 402 000 | 402 460 800 | 396 863 484 |
| Services aux victimes | 118 572 700 | (1 473 800) | (1,2) | 120 046 500 | 98 467 300 | 99 979 041 |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 1 547 687 000 | 29 750 700 | 2,0 | 1 517 936 300 | 1 486 581 500 | 1 470 520 560 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges de fonctionnement** | **1 547 687 000** | **29 750 700** | **2,0** | **1 517 936 300** | **1 486 581 500** | **1 470 520 560** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| Crédits législatifs | 4 767 014 | - | - | 4 767 014 | 27 298 000 | 30 203 685 |
| **Total du ministère - Charges de fonctionnement** | **1 552 454 014** | **29 750 700** | **2,0** | **1 522 703 314** | **1 513 879 500** | **1 500 724 245** |
| Redressement de consolidation et autres redressements | 35 217 300 | (7 269 700) | (17,1) | 42 487 000 | - | 50 356 300 |
| **Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements** | **1 587 671 314** | **22 481 000** | **1,4** | **1 565 190 314** | **1 513 879 500** | **1 551 080 545** |
| **ACTIFS DE FONCTIONNEMENT** | | | | | | |
| Politiques, programmes de justice et organismes | - | **(20 000)** | (100,0) | 20 000 | - | - |
| **Total à voter - Actifs de fonctionnement** | **-** | **(20 000)** | **(100,0)** | **20 000** | **-** | **-** |





## SOMMAIRE – IMMOBILISATIONS PAR CRÉDIT

| Crédit | Prévisions 2011-2012 $ | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 $ | % | Prévisions 2010-2011 $ | Chiffres réels provisoires 2010-2011 $ | Chiffres réels 2009-2010 $ |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | | | |
| Administration du ministère | 31 501 000 | - | - | 31 501 000 | 24 549 800 | 37 484 313 |
| Poursuite contre les criminels | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| Politiques, programmes de justice et organismes | 1 000 | (1 000) | (50,0) | 2 000 | 1 000 | - |
| Services juridiques | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| Services aux tribunaux | 282 301 600 | 96 029 700 | 51,6 | 186 271 900 | 172 921 900 | 70 406 368 |
| Services aux victimes | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| **Total, y compris les mandats spéciaux** | **313 806 600** | **96 028 700** | **44,1** | **217 777 900** | **197 475 700** | **107 890 681** |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges d'immobilisations** | **313 806 600** | **96 028 700** | **44,1** | **217 777 900** | **197 475 700** | **107 890 681** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| Crédits législatifs | 1 241 300 | 706 100 | 131,9 | 535 200 | 197 300 | 6 097 |
| **Total du ministère - Charges d'immobilisations** | 315 047 900 | **96 734 800** | **44,3** | 218 313 100 | 197 673 000 | 107 896 778 |
| Redressement de consolidation et autres redressements | 2 442 700 | (2 057 300) | (45,7) | 4 500 000 | - | 3 793 000 |
| **Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements** | 317 490 600 | **94 677 500** | **42,5** | 222 813 100 | 197 673 000 | 111 689 778 |
| BIENS IMMOBILISÉS | | | | | | |
| Administration du ministère | - | (15 000) | (100,0) | 15 000 | 1 000 | - |
| Poursuite contre les criminels | 998 000 | 766 000 | 330,2 | 232 000 | 432 500 | 250 879 |
| Politiques, programmes de justice et organismes | 397 000 | (521 000) | (56,8) | 918 000 | 136 100 | 168 205 |
| Services juridiques | 161 000 | 12 500 | 8,4 | 148 500 | 35 000 | - |
| Services aux tribunaux | 2 719 000 | 953 000 | 54,0 | 1 766 000 | 1 000 | 211 871 |
| Services aux victimes | 28 000 | (303 000) | (91,5) | 331 000 | 12 500 | - |
| **Total à voter - Biens immobilisés** | 4 303 000 | **892 500** | **26,2** | 3 410 500 | **618 100** | 630 955 |

## RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

| Charges de fonctionnement | Prévisions 2010-2011 $ | Chiffres réels 2009-2010 $ |
|---|---|---|
| **Total - Charges de fonctionnement publiées antérieurement *** | 1 444 618 214 | 1 420 802 728 |
| **Transfert de fonctions d'autres ministères de plus de 1 M$ :** | | |
| Du MEO relativement au Tribunal de l'environnement - Exposé économique d'automne (303-04) | - | 1 557 270 |
| Du MAML à la Commission de la location immobilière | 32 440 400 | 30 176 400 |
| Du MSC à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario | 36 524 000 | 38 093 936 |
| Du MSEJ à la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille / Commission de révision des placements sous garde | 984 400 | 1 955 159 |
| Du MSSC au Tribunal de l'aide sociale | 8 136 300 | 8 138 752 |
| **Total - Charges de fonctionnement redressées** | 1 522 703 314 | 1 500 724 245 |

* Le total des charges de fonctionnement comprend le fonctionnement, les crédits législatifs et les mandats spéciaux et exclut le redressement de consolidation et autres redressements. Les chiffres réels pour 2009-2010 sont rajustés pour tenir compte de la nouvelle structure du ministère en 2011-2012.

| Charges d'immobilisations | Prévisions 2010-2011 $ | Chiffres réels 2009-2010 $ |
|---|---|---|
| **Total - Charges d'immobilisations publiées antérieurement *** | 218 184 100 | 107 896 778 |
| **Transfert de fonctions d'autres ministères de plus de 1 M$ :** | | |
| Du MSC pour l'amortissement des crédits législatifs de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario | 128 000 | - |
| Du MSC pour les charges d'immobilisations de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario | 1 000 | - |
| **Total - Charges d'immobilisations redressées** | 218 313 100 | 107 896 778 |

* Le total des charges de fonctionnement comprend le fonctionnement, les crédits législatifs et les mandats spéciaux et exclut le redressement de consolidation et autres redressements. Les chiffres réels pour 2009-2010 sont rajustés pour tenir compte de la nouvelle structure du ministère en 2011-2012.

| Biens immobilisés | Prévisions 2010-2011 $ | Chiffres réels 2009-2010 $ |
|---|---|---|
| **Total - Biens immobilisés publiés antérieurement** * | 2 759 500 | 462 750 |
| **Transfert de fonctions d'autres ministères de plus de 1 M$ :** | | |
| Du MSC pour le matériel de TI de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario | 651 000 | 168 205 |
| **Total - Biens immobilisés redressés** | 3 410 500 | 630 955 |

* Le total des biens immobilisés exclut le redressement de consolidation et autres redressements. Les chiffres réels pour 2009-2010 sont rajustés pour tenir compte de la nouvelle structure du ministère en 2011-2012.




## SOMMAIRE – FONCTIONNEMENT PAR CRÉDIT ET PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

| Catégorie de dépenses | 301 ADMINISTRATION DU MINISTÈRE* $ | 302 POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS $ | 303 POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES $ | 304 SERVICES JURIDIQUES $ | 305 SERVICES AUX TRIBUNAUX $ | 306 SERVICES AUX VICTIMES $ | Total - Ministère $ | Total - Ministère % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** | | | | | | | | |
| Traitements et salaires | 18 918 514 | 195 467 200 | 143 629 000 | 130 343 000 | 303 943 400 | 25 822 300 | 818 123 414 | 52,7 % |
| Avantages sociaux | 1 909 600 | 22 939 600 | 19 848 600 | 10 997 000 | 38 730 500 | 3 764 900 | 98 190 200 | 6,2 % |
| Transports et communications | 692 900 | 5 517 500 | 8 272 300 | 187 800 | 11 866 100 | 2 261 300 | 28 797 900 | 1,9 % |
| Services | 147 408 300 | 21 370 100 | 54 701 300 | 3 307 700 | 48 879 100 | 9 389 300 | 285 055 800 | 18,4 % |
| Fournitures et matériel | 315 900 | 4 495 900 | 4 452 600 | 348 900 | 7 092 800 | 807 100 | 17 513 200 | 1,1 % |
| Paiements de transfert | - | 10 965 900 | 352 084 900 | 3 745 000 | 1 000 | 76 527 800 | 443 324 600 | 28,6 % |
| Autres opérations | - | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 4 700 000 | - | 4 703 000 | 0,3 % |
| Recouvrements | - | - | (27 464 200) | (115 788 900) | (1 000) | - | (143 254 100) | (9,2 %) |
| **TOTAL** | **169 245 214** | **260 757 200** | **555 525 500** | **33 141 500** | **415 211 900** | **118 572 700** | **1 552 454 014** | 100,0 % |
| POURCENTAGE DU TOTAL - MINISTÈRE | 10,9 % | 16,8 % | 35,8 % | 2,1 % | 26,8 % | 7,6 % | 100,0 % | |
| **Actifs de fonctionnement** | | | | | | | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Avances et montants récupérables | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts et investissements | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | - | | - | - | - | - | - | |
| Recouvrements | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **TOTAL** | - | - | - | - | - | - | - | - |
| POURCENTAGE DU TOTAL - MINISTÈRE | - | - | - | - | - | - | - | - |

* La catégorie de dépenses « Services d'administration du ministère » comprend les coûts reliés aux baux du ministère de 140 211 000 $
Nota : Les pourcentages ne tiennent pas compte des recouvrements.

## SOMMAIRE – IMMOBILISATIONS PAR CRÉDIT ET PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

| Catégorie de dépenses | 301 ADMINISTRATION DU MINISTÈRE $ | 302 POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS $ | 303 POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES $ | 304 SERVICES JURIDIQUES $ | 305 SERVICES AUX TRIBUNAUX $ | 306 SERVICES AUX VICTIMES $ | Total - Ministère $ | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CHARGES D'IMMOBILISATIONS** | | | | | | | | |
| Traitements et salaires | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Avantages sociaux | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Transports et communications | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Services | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Fournitures et matériel | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Paiements de transfert | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres opérations : | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Investissements dans les immobilisations | 31 500 000 | - | - | - | 23 869 500 | - | 55 369 500 | 17,6 % |
| Grands projets d'infrastructure | - | - | - | - | 244 009 100 | - | 244 009 100 | 77,5 % |
| Grands projets d'infrastructure - Paiements | - | - | - | - | 14 422 000 | - | 14 422 000 | 4,6 % |
| Charges d'immobilisations | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 6 000 | 0,0 % |
| Amortissement (crédit législatif) | 18 800 | 212 600 | 341 200 | 47 500 | 553 000 | 69 200 | 1 242 300 | 0,4 % |
| Recouvrements | - | - | - | - | (1 000) | - | (1 000) | (0,0 %) |
| **TOTAL** | **31 519 800** | **213 600** | **342 200** | **48 500** | **282 853 600** | **70 200** | **315 047 900** | 100,0 % |
| POURCENTAGE DU TOTAL - MINISTÈRE | 10,0 % | 0,1 % | 0,1 % | 0,0 % | 89,8 % | 0,0 % | 100,0 % | |
| **Biens immobilisés** | | | | | | | | |
| Terrains | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Immeubles | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Infrastructure des transports | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Matériel de technologie de l'information | - | 820 000 | 397 000 | 161 000 | 1 140 000 | 28 000 | 2 546 000 | 59,2 % |
| Logiciels d'application de gestion | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Parc automobile et flotte de bateaux | - | 178 000 | - | - | 1 579 000 | - | 1 757 000 | 40,8 % |
| Avions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Recouvrements | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **TOTAL** | **-** | **998 000** | **397 000** | **161 000** | **2 719 000** | **28 000** | **4 303 000** | 100,0 % |
| POURCENTAGE DU TOTAL - MINISTÈRE | - | 23,2 % | 9,2 % | 3,7 % | 63,2 % | 0,7 % | 100,0 % | - |

**PROGRAMMES DU MINISTÈRE - POURCENTAGE DE FINANCEMENT PAR DOMAINES CLÉS DE PRESTATION DE SERVICES (fonctionnement)**



**CATÉGORIES DE DÉPENSES DU MINISTÈRE (Fonctionnement en pourcentage d'affectation brute)**



* Environ 90 % du financement de l'administration du ministère est lié aux frais de location des installations du ministère.

## CHARGES D'IMMOBILISATIONS PAR PROGRAMME

Administration du ministère 10,0 %

Poursuite contre les criminels 0,1 %

Services aux victimes 0,0 %

Services juridiques 0,0 %

Politiques, programmes de justice et organismes 0,1 %

Services aux tribunaux 89,8 %

## BIENS D'IMMOBILISATIONS PAR PROGRAMME

Poursuite contre les criminels 23,2 %

Politiques, programmes de justice et organismes 9,2 %

Services juridiques 3,7 %

Services aux victimes 0,7 %

Administration du ministère 0,0 %

Services aux tribunaux 63,2 %

## CHARGES D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES



## BIENS IMMOBILISÉS PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

# CRÉDIT 301 : ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

## CRÉDIT ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

Ce programme assure l'administration de l'ensemble du ministère et fournit des services de soutien administratifs à l'égard des programmes de fonctionnement. Il inclut la Division de la gestion des services ministériels, qui comprend le portefeuille des locaux / frais de location du ministère, le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général, le Bureau du sous-ministre associé, ainsi que la Direction des communications.

## FONCTIONNEMENT

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** | | | | | | |
| Administration du ministère | 169 181 200 | 3 885 700 | 2,4 | 165 295 500 | 162 767 300 | 159 248 248 |
| | - | | | | | |
| | - | | | | | |
| | - | | | | | |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 169 181 200 | 3 885 700 | 2,4 | 165 295 500 | 162 767 300 | 159 248 248 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges de fonctionnement** | **169 181 200** | **3 885 700** | **2,4** | **165 295 500** | **162 767 300** | **159 248 248** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** | | | | | | |
| Salaire - ministre, *Loi sur le Conseil exécutif* | 47 841 | - | - | 47 841 | 47 800 | 49 301 |
| Salaire - adjoint parlementaire, *Loi sur le Conseil exécutif* | 16 173 | - | - | 16 173 | 16 200 | 16 667 |
| **Total - Crédits législatifs** | **64 014** | - | - | **64 014** | **64 000** | **65 968** |
| **Total - Charges de fonctionnement** | **169 245 214** | **3 885 700** | **2,3** | **165 359 514** | **162 831 300** | **159 314 216** |

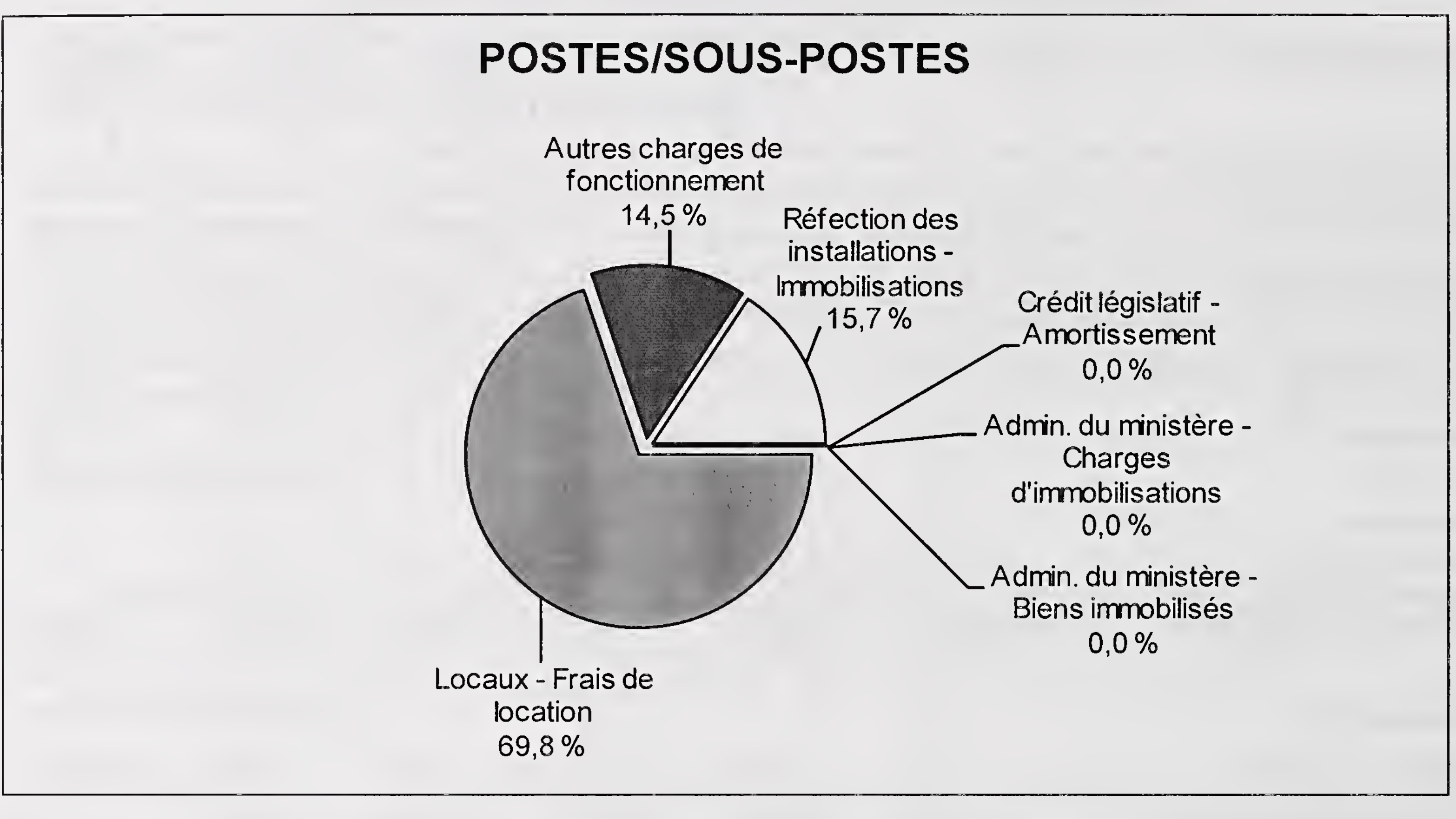


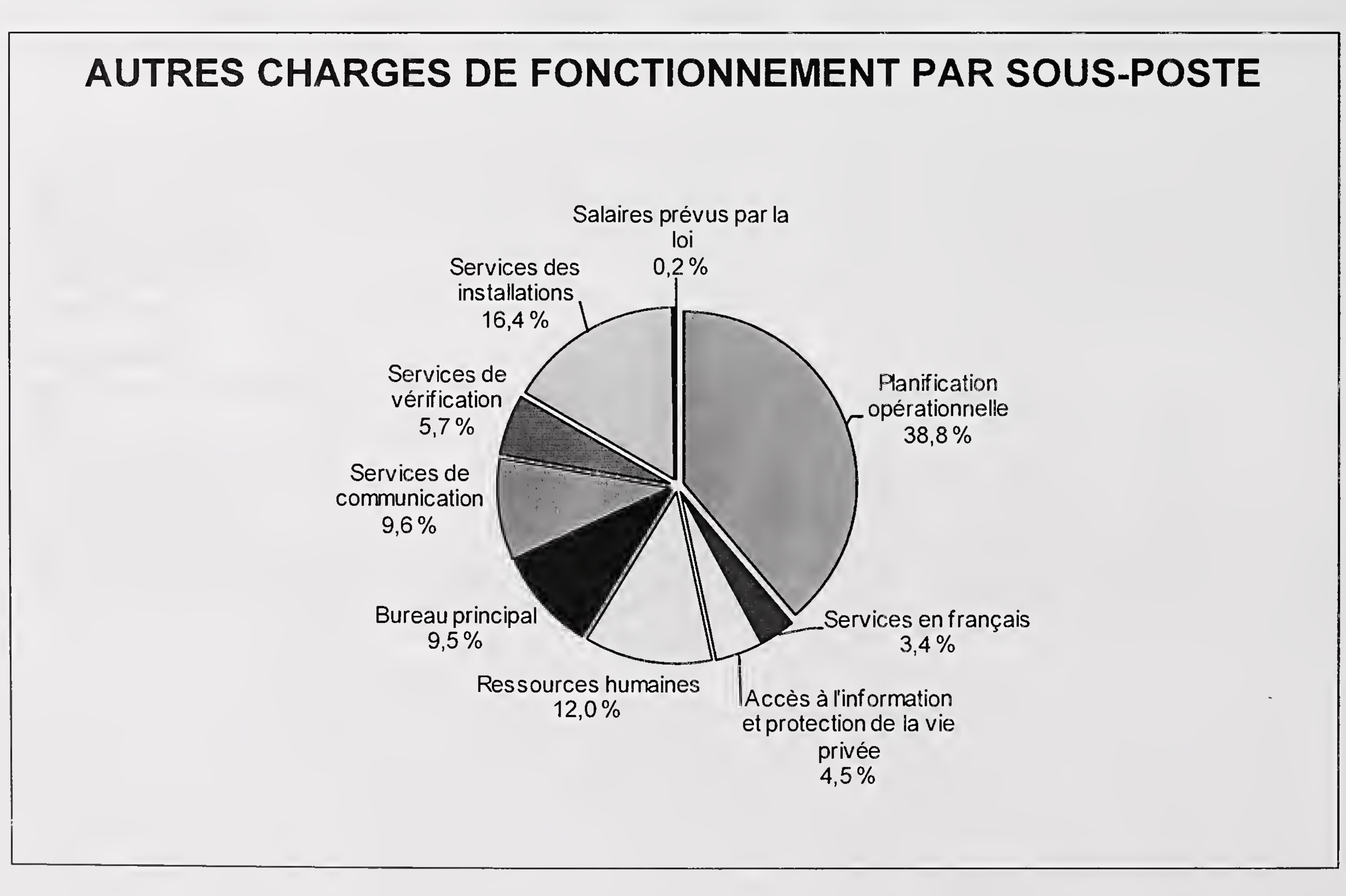


# IMMOBILISATIONS

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| **CHARGES D'IMMOBILISATIONS** | | | | | | |
| Réfection des installations | 31 500 000 | - | - | 31 500 000 | 24 548 800 | 37 484 313 |
| Administration du ministère | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 31 501 000 | - | - | 31 501 000 | 24 549 800 | 37 484 313 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges d'immobilisations** | **31 501 000** | **-** | **-** | **31 501 000** | **24 549 800** | **37 484 313** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** | | | | | | |
| Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | 18 800 | 1 500 | 8,7 | 17 300 | 13 700 | - |
| **Total - Charges d'immobilisations** | **31 519 800** | **1 500** | **0,0** | **31 518 300** | **24 563 500** | **37 484 313** |
| **BIENS IMMOBILISÉS** | | | | | | |
| Administration du ministère | - | (15 000) | (100,0) | 15 000 | 1 000 | - |
| **Total à voter - Biens immobilisés** | **-** | **(15 000)** | **(100,0)** | **15 000** | **1 000** | **-** |

## CRÉDIT ADMINISTRATION DU MINISTÈRE



CRÉDIT / POSTE : **301-1**

CRÉDIT : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**

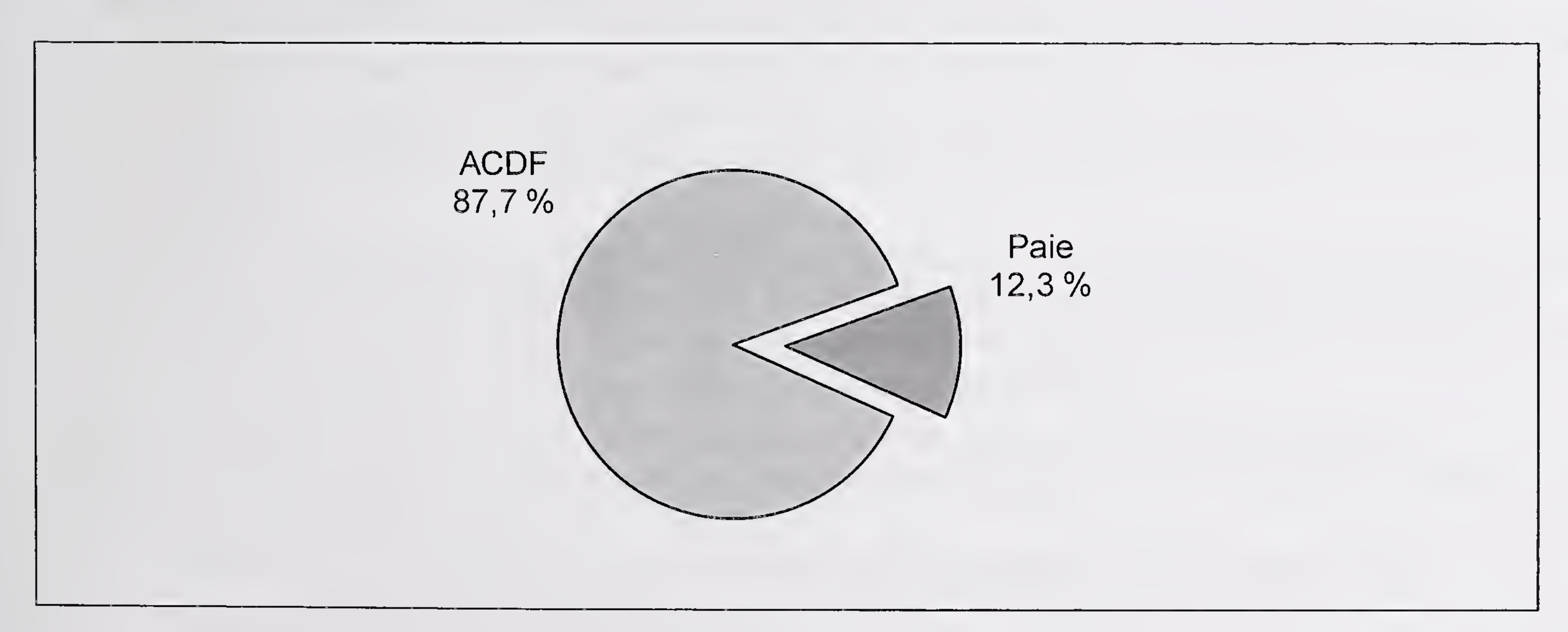
POSTE : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 18 854 500 | 919 800 | 5,1 | 17 934 700 | 16 489 000 | 17 815 326 |
| Avantages sociaux | 1 909 600 | 72 100 | 3,9 | 1 837 500 | 2 213 500 | 2 409 453 |
| Transports et communications | 692 900 | 110 600 | 19,0 | 582 300 | 614 000 | 653 822 |
| Services | 147 408 300 | 2 787 900 | 1,9 | 144 620 400 | 143 255 100 | 138 085 932 |
| Fournitures et matériel | 315 900 | (4 700) | (1,5) | 320 600 | 195 700 | 283 715 |
| **Total** | **169 181 200** | **3 885 700** | **2,4** | **165 295 500** | **162 767 300** | **159 248 248** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 1 041 600 |
| Locaux - Frais de location | 1 401 600 |
| Autre | 1 442 500 |
| **Total** | **3 885 700** |



CRÉDIT / POSTE : **301-1**
CRÉDIT : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**
POSTE : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**
TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

Ce programme assure l'administration de l'ensemble du ministère et fournit des services de soutien administratifs à l'égard des programmes de fonctionnement, y compris :

- le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau du sous-ministre associé;
- la Division de la gestion des services ministériels;
- la Direction des communications.

Les ministères du Procureur général et de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels partagent des services de technologie de l'information et certains services ministériels. Les services de technologie de l'information partagés sont offerts par les Services technologiques pour la justice, qui relèvent sur le plan opérationnel du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels.

La Division de la gestion des services ministériels du ministère du Procureur général offre des services ministériels partagés en ce qui concerne notamment l'accès à l'information et la protection de la vie privée ainsi que les services en français, du soutien en matière de sécurité par l'entremise du Bureau de la sécurité pour le secteur de la justice et certains services de gestion des installations.

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **301-1** |
| CRÉDIT : | **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** |
| POSTE : | **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** |
| SOUS-POSTE : | **DIVISION DE LA GESTION DES SERVICES MINISTÉRIELS** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

La Division de la gestion des services ministériels fournit un soutien et des conseils stratégiques au ministère dans les domaines de la planification des finances et des activités, des ressources humaines, de la gestion des situations d'urgence et de la gestion des installations et des projets. La Division offre également aux ministères du secteur de la justice des services concernant l'accès à l'information et la protection de la vie privée et les services en français, ainsi que du soutien en matière de sécurité par l'entremise du Bureau de la sécurité pour le secteur de la justice. Elle gère en outre les services centralisés de vérification et d'assurance de la qualité ainsi que les Services communs de l'Ontario. La Division supervise en outre le nouveau Bureau des projets de diversification des modes de financement et d'approvisionnement pour les tribunaux.

## FONCTIONS

### Planification des activités et du budget

La Direction de la planification des activités et du budget :

- assure la liaison, par l'entremise d'un guichet unique, avec les organismes centraux concernant la planification axée sur les résultats, la gestion financière, l'approvisionnement, l'évaluation des programmes et les mesures de rendement;
- élabore et tient à jour le plan financier et le cadre de gestion financière du ministère afin de soutenir la production des rapports financiers gouvernementaux, y compris le dépôt des prévisions budgétaires imprimées à l'Assemblée législative et des Comptes publics ;
- dirige l'élaboration, la mise en œuvre et le soutien de la fonction de contrôle moderne en ce qui a trait aux politiques et à la gestion financières et offre des services de contrôle, une expertise et des conseils en matière d'analyse ainsi que de la formation sur les politiques financières et les pratiques exemplaires;
- contribue à la planification de l'approvisionnement à l'échelle du ministère, à l'établissement de rapports et aux approbations connexes par les cadres supérieurs du ministère et les organismes centraux;
- met en œuvre des mesures de traitement des paiements de transfert et de responsabilisation des organismes;
- offre des services continus de soutien et d'entretien au sein du ministère concernant le Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) et dirige la mise en œuvre des améliorations apportées au SIGIF;

- prépare le plan axé sur les résultats du ministère et en surveille la mise en œuvre au moyen de rapports trimestriels intégrés sur la gestion des risques et le contrôle financier;
- conseille les groupes de programmes au sujet de l'élaboration des mesures de rendement et des normes de service et l'évaluation des programmes, et produit des rapports trimestriels sur les principaux projets par l'entremise d'un tableau de bord du ministère ;
- coordonne les initiatives de la FPO en matière de reconnaissance au sein du ministère, notamment le programme Idées de la FPO et la campagne L'esprit d'entraide de la FPO.

### Ressources humaines

L'Unité des activités stratégiques des ressources humaines offre des services de planification stratégique et des conseils en matière de ressources humaines aux cadres supérieurs du ministère, à l'appui de l'orientation stratégique du gouvernement et des plans axés sur les résultats du ministère. La gamme de services qu'offre l'Unité
comprend les services de soutien fournis par le ministère et la division pour ce qui suit :

- la gestion du talent et du rendement;
- la planification de la main-d'œuvre et les stratégies connexes;
- le contrôle financier des dénombrements d'ETP et des stratégies en dotation de personnel;
- la capacité et l'engagement organisationnels;
- les relations de travail stratégiques et les stratégies en matière de santé, de sécurité et de bien-être;
- le soutien des initiatives d'accessibilité et de diversité du ministère;
- l'administration des stages et des programmes pour les étudiants en droit;
- la gestion des conflits d'intérêts.

L'Unité des activités stratégiques se procure d'autres services de ressources humaines pour le ministère auprès de RHOntario dans les domaines des relations avec les employés, de la santé et de la sécurité, de la prévention de la discrimination et du harcèlement au travail, du recrutement, des services de consultation régionaux et des services aux cadres.

### Continuité des activités et gestion des situations d'urgence

L'Unité de la continuité des activités et de la gestion des situations d'urgence (UCAGSU) du MPG dirige le Programme de gestion des situations d'urgence du procureur général créé en vertu de la *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence* ainsi que du *Règlement de l'Ontario 380/04* et du *Décret 1157/2009*. L'UCAGSU fournit des services de gestion des situations d'urgence et de continuité des activités aux divisions, aux organismes, aux conseils, aux commissions et aux tribunaux du MPG afin d'assurer l'intervention du ministère et la reprise des activités ou des services essentiels en cas de situation d'urgence ou d'interruption importante des activités.

L'Unité de la continuité des activités et de la gestion des situations d'urgence offre une gamme de services de soutien stratégique et technique ou opérationnel au ministère dans les domaines suivants :

- l'analyse et l'évaluation du risque et des répercussions sur les activités;
- l'élaboration de plans;
- l'exercice, la formation et la sensibilisation;
- la gestion, la signalisation et la coordination des incidents.

L'UCAGSU travaille également en partenariat avec les ministères provinciaux et Gestion des situations d'urgence Ontario (GSUO) afin de soutenir l'élaboration de programmes et la planification à l'échelle de la FPO et de la province.

En cas de situation d'urgence ou d'interruption importante des activités ayant des répercussions sur le ministère ou la province, l'UCAGSU coordonne :

- le plan d'intervention du ministère et les efforts de reprise des activités, notamment l'offre d'un soutien direct au Groupe d'action ministériel et la participation du procureur général au Comité du Conseil des ministres pour la gestion des situations d'urgence (CCMGSU);
- le soutien du ministère à l'intervention de la province, y compris le soutien direct au Centre provincial des opérations d'urgence (CPOU).

**Bureau de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée**

Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée coordonne l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* (la loi) pour les ministères du Procureur général et de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels. Le Bureau est responsable de ce qui suit : élaborer les politiques, les procédures et les lignes directrices, coordonner les demandes d'accès à l'information du public et les réponses à celles-ci, établir des liens avec le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée concernant les processus d'appel et de médiation, enquêter sur les plaintes et les violations possibles concernant la protection de la vie privée, rédiger des rapports statistiques, offrir de la formation, fournir des conseils sur les questions relatives à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée, effectuer des évaluations des répercussions sur la vie privée et assurer le respect des dispositions relatives à la vie privée et d'autres obligations prévues dans la loi.

Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée continuera à mettre l'accent sur l'amélioration de la prestation des services en :

- s'efforçant de maintenir le taux de conformité du ministère en ce qui a trait à la réponse aux demandes d'accès à l'information soumises en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*;
- sensibilisant le personnel en ce qui a trait à l'accès à l'information et la protection de la vie privée grâce à de la formation et à l'utilisation de l'intranet;

- fournissant des conseils éclairés aux employés du ministère concernant les enjeux relatifs à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée;
- collaborant avec le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée afin de servir de médiateur relativement aux appels résultant de demandes d'accès à l'information, si possible.

En 2010-2011, il est prévu que 90 % des demandes d'accès à l'information seront traitées à l'intérieur du délai de 30 jours et 95,5 % en conformité avec les limites prolongées prévus par la loi. L'objectif pour 2010-2011 était de 90 % dans le cas de ces limites.

**Services en français**

Le Bureau du coordonnateur des services en français fournit des conseils stratégiques à la haute direction et aux employés des ministères du Procureur général et de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et des organismes, des conseils, des commissions et des tribunaux qui relèvent de ces ministères, quant à la prestation de services en français dans leurs domaines de responsabilités.

Le Bureau aide également ces entités à mettre au point des solutions et des réponses relativement aux questions touchant la prestation de services en vertu de la *Loi sur les services en français,* de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* et du *Code criminel*. Le Bureau gère le centre de traduction du secteur de la justice, l'apprentissage du français et les possibilités de perfectionnement en ce qui a trait aux employés de ce secteur ainsi que les évaluations des compétences linguistiques des employés occupant des postes désignés. Il fait enquête sur les plaintes déposées par le public et le commissaire aux services en français de l'Ontario quant à la disponibilité de services en français. Il gère en outre les relations avec les groupes d'intervenants francophones et assure la liaison entre les ministères et la communauté francophone.

Le Bureau continuera à mettre l'accent sur l'amélioration de la prestation des services en :

- renouvelant l'engagement du secteur de la justice en ce qui concerne le processus de consultation et de planification entrepris avec des intervenants francophones;
- élaborant et communiquant des normes et des politiques uniformes concernant la prestation de services en français dans les délais convenus au sein du système de justice de l'Ontario;
- surveillant la conformité au sein des ministères du secteur de la justice et des organismes, commissions et tribunaux qui relèvent de ces ministères, y compris les postes désignés, en faisant enquête sur les plaintes et en produisant des rapports dans les délais prescrits;
- gérant efficacement les services de traduction et les relations avec les intervenants et en offrant des services aux clients concernant les services en français à l'interne et à l'externe;
- gérant efficacement les programmes d'apprentissage et de perfectionnement et en élaborant des outils et des stratégies qui permettent d'aider les employés à accroître la capacité d'offrir des services en français au sein du secteur de la justice.

## Gestion des installations

La Direction de la gestion des installations offre les services suivants concernant le parc immobilier et le portefeuille d'immobilisations du ministère du Procureur général :

- la supervision stratégique du portefeuille du ministère;
- l'élaboration de normes, de lignes directrices et de pratiques exemplaires qui permettront de soutenir les orientations du gouvernement;
- la production d'études de cas qui serviront à soutenir les exigences liées au programme et le renouvellement des installations;
- la planification du programme de renouvellement à court et à long termes des installations du ministère;
- la préparation du plan d'infrastructure annuel du ministère visant à obtenir des fonds pour son programme de renouvellement des installations;
- la gestion de la planification et du contrôle financier des projets de réfection des installations, et de la gestion des relations avec le responsable du programme aux fins de la mise en œuvre de celui-ci;
- l'élaboration de stratégies et de pratiques exemplaires en matière de locaux afin de soutenir les orientations décrites dans la planification axée sur les résultats du ministère;
- l'élaboration du plan de gestion des biens du ministère et du plan de renouvellement du cycle de vie;
- la gestion de l'administration des baux concernant tous les locaux (appartenant au gouvernement ou loués par celui-ci) occupés par le ministère;
- la gestion du plan ministériel de sécurité physique à l'appui de la *Politique opérationnelle en matière de sécurité physique de la FPO;*
- la gestion des services offerts par la Société immobilière de l'Ontario / Infrastructure Ontario en tant que fournisseur de services immobiliers obligatoires.

## Bureau des projets de diversification des modes de financement et d'approvisionnement (DMFA) pour les tribunaux

Le Bureau des projets de DMFA pour les tribunaux :

- offre au ministère une expertise en matière de gestion de projet relativement à la conception, à l'aménagement et à la construction des nouveaux palais de justice principaux au moyen du modèle de partenariat public-privé dans le cadre de la diversification des modes de financement et d'approvisionnement (DMFA);
- fait office de principal organisme de liaison ministérielle avec les représentants d'Infrastructure Ontario, de la Société immobilière de l'Ontario (SIO) et du ministère de l'Infrastructure (MDI) pendant la conception, l'aménagement et la construction des palais de justice dans le cadre de la DMFA;

- établit et maintient des relations efficaces avec les fonctionnaires et les intervenants du ministère dans le but d'interpréter et de soutenir les besoins opérationnels et ceux des programmes du ministère;
- travaille en étroite collaboration avec la Direction de la gestion des installations en ce qui concerne le contrôle des dépenses d'immobilisations et la préparation du plan d'infrastructure, afin d'obtenir du financement pour les programmes d'immobilisations du ministère, en particulier le programme de construction de tribunaux.

**Bureau de la sécurité pour le secteur de la justice**

Le Bureau de la sécurité pour le secteur de la justice (BSSJ) est un organisme du ministère du Procureur général. Il a été créé afin d'assurer la sécurité des hommes et des femmes responsables de l'administration de la justice au sein du ministère du Procureur général et du ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels.

Le BSSJ travaille en partenariat avec la Section de la protection des officiers de justice et des enquêtes (SPOJE) de la Police provinciale de l'Ontario. Ces unités collaboreront étroitement afin d'assurer la coordination intersectorielle et la cohérence des efforts en vue de réagir à toute situation présentant une menace potentielle pour la sécurité des officiers de justice.

Le Bureau de la sécurité pour le secteur de la justice sert de « guichet unique » aux officiers de justice et offrira du soutien et des directives aux personnes qui en ont besoin, sur demande.

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **301-1** |
| CRÉDIT : | **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** |
| POSTE : | **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** |
| SOUS-POSTE : | **SERVICES DE COMMUNICATION** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

La Direction des communications offre du soutien et des conseils concernant les communications au Bureau du procureur général, au Bureau du sous-procureur général, au Bureau du sous-ministre associé et aux divisions du ministère du Procureur général.

Afin de contribuer à la réalisation des initiatives gouvernementales en matière de justice, la Direction fournit de l'information au public et aux médias, prépare des plans de communication stratégiques, offre des conseils sur des questions touchant les communications et gère ces dernières, et élabore des produits et des activités de communication en vue de soutenir les politiques, les programmes et les services du ministère.

## FONCTIONS

La Direction offre de nombreux services de communication, dont les suivants :

- l'information au public, y compris une ligne téléphonique où l'on peut se procurer des renseignements généraux et le site Web du ministère;
- la planification stratégique des communications;
- la gestion des problèmes;
- les relations avec les médias;
- la préparation de documents de communication publique, tels que les discours, les communiqués, les fiches d'information, les documents d'information, les déclarations du ministre, les foires aux questions et le contenu Web;
- la planification et la coordination d'événements;
- la coordination de la correspondance du ministre et du sous-ministre;
- la production de documents de communication internes, dont un site intranet;
- des conseils en matière de communication au Bureau du ministre, au Bureau du sous-ministre et aux divisions.

CRÉDIT / POSTE : **301-1**

CRÉDIT : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**

POSTE : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**
**SERVICES DE VÉRIFICATION**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

---

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

La Division de la vérification interne de l'Ontario (DVIO) fournit des services de consultation à valeur ajoutée sur les risques et les activités, ainsi que des services indépendants et objectifs d'assurance aux ministères et aux organismes du gouvernement de l'Ontario. L'objectif global de la DVIO est de veiller à ce que les plans et les processus de gestion des risques et de contrôle financier du gouvernement de l'Ontario répondent aux normes les plus élevées d'intégrité, de reddition de comptes et de transparence.

Elle aide les organismes à atteindre leurs objectifs en proposant une démarche systématique et rigoureuse pour évaluer et améliorer l'efficacité des processus de gestion du risque, de contrôle et de gouvernance. Son rôle est d'appuyer la direction en cernant les secteurs les plus vulnérables de l'organisme et en établissant les façons de resserrer la gouvernance et le contrôle. Pour y parvenir, elle fournit des services professionnels, dont les suivants :

Services d'assurance :

- vérifications de l'optimisation des ressources;
- vérifications des contrôles financiers internes;
- vérifications de la conformité;
- enquêtes en matière judiciaire et de fraude et examens spéciaux.

Services de consultation et d'aide :

- évaluations des risques et examens de contrôle;
- conseils en matière de gouvernance, de contrôle financier, de reddition de comptes et de bonnes pratiques commerciales;
- formation et éducation sur les risques et le contrôle;
- conseils et liaison dans le cadre des vérifications menées par le Bureau du vérificateur général de l'Ontario;
- projets spéciaux.

Services de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI et TI) :

- services de vérification spécialisée, d'évaluation des risques et de consultation eu égard aux projets de GI et de TI, y compris les nouveaux systèmes en construction, la gestion des projets de systèmes informatiques et de TI, la sécurité de l'information et de l'infrastructure, de même que les activités liées à la TI.

CRÉDIT / POSTE : **301-16**

CRÉDIT : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**

POSTE : **SALAIRES PRÉVUS PAR LA LOI**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapports aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Salaire - ministre, *Loi sur le Conseil exécutif* | 47 841 | - | - | 47 841 | 47 800 | 49 301 |
| Salaire - adjoint parlementaire, *Loi sur le Conseil exécutif* | 16 173 | - | - | 16 173 | 16 200 | 16 667 |
| **Total** | **64 014** | **-** | **-** | **64 014** | **64 000** | **65 968** |

CRÉDIT / POSTE : **301-2**
CRÉDIT : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**
POSTE : **RÉFECTION DES INSTALLATIONS**
TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations - Investissements dans les immobilisations | 31 500 000 | - | - | 31 500 000 | 24 548 800 | 37 484 313 |
| **Total** | **31 500 000** | **-** | **-** | **31 500 000** | **24 548 800** | **37 484 313** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2011-2012 :**

| | $ |
|---|---|
| Renouvellement de l'actif | 20 000 000 |
| Charges de renouvellement | 11 500 000 |
| **Total** | **31 500 000** |

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **301-2** |
| CRÉDIT : | **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** |
| POSTE : | **RÉFECTION DES INSTALLATIONS** |
| TYPE : | **CHARGES D'IMMOBILISATIONS** |

## DESCRIPTION DU POSTE

Le Fonds de réfection des installations effectue des investissements en immobilisations en vue de prolonger la durée utile des installations du ministère grâce à des réparations et des mises à niveau. Ces investissements servent également à financer les initiatives gouvernementales nécessaires à la réalisation des priorités gouvernementales et aux ressources de fonctionnement.

Au sein du programme de réfection des installations, l'affectation se divise en deux catégories. La première catégorie, Renouvellement de l'actif, est l'affectation que reçoit le ministère pour les investissements dans les immeubles du gouvernement. La seconde catégorie, Charges de renouvellement, concerne les investissements dans les immeubles appartenant à des tiers qu'occupe le ministère.

La Division de la gestion des services ministériels de la Direction de la gestion des installations est chargée de la supervision stratégique du portefeuille du ministère, de la planification, du contrôle financier et de la mise en œuvre du Fonds de réfection des installations.

Les initiatives financées grâce au Fonds de réfection des installations en 2011-2012 comprennent les suivantes :

### Investissement stratégique dans les établissements existants

Investissements en immobilisations dans les établissements judiciaires existants afin de satisfaire aux exigences essentielles de réfection ou d'agrandissement attribuables à la diminution des cycles de vie et à l'augmentation de la pression sur le Fonds de réfection des installations. En 2011-2012, le ministère poursuivra les projets en cours à Richmond Hill, Ottawa, Newmarket et Toronto et entreprendra de nouveaux projets à Brampton, Barrie, St. Catharines et Peterborough.

### Initiatives gouvernementales

Investissements en immobilisations qui ciblent des priorités précises soutenant la vision gouvernementale d'un système de justice accessible, sûr et fort. Les initiatives qui se poursuivent en 2011-2012 comprennent des projets qui aborderont les questions suivantes : l'accessibilité, la sécurité en milieu de travail, la stratégie d'écologisation, la stratégie touchant les Autochtones et la diversité et le plan de gestion de l'actif du ministère.

**Réparation et réfection**

Ce programme englobe les investissements à petite échelle dans la réparation des installations, qui répondent aux besoins essentiels du programme (p. ex., locaux supplémentaires pour la réalisation des programmes, réparations et améliorations fonctionnelles) et qui soutiennent la santé et la sécurité (p. ex., les dangers pour la santé et la sécurité au travail) ainsi que la planification (p. ex., études sur l'optimisation de l'espace et études de faisabilité visant à répondre aux besoins à long terme des divisions du ministère).

**Initiatives du ministère**

Cette catégorie comprend les investissements urgents qui doivent être faits afin de maintenir la prestation des services de justice. En 2011-2012, le ministère continuera d'investir dans l'initiative Justice juste-à-temps et de réaliser ses projets de signalisation dans les palais de justice dans divers endroits de la province.

CRÉDIT / POSTE : **301-3**

CRÉDIT : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**

POSTE : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| **Total** | **1 000** | - | - | **1 000** | **1 000** | - |

CRÉDIT / POSTE : **301-18**

CRÉDIT : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS – AMORTISSEMENT AU SENS DE LA *LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE***

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations - Amortissement | 18 800 | 1 500 | 8,7 | 17 300 | 13 700 | - |
| **Total** | **18 800** | **1 500** | **8,7** | **17 300** | **13 700** | **-** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011**

| | $ |
|---|---|
| Charges d'amortissement - Services informatiques | 1 500 |
| **Total** | **1 500** |

CRÉDIT / POSTE : **301-4**

CRÉDIT : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**

POSTE : **ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – BIENS IMMOBILISÉS**

TYPE : **BIENS IMMOBILISÉS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoir | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Matériel de technologie de l'information | - | (15 000) | (100,0) | 15 000 | 1 000 | - |
| **Total** | **-** | **(15 000)** | **(100,0)** | **15 000** | **1 000** | **-** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Biens immobilisés - Matériel de technologie de l'information | (15 000) |
| **Total** | (15 000) |





# CRÉDIT 302 : POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS

## CRÉDIT POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario en matière d'affaires criminelles et d'appels, à tous les échelons du système judiciaire de la province.

## FONCTIONNEMENT

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| Droit criminel | 256 629 300 | 1 451 300 | 0,6 | 255 178 000 | 249 679 400 | 242 307 783 |
| Programme de justice à l'intention des autochtones | 4 126 900 | 50 000 | 1,2 | 4 076 900 | 4 076 900 | 4 316 763 |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 260 756 200 | **1 501 300** | 0,6 | 259 254 900 | 253 756 300 | 246 624 546 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges de fonctionnement** | **260 756 200** | **1 501 300** | 0,6 | **259 254 900** | **253 756 300** | **246 624 546** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** | | | | | | |
| Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière* | 1 000 | - | - | 1 000 | 100 000 | 306 190 |
| **Total - Crédits législatifs** | **1 000** | **-** | - | **1 000** | **100 000** | **306 190** |
| **Total - Charges de fonctionnement** | **260 757 200** | **1 501 300** | 0,6 | **259 255 900** | **253 856 300** | **246 930 736** |

## IMMOBILISATIONS

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | | | |
| Poursuite contre les criminels | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| | | - | - | | | |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges d'immobilisations** | **1 000** | - | - | **1 000** | **1 000** | - |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | 212 600 | 116 000 | 120,1 | 96 600 | 45 500 | 5 840 |
| **Total - Charges d'immobilisations** | **213 600** | **116 000** | **118,9** | **97 600** | **46 500** | **5 840** |
| BIENS IMMOBILISÉS | | | | | | |
| Poursuite contre les criminels | 998 000 | 766 000 | 330,2 | 232 000 | 432 500 | 250 879 |
| **Total à voter - Biens immobilisés** | **998 000** | **766 000** | **330,2** | **232 000** | **432 500** | **250 879** |

## CATÉGORIES DE DÉPENSES

Paiements de transfert 4,2 %

ACDF 12,0 %

Matériel de technologie de l'information 0,3 %

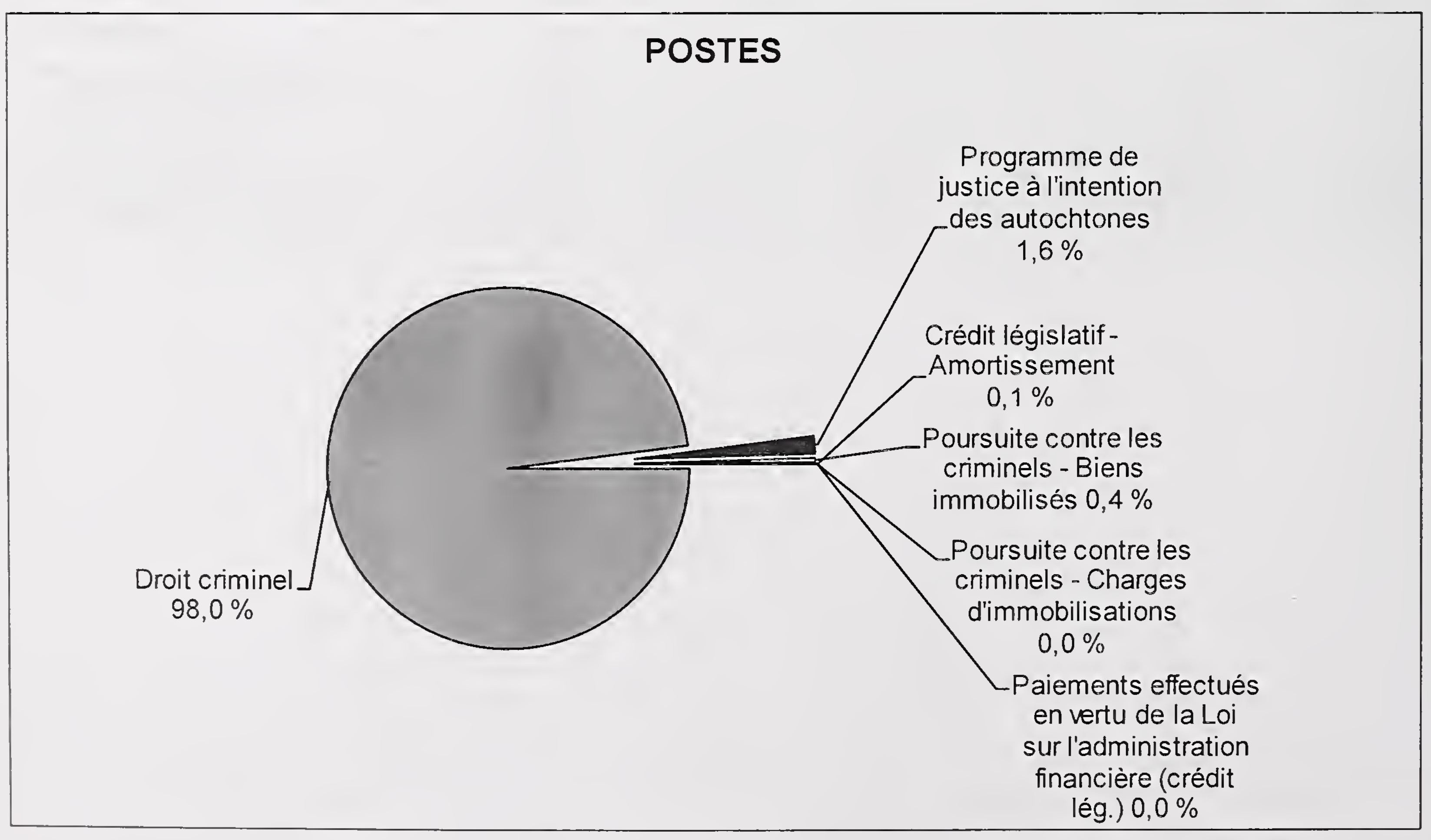
Aures opérations - Amortissement 0,1 %

Parc automobile et flotte de bateaux 0,1 %

Paie 83,4 %

Autres opérations - Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière* 0,0 %

Autres opérations - Charges d'immobilisations 0,0 %



CRÉDIT / POSTE : **302-2**

CRÉDIT : **POURSUITES CONTRE DES CRIMINELS**

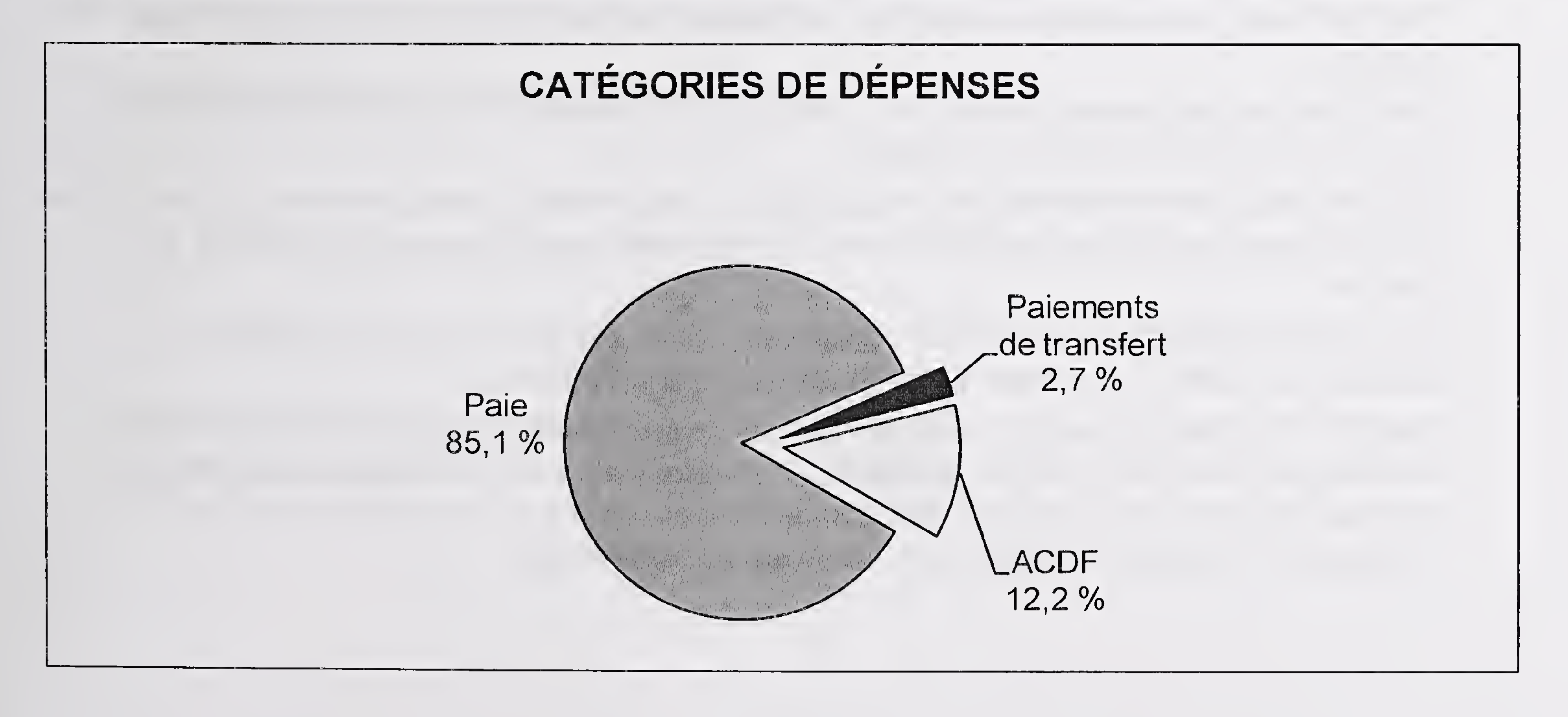
POSTE : **DROIT CRIMINEL**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 195 467 200 | 3 771 400 | 2,0 | 191 695 800 | 188 971 600 | 182 455 807 |
| Avantages sociaux | 22 939 600 | 410 400 | 1,8 | 22 529 200 | 20 159 300 | 19 377 269 |
| Transports et communications | 5 517 500 | 7 000 | 0,1 | 5 510 500 | 4 015 900 | 4 572 367 |
| Services | 21 370 100 | (1 142 100) | (5,1) | 22 512 200 | 27 385 100 | 27 771 748 |
| Fournitures et matériel | 4 495 900 | 4 600 | 0,1 | 4 491 300 | 3 240 400 | 3 116 852 |
| Paiements de transfert | 6 839 000 | (1 600 000) | (19,0) | 8 439 000 | 5 907 100 | 5 013 740 |
| **Total** | **256 629 300** | **1 451 300** | **0,6** | **255 178 000** | **249 679 400** | **242 307 783** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 3 726 400 |
| Taxe de vente harmonisée - Transfert au ministère des Finances | (216 600) |
| ICMM - Financement de fonctionnement de base aux immobilisations | (685 000) |
| Autre | (1 373 500) |
| **Total** | **1 451 300** |



CRÉDIT / POSTE : **302-2**

CRÉDIT : **POURSUITES CONTRE DES CRIMINELS**

POSTE : **DROIT CRIMINEL**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

La Division du droit criminel est responsable de toutes les poursuites et de tous les appels au criminel et offre des conseils juridiques au procureur général et au sous-procureur général concernant toutes les questions de droit criminel.

## FONCTIONS

### Service des procureurs de la Couronne

- Intente des poursuites concernant toutes les infractions au *Code criminel du Canada* et à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et certaines infractions à la *Loi sur les infractions provinciales* (Partie 3 uniquement), dans les 49 districts judiciaires de l'Ontario.
- Représente la Couronne dans les causes criminelles portées en appel devant toutes les instances judiciaires, y compris la Cour supérieure et la Cour d'appel de l'Ontario ainsi que la Cour suprême du Canada, et offre des services spéciaux relativement aux demandes d'autorisation concernant l'écoute électronique, aux extraditions et aux mandats de perquisition.
- Offre des conseils juridiques spécialisés dans un certain nombre de domaines du droit criminel aux services de police, au procureur général et au sous-procureur général.
- Participe aux audiences devant la Commission ontarienne d'examen relatives aux accusés atteints de trouble mental.
- Élabore des recommandations de politique concernant le droit criminel au Canada et le droit quasi criminel provincial, ce qui comprend la procédure et le droit de la preuve.
- Examine et détermine les lignes directrices stratégiques en ce qui a trait au déroulement des poursuites dans la province de l'Ontario.
- Planifie et fait la promotion de la gestion du système de justice criminel dans des délais opportuns et de façon rentable, en consultation avec d'autres intervenants, tels que les services policiers, les avocats de la défense, les membres de la magistrature et les employés des services aux tribunaux.

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement | Réalisation 2008** | Réalisation 2009** | Réalisation 2010** | Objectif |
|---|---|---|---|---|
| Nombre moyen de comparutions devant les tribunaux criminels de l'Ontario | **2008** 9,4 | **2009** 9,1 | **2010** 8,7 | **2012** 6,4 |
| Nombre moyen de jours dans lesquels les tribunaux criminels de l'Ontario rendent leur décision | **2008** 205 174 (à l'exclusion du nombre de jours prévu par le mandat d'amener) * | **2009** 210 176 (à l'exclusion du nombre de jours prévu par le mandat d'amener) * | **2010** 228 169 (à l'exclusion du nombre de jours prévu par le mandat d'amener) * | **2012** 144 |

* Les mandats d'amener sont délivrés lorsqu'un accusé omet de se présenter en cour. Le nombre de jours prévu par un tel mandat correspond au temps qu'il faut pour qu'une accusation soit à nouveau déposée devant un tribunal subséquemment à la délivrance du mandat d'amener. Si un accusé a fui à l'extérieur du territoire de l'administration, le nombre de jours prévu par le mandat d'amener faussera les données puisque le report de la procédure sera imputable à l'absence de l'accusé plutôt qu'à des problèmes inhérents au système judiciaire.

En faisant la distinction entre le nombre de jours prévu par le mandat d'amener et les données établies, on pourra évaluer de façon plus réaliste le temps qu'il faut pour traiter une accusation criminelle au complet. Cela fournira aussi aux chefs de file locaux des indications plus précises quant aux principales choses à régler pour accroître l'efficacité de leurs établissements judiciaires.

** Les données réelles sont établies pour l'année civile.

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **302-3** |
| CRÉDIT : | **POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS** |
| POSTE : | **PROGRAMME DE JUSTICE À L'INTENTION DES AUTOCHTONES** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Paiements de transfert | 4 126 900 | 50 000 | 1,2 | 4 076 900 | 4 076 900 | 4 316 763 |
| **Total** | **4 126 900** | **50 000** | **1,2** | **4 076 900** | **4 076 900** | **4 316 763** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Transfert intraministériel | 50 000 |
| **Total** | **50 000** |

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **302-3** |
| CRÉDIT : | **POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS** |
| POSTE : | **PROGRAMME DE JUSTICE À L'INTENTION DES AUTOCHTONES** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU POSTE

Les programmes de justice à l'intention des Autochtones sont administrés par le Groupe des affaires autochtones de l'équipe du leadership en justice pour les Autochtones, et ils sont en accord avec les objectifs liés à la Stratégie de justice pour les Autochtones. Les principaux objectifs des programmes de justice à l'intention des Autochtones sont les suivants : augmentation de l'accès à la justice pour les Autochtones, réduction de la surreprésentation des Autochtones dans le système de justice pénale et accroissement de la sensibilisation des intervenants du système judiciaire au profil des Autochtones et de leurs conceptions culturelles et traditionnelles.

Les programmes de justice à l'intention des Autochtones comprennent les deux programmes de paiements de transfert suivants : le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario et le Programme de justice communautaire à l'intention des Autochtones.

## FONCTIONS

### Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario

Le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario a pour mandat de favoriser l'accès à la justice en aidant les Autochtones ayant des démêlés avec le système de justice pénale et familiale à comprendre leurs droits, leurs responsabilités et leurs options en vertu de la loi et à obtenir un traitement juste, équitable et adapté à leur réalité culturelle.

Le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario est offert par l'entremise des Ontario Federation of Indian Friendship Centres (OFIFC) et des Aboriginal Legal Services of Toronto (ALST), et la responsabilité de son financement est partagée avec le gouvernement fédéral. Actuellement, 38 travailleurs sociaux judiciaires œuvrent dans 41 tribunaux à l'échelle de l'Ontario.

### Programme de justice communautaire à l'intention des Autochtones

Les programmes de justice communautaire à l'intention des Autochtones sont principalement des programmes de justice de remplacement en vertu desquels les infractions mineures sont suspendues, remises ou retirées après la mise en accusation, puis réglées dans le cadre d'un processus communautaire. Certains programmes offrent également des services élargis avant la mise en accusation et des services communautaires de médiation. Le processus

communautaire offre aux contrevenants la possibilité de comprendre et de réparer les conséquences de leurs actes.

L'Ontario finance actuellement 10 programmes de justice communautaire à l'intention des Autochtones offrant des services dans 24 collectivités. Parmi ces programmes, 9 font l'objet d'un partage des coûts avec le gouvernement fédéral, un avec Aide juridique Ontario et un avec le système de justice du Québec.

### Programme de services Gladue

L'Ontario, en partenariat avec Aide juridique Ontario et le gouvernement fédéral, finance quatre programmes de service Gladue. Le programme veille à ce que les tribunaux envisagent des sanctions autres que les peines d'emprisonnement contre les contrevenants autochtones. Les programmes offrent des services dans les tribunaux de la région du grand Toronto, de Hamilton-Brantford, de Kitchener-Waterloo-Guelph, de London, de Thunder Bay et du district de Manitoulin. Les services comprennent la préparation de « rapports Gladue » qui fournissent au tribunal des renseignements sur le contrevenant et les facteurs systémiques pour satisfaire aux exigences d'information prévues dans les dispositions sur les sanctions du *Code criminel* (paragraphe 718.2.e). Les services Gladue peuvent comprendre des travailleurs en service social individualisé qui préparent les rapports pour les tribunaux et des préposés à l'assistance postpénale qui fournissent une aide postpénale aux contrevenants par le biais d'aiguillages vers des services communautaires adaptés sur le plan culturel.

CRÉDIT / POSTE : **302-16**

CRÉDIT : **POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS – PAIEMENTS EN VERTU DE LA *LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE***

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations | 1 000 | - | - | 1 000 | 100 000 | 306 190 |
| **Total** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** | **100 000** | **306 190** |

CRÉDIT / POSTE : **302 – 5**

CRÉDIT : **POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS**

POSTE : **POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS – CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| **Total** | **1 000** | - | - | **1 000** | **1 000** | - |

CRÉDIT / POSTE : **302-18**

CRÉDIT : **POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS – AMORTISSEMENT AU SENS DE LA *LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE***

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations - Amortissement | 212 600 | 116 000 | 120,1 | 96 600 | 45 500 | 5 840 |
| **Total** | **212 600** | **116 000** | **120,1** | **96 600** | **45 500** | **5 840** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Charges d'amortissement - Services informatiques | 100 000 |
| Charges d'amortissement - Parc automobile | 16 000 |
| **Total** | **116 000** |

CRÉDIT / POSTE : **302-6**

CRÉDIT : **POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS**

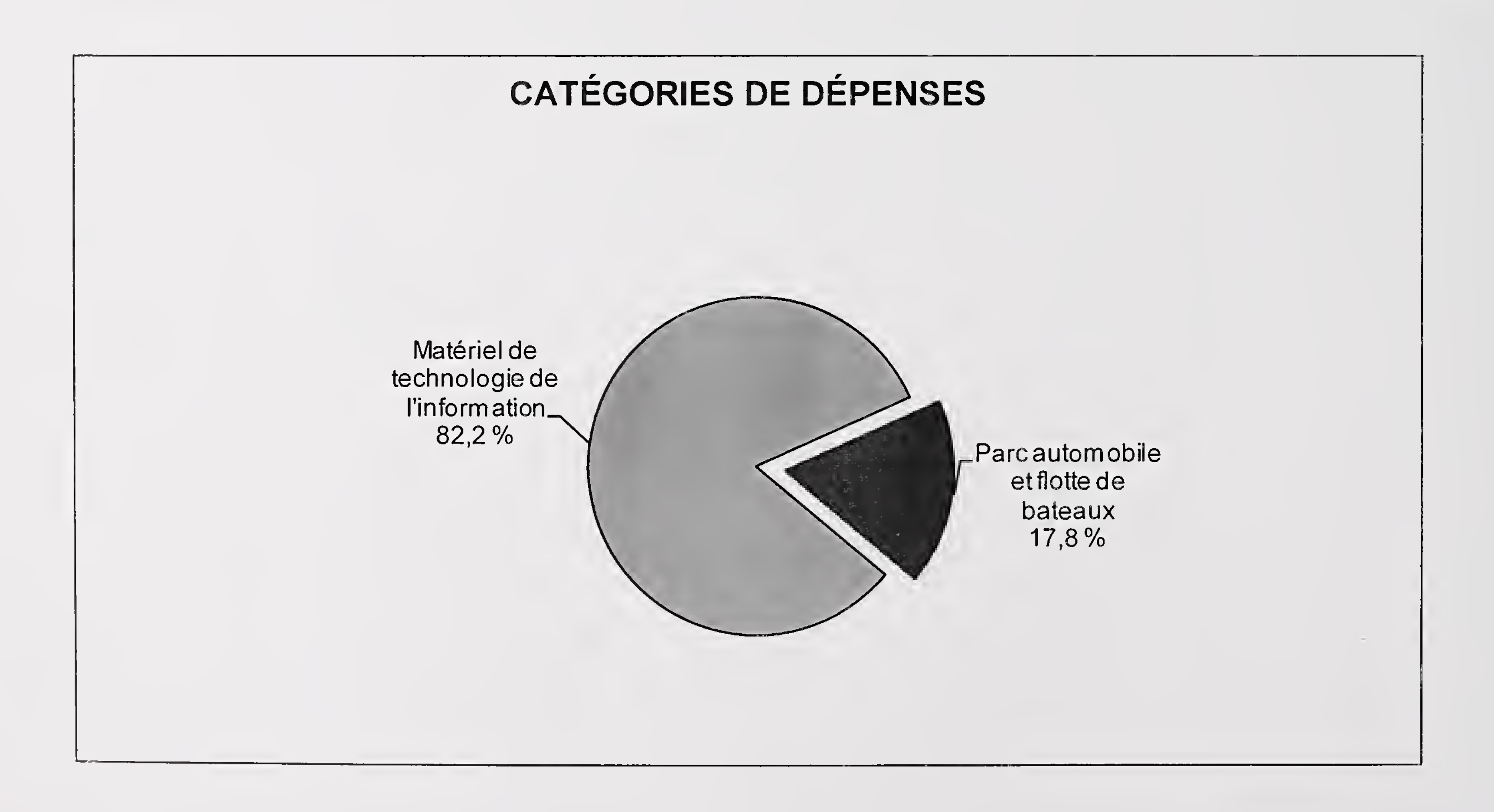
POSTE : **POURSUITE CONTRE LES CRIMINELS – BIENS IMMOBILISÉS**

TYPE : **BIENS IMMOBILISÉS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoir | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Matériel de technologie de l'information | 820 000 | 640 000 | 355,6 | 180 000 | 432 500 | 250 879 |
| Parc automobile et flotte de bateaux | 178 000 | 126 000 | 242,3 | 52 000 | - | - |
| **Total** | **998 000** | **766 000** | **330,2** | **232 000** | **432 500** | **250 879** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Biens immobilisés - Serveurs informatiques | 640 000 |
| Biens immobilisés - Parc automobile | 126 000 |
| **Total** | **766 000** |



# CRÉDIT 303 : POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES

## CRÉDIT POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES

Le programme Politiques, programmes de justice et organismes supervise l'administration, la coordination et la prestation des programmes d'élaboration des politiques et des lois, et des programmes de justice sociale et familiale du ministère dans l'ensemble de l'Ontario. Le programme gère le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants, le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution, le Programme de visites surveillées et l'Unité des enquêtes spéciales.

Le programme assure le fonctionnement et la supervision des organismes, des conseils et des commissions au sein du ministère, y compris les Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (qui sont formés de la Commission de révision de l'évaluation foncière, de la Commission de négociation, de la Commission des biens culturels, du Tribunal de l'environnement et de la Commission des affaires municipales de l'Ontario), le groupe des tribunaux de justice sociale (y compris la Commission des droits de la personne de l'Ontario, le Tribunal de l'aide sociale, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, la Commission de révision des placements sous garde, le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (services offerts en français et en anglais) et la Commission de la location immobilière), la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police et Aide juridique Ontario. Le ministère est également responsable de l'administration des commissions d'enquête et des relations fédérales-provinciales-territoriales. En matière de politiques, le programme est responsable du programme politique législatif du procureur général et est chargé de fournir des conseils stratégiques et juridiques en matière de politiques.

# FONCTIONNEMENT

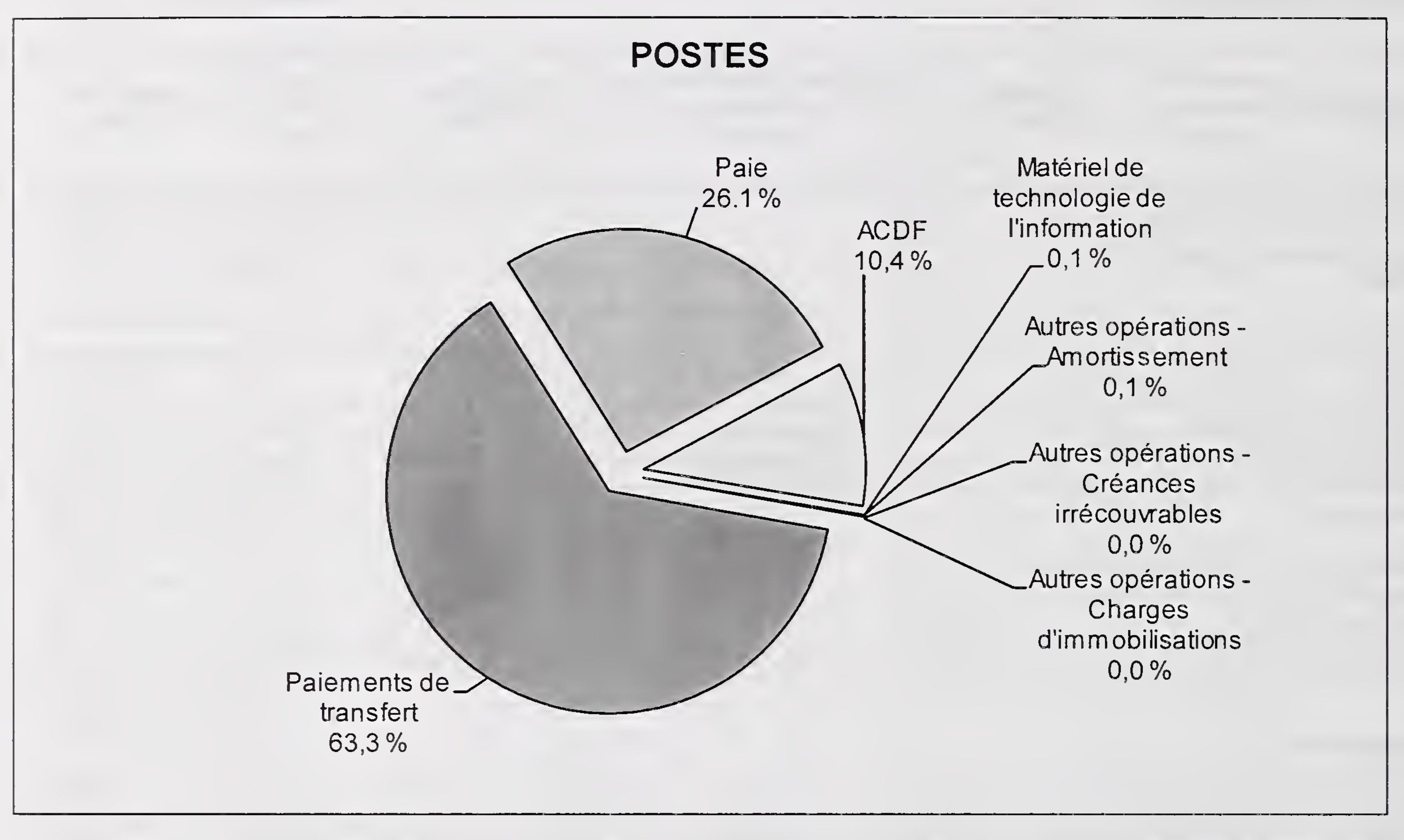
| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| Division des programmes et des politiques de justice sociale | 102 936 700 | 1 858 000 | 1,8 | 101 078 700 | 101 305 300 | 97 698 431 |
| Aide juridique Ontario | 332 569 100 | 14 788 000 | 4,7 | 317 781 100 | 317 781 100 | 315 938 691 |
| Organismes, conseils et commissions | 72 558 200 | (1 894 100) | (2,5) | 74 452 300 | 71 386 400 | 79 469 863 |
| Tribunaux de justice sociale | 47 460 500 | 749 400 | 1,6 | 46 711 100 | 48 886 500 | 46 051 782 |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 555 524 500 | **15 501 300** | **2,9** | 540 023 200 | 539 359 300 | 539 158 767 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges de fonctionnement** | **555 524 500** | **15 501 300** | **2,9** | **540 023 200** | **539 359 300** | **539 158 767** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** | | | | | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| **Total - Crédits législatifs** | **1 000** | - | - | **1 000** | **1 000** | - |
| **Total - Charges de fonctionnement** | **555 525 500** | **15 501 300** | **2,9** | **540 024 200** | **539 360 300** | **539 158 767** |
| ACTIFS DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| Aide juridique Ontario | - | (20 000) | (100,0) | 20 000 | - | - |
| **Total à voter - Actifs de fonctionnement** | **-** | **(20 000)** | **(100,0)** | **20 000** | **-** | **-** |





## IMMOBILISATIONS

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| **CHARGES D'IMMOBILISATIONS** | | | | | | |
| Politiques, programmes de justice et organismes | 1 000 | (1 000) | (50,0) | 2 000 | 1 000 | - |
| | | - | - | | | |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 1 000 | (1 000) | (50,0) | 2 000 | 1 000 | - |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges d'immobilisations** | **1 000** | **(1 000)** | **(50,0)** | **2 000** | **1 000** | **-** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | 341 200 | 154 700 | 82,9 | 186 500 | 102 000 | - |
| **Total - Charges d'immobilisations** | **342 200** | **153 700** | **81,5** | **188 500** | **103 000** | **-** |
| **BIENS IMMOBILISÉS** | | | | | | |
| Politiques, programmes de justice et organismes | 397 000 | (521 000) | (56,8) | 918 000 | 136 100 | 168 205 |
| **Total à voter - Biens immobilisés** | **397 000** | **(521 000)** | **(56,8)** | **918 000** | **136 100** | **168 205** |




## CATÉGORIES DE DÉPENSES

Division des programmes et des politiques de justice sociale 18,5 %

Organismes, conseils et commissions 13,0 %

Tribunaux de justice sociale 8,5 %

Politiques, programmes de justice et organismes - Biens immobilisés 0,1 %

Politiques, programmes de justice et organismes - Charges d'immobilisations 0,0 %

Crédit législatif - Amortissement 0,1 %

Crédit législatif - Créances irrécouvrables 0,0 %

Aide juridique Ontario - Paiements de transfert 59,8 %

CRÉDIT / POSTE : **303-1**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

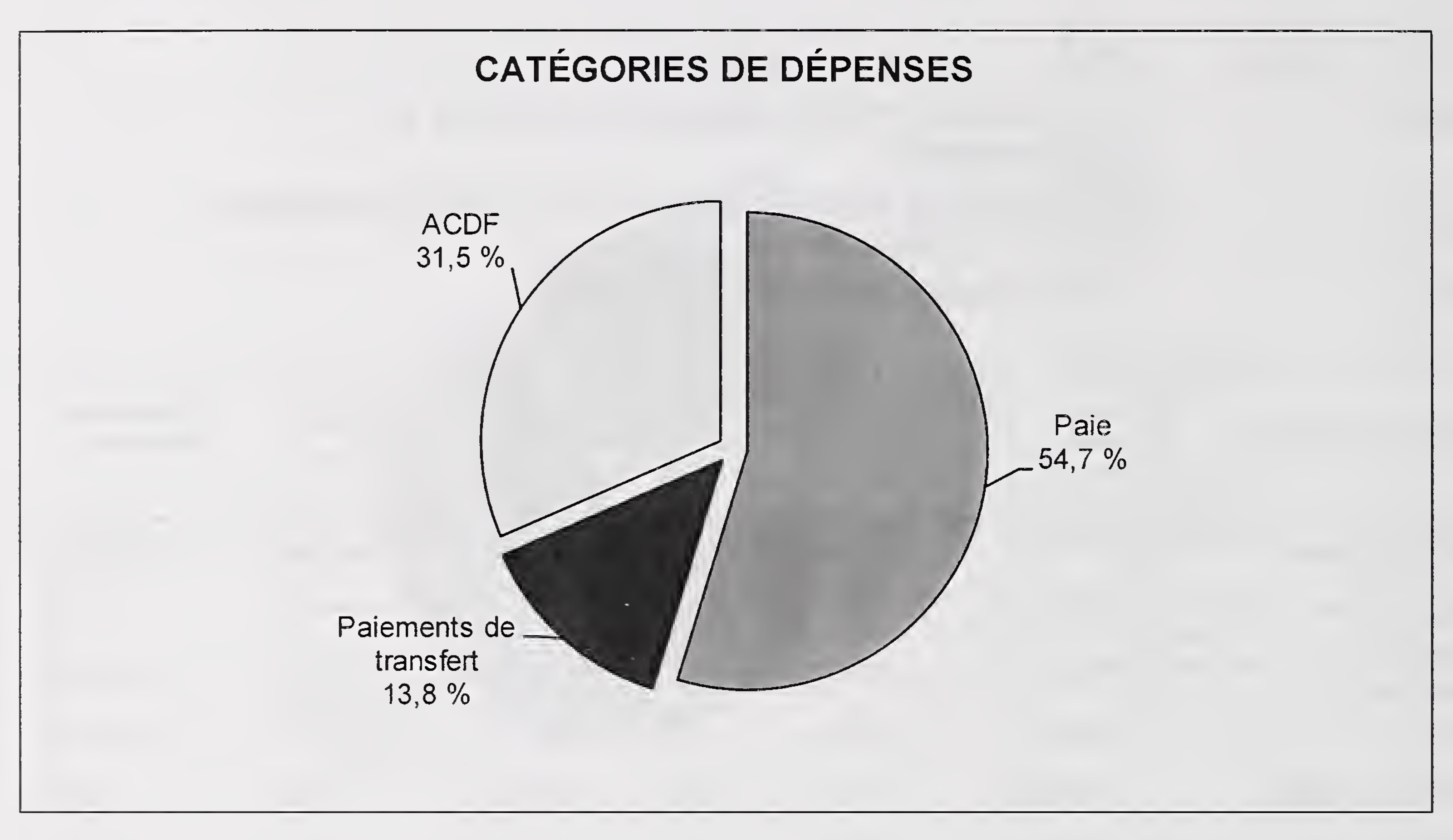
POSTE : **DIVISION DES PROGRAMMES ET DES POLITIQUES DE JUSTICE SOCIALE**

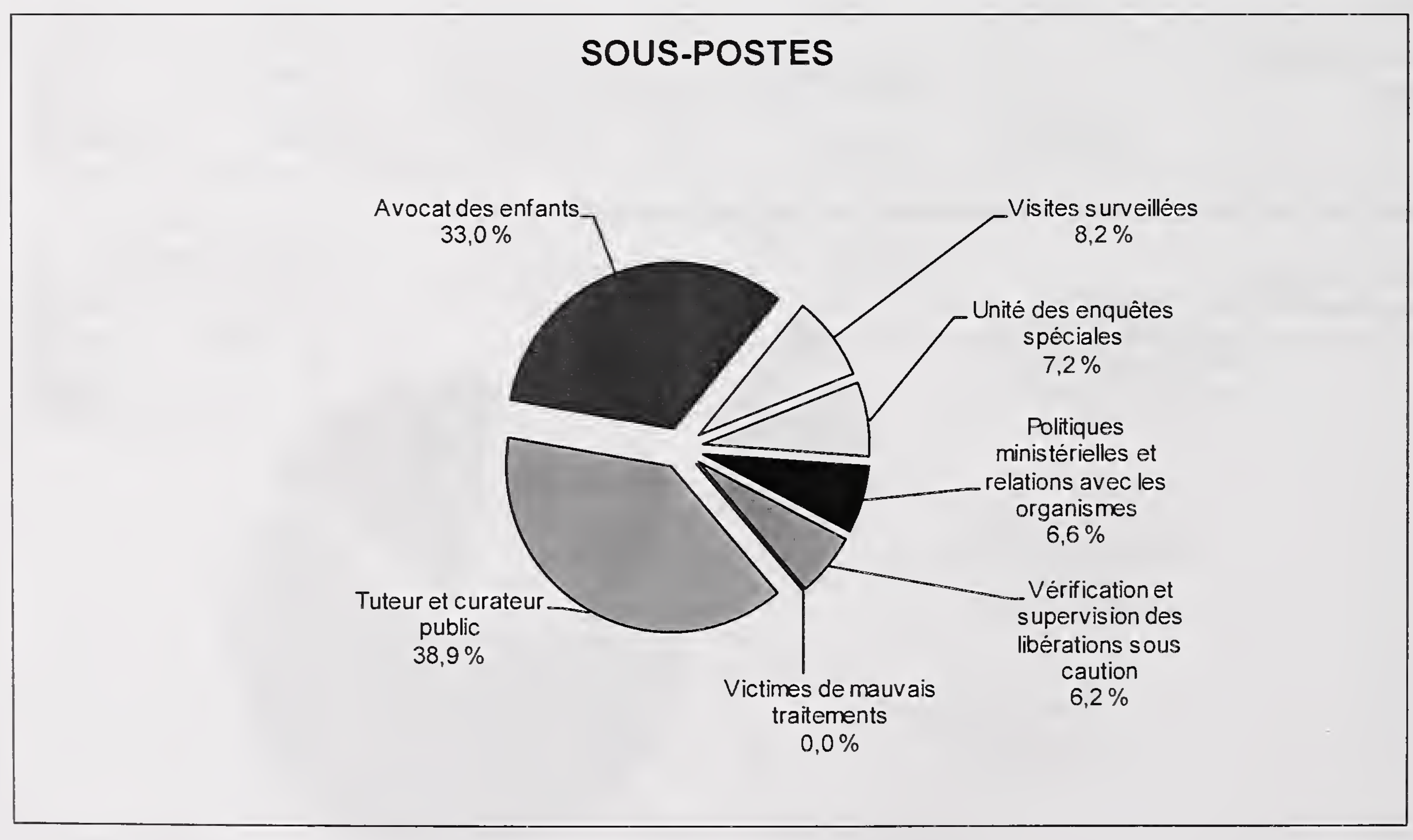
TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 50 048 000 | 827 800 | 1,7 | 49 220 200 | 48 817 800 | 46 192 018 |
| Avantages sociaux | 6 282 700 | 73 500 | 1,2 | 6 209 200 | 5 976 700 | 5 758 055 |
| Transports et communications | 1 762 100 | (148 700) | (7,8) | 1 910 800 | 2 189 300 | 1 980 722 |
| Services | 29 696 900 | 1 128 400 | 3,9 | 28 568 500 | 29 079 100 | 28 789 118 |
| Fournitures et matériel | 1 043 400 | (100) | (0,0) | 1 043 500 | 1 121 800 | 950 347 |
| Paiements de transfert | 14 178 600 | (22 900) | (0,2) | 14 201 500 | 14 195 600 | 14 124 359 |
| Recouvrements d'autres ministères | (75 000) | - | - | (75 000) | (75 000) | (96 188) |
| **Total** | **102 936 700** | **1 858 000** | **1,8** | **101 078 700** | **101 305 300** | **97 698 431** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 1 745 500 |
| Charge de travail du Bureau de l'avocat des enfants | 1 000 000 |
| Taxe de vente harmonisée - Transfert au ministère des Finances | (68 400) |
| Autre | (819 100) |
| **Total** | **1 858 000** |


CATÉGORIES DE DÉPENSES
ACDF
31,5 %
Paie
54,7 %
Paiements de
transfert
13,8 %


SOUS-POSTES
Avocat des enfants
33,0 %
Visites surveillées
8,2 %
Unité des enquêtes
spéciales
7,2 %
Politiques
ministérielles et
relations avec les
organismes
6,6 %
Vérification et
supervision des
libérations sous
caution
6,2 %
Victimes de mauvais
traitements
0,0 %
Tuteur et curateur
public
38,9 %

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-1** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **DIVISION DES PROGRAMMES ET DES POLITIQUES DE JUSTICE SOCIALE** |
| SOUS-POSTE : | **POLITIQUES ET LIAISON AVEC LES ORGANISMES** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

La Direction des politiques ministérielles et des relations avec les organismes et la Direction de l'élaboration de politiques de justice font partie de la Division des programmes et des politiques de justice sociale. Les secteurs clés suivants relèvent de ces directions :

- Politique stratégique et services juridiques
- Services de soutien aux politiques ministérielles
- Services de soutien ministériels aux divisions
- Relations fédérales-provinciales-territoriales – Secteur de la justice
- Relations avec les organismes

## FONCTIONS

### Politique stratégique et services juridiques

Cette unité offre des conseils en matière de politique judiciaire et de justice et de services de consultation aux équipes de projet et aux divisions du ministère, y compris du soutien juridique et politique pour tout un éventail de questions touchant au droit civil, au droit de la famille, aux droits de la personne et au droit administratif ; et entretient aussi une relation politique avec d'autres partenaires clés du secteur de la justice, y compris :

- la détermination des enjeux et des options politiques et législatives;
- l'élaboration, l'ébauche et la coordination des mémoires politiques présentés au Conseil des ministres;
- la détermination et l'analyse des enjeux juridiques et des risques qui s'y rattachent;
- la détermination des répercussions fiscales et opérationnelles des options politiques;
- la détermination des liens entre les initiatives fédérales en matière de justice et les intérêts de la province;
- l'interprétation des lois et des règlements;
- les directives au conseiller législatif concernant l'ébauche des lois et des règlements;
- la gestion du processus législatif et politique du programme du procureur général ainsi que l'offre de conseils à cet égard;
- la liaison avec la magistrature et les membres du Barreau du secteur privé;

- le leadership de haut niveau relativement aux projets importants du ministère;
- la recherche et l'analyse en matière de politiques;

### Services de soutien aux politiques ministérielles

Les Services de soutien aux politiques ministérielles fournissent les services suivants aux ministères afin de soutenir le procureur général dans ses fonctions de ministre du Cabinet et de premier conseiller juridique de la Couronne :

- la liaison avec le Conseil des ministres concernant le programme gouvernemental en matière de justice, les questions politiques et les développements en matière législative d'intérêt pour le ministère;
- la coordination du processus de planification des politiques du ministère, de la planification du secteur de la justice et de l'ensemble du programme politique décrit dans le document de planification axée sur les résultats et les stratégies de transformation;
- la coordination, le suivi et la surveillance des projets de loi, des règlements et des décrets du ministère, y compris la collaboration avec le service des communications relativement à la préparation des documents pour les projets de loi dans l'ensemble du processus législatif;
- l'administration de plus de 130 lois;
- la coordination, le suivi et la surveillance de la correspondance des divisions;
- la coordination et l'examen des mémoires présentés au Conseil des ministres;
- la mise en place d'un cadre ministériel pour la prévision, la coordination et la gestion des processus et des programmes d'élaboration de politiques pour l'ensemble des lois, des règlements et des décrets du ministère;
- la coordination et la planification stratégique visant à soutenir les relations avec les intervenants et les partenaires;
- l'offre de conseils stratégiques et la coordination de l'élaboration des initiatives du ministère en vue de leur examen par le Conseil des ministres et ses comités;
- la coordination de l'élaboration, pour le procureur général, de documents d'information concernant les documents du Conseil des ministres et de ses comités et les lois d'autres ministères;
- la formation et le soutien continu aux employés concernant l'élaboration des politiques et les processus décisionnels et législatifs.

### Relations fédérales-provinciales-territoriales – Secteur de la justice

Cette unité coordonne la participation du ministère au forum fédéral-provincial-territorial (FPT) sur la justice en collaboration avec le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, et à cette fin, elle :

- soutient la préparation de documents de synthèse pour les réunions FPT, en offrant notamment des conseils et du soutien stratégiques au ministre et au sous-ministre;

- élabore, coordonne et communique les objectifs et la stratégie concernant le forum FPT;
- gère les relations avec les autres ministères, les organismes centraux et les gouvernements et assure la liaison avec ceux-ci et élabore la stratégie FTP en ce qui a trait aux questions qui débordent du secteur de la justice;
- surveille les activités des comités et des groupes de travail du forum et offre des services ministériels en matière de consultation aux divisions du secteur de la justice en ce qui a trait aux questions touchant le forum FTP.

**Relations avec les organismes**

L'Unité des relations avec les organismes de la Division gère la relation de responsabilisation entre les organismes et le ministère, y compris les responsabilités de supervision et de surveillance conformément aux exigences et aux directives du gouvernement. L'Unité assure actuellement la liaison avec les organismes suivants :

- Aide juridique Ontario (AJO);
- La Commission ontarienne des droits de la personne (CODP);
- Le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne (COAJDP);
- Le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (BDIEP);
- La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario;
- Les Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (TriO) :
    - la Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF);
    - la Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO);
    - la Commission de négociation (CN);
    - le Tribunal de l'environnement;
    - la Commission des biens culturels.
- Le groupe des tribunaux de justice sociale
    - La Commission de révision des services à l'enfance et à la famille (CFSRB)
    - La Commission de révision des placements sous garde (CRB)
    - Le Tribunal de l'aide sociale (SBT)
    - Le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario – Services offerts en français et en anglais
    - La Commission de la location immobilière
    - La Commission des droits de la personne de l'Ontario (HRTO)

**Services de soutien ministériels aux divisions**

Cette unité offre des services de soutien ministériels aux divisions ainsi que des orientations pour les programmes et les organismes dans les domaines de la planification financière et opérationnelle, du contrôle financier et de la gestion de ressources humaines. Plus précisément, elle :

- fournit un soutien et des conseils stratégiques à la Division dans les domaines de la planification financière et fiscale, et des ressources humaines;
- élabore et coordonne le plan fiscal de la Division, y compris la préparation des budgets et des rapports de prévisions trimestrielles, afin de soutenir la production des rapports financiers du ministère;
- fournit une expertise et des conseils analytiques ainsi que de la formation relative aux politiques et pratiques exemplaires financières du ministère;
- élabore le plan axé sur les résultats ainsi que la stratégie liée aux ETP de la Division et surveille leur mise en œuvre.

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-1** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **DIVISION DES PROGRAMMES ET DES POLITIQUES DE JUSTICE SOCIALE** |
| SOUS-POSTE : | **AVOCAT DES ENFANTS** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Comme le prévoit la loi, le Bureau de l'avocat des enfants fait enquête, représente les enfants, défend et protège leurs droits personnels et réels et leurs obligations dans les instances devant les tribunaux judiciaires et administratifs de l'Ontario.

## FONCTIONS

### Questions de droits personnels

L'avocat des enfants offre des services juridiques aux enfants en vertu des articles 89 et 112 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, des règles des tribunaux, de l'article 38 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* et de la doctrine *parens patriae* (la responsabilité d'agir au nom des personnes qui ne sont pas en mesure de s'occuper d'elles-mêmes) qui relève du procureur général.

a) Causes portant sur la garde et le droit de visite

Il arrive fréquemment que des juges de la Cour de justice de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice demandent l'aide du Bureau de l'avocat des enfants pour des cas de garde et de droit et de visite. Le Bureau a déterminé des critères relatifs à l'acceptation de causes exigeant la représentation juridique ou la production d'un rapport d'enquête clinique par l'avocat des enfants conformément aux articles 89 et 112 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*. Par exemple, un avocat de l'enfant est nommé seulement si le fait de représenter l'enfant dans le différend contribuera de façon importante au règlement de l'affaire ou à la protection des intérêts de l'enfant au cours de l'instance. En fonction des disponibilités locales ou régionales, on peut conseiller à la partie de recourir à d'autres ressources, telles que le counseling, l'évaluation ou la médiation.

Le Bureau peut participer à une cause lorsqu'il y a litige concernant la garde ou le droit de visite à l'égard de l'enfant en vertu de la *Loi sur le divorce* ou de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* et que le tribunal a demandé une telle participation, que le Bureau a acceptée. La nature du service offert dépend des circonstances entourant la cause. On insiste fortement sur l'utilisation des techniques de règlement des différends.

b) Causes portant sur la protection de l'enfance

L'avocat des enfants agit à titre d'avocat des enfants et des parents d'âge mineur ayant besoin de protection en vertu d'une ordonnance du tribunal autorisée à l'article 38 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. L'avocat des enfants n'a pas de pouvoir discrétionnaire et si une ordonnance judiciaire est rendue, il doit donc s'y conformer. Il peut aussi représenter des enfants devant les tribunaux (p. ex., la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille). Il représente également les enfants et les parents mineurs dans les instances d'adoption.

La *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* prévoit aussi que l'avocat des enfants peut les représenter dans les processus extrajudiciaires de règlement des différends.

**Questions de droits réels**

a) Causes portant sur des contentieux civils

L'avocat des enfants agit à titre de tuteur à l'instance pour les personnes mineures en cause dans des poursuites civiles portant, entre autres, sur les véhicules automobiles, les fautes médicales professionnelles et les réclamations en responsabilité civile délictuelle. Le tribunal peut également demander à l'avocat des enfants, en vertu des règles de procédure, de formuler des commentaires et des recommandations à l'égard des règlements mettant en cause des personnes mineures.

b) Causes portant sur les successions, les fiducies et les assurances

Le Bureau a pour mandat de représenter les intérêts des personnes mineures, des enfants à naître et des enfants non identifiés dans les affaires relatives aux successions, aux fiducies, aux régimes de retraite et d'épargne enregistrés et aux assurances.

c) Instances relatives à la tutelle

En vertu de l'article 59 de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance*, l'avocat des enfants reçoit toutes les requêtes demandant la nomination d'un tuteur aux biens pour un mineur.

d) Fonds des mineurs

Lorsqu'aucune personne ou entité n'a le pouvoir légal de recevoir des sommes au nom d'une personne mineure, à naître ou non identifiée, les sommes doivent être versées au comptable de la Cour supérieure de justice. Si des fonds sont requis au profit d'un enfant, le Bureau a mis en place une procédure officieuse qui permet à un parent ou à une personne soignante de demander que les paiements soient faits par le tribunal au profit direct de l'enfant.

## DONNÉES STATISTIQUES

**Total estimatif des dossiers ouverts 2010-2011**
**10 500 dossiers**

Fonds des mineurs
9 % (900)

Droits de propriété
21 % (2 200)

Protection de l'enfance et parent mineur
46 % (4 800)

Garde et visite
25 % (2 600)

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| **Mesures de rendement** | **Réalisation 2008-2009 (Objectif)** | **Réalisation 2009-2010 (Objectif)** | **Réalisation prévue 2010-2011 (Objectif)** | **Objectif 2011-2012** |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage de causes de garde / droit de visite réglées sans procès grâce au Bureau de l'avocat des enfants | 65,0 %<br>(65 %) | 66,0 %<br>(65 %) | 68,0 %<br>(65 %) | 65 % |
| Pourcentage de causes où la participation du Bureau de l'avocat des enfants a contribué au règlement de l'affaire | 85,1 %<br>(83 %) | 87,0 %<br>(83 %) | 85,2 %<br>(83 %) | 85 % |
| Pourcentage de causes portant sur les droits réels réglées par le Bureau de l'avocat des enfants sans audience contestée ni procès | 91,7 %<br>(82 %) | 92,2 %<br>(84 %) | 88,8 %<br>(84 %) | 86 % |

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-1** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **DIVISION DES PROGRAMMES ET DES POLITIQUES DE JUSTICE SOCIALE** |
| SOUS-POSTE : | **TUTEUR ET CURATEUR PUBLIC / COMPTABLE DE LA COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le Bureau du Tuteur et curateur public (BTCP) gère les finances personnelles des personnes frappées d'incapacité mentale qui ne comptent sur personne d'autre en mesure de le faire en leur nom ou intéressée à le faire. En tant que tuteur nommé par le tribunal, le Tuteur et curateur public prend des décisions concernant les soins de la personne en ce qui a trait au logement, à l'alimentation, à l'habillement, à l'hygiène, à la sécurité et aux soins de santé. Le Tuteur et curateur public est également responsable du comptable de la Cour supérieure de justice de l'Ontario à titre de dépositaire de toutes les sommes, valeurs mobilières et hypothèques à la suite de jugements, d'ordonnances et de rapports de la Cour.

Le total prévu des actifs administrés s'élevait à 1,5 milliard de dollars pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2011, contre 1,48 milliard de dollars au 31 mars 2010.

## FONCTIONS

Le BTCP administre la fiducie par l'entremise des services suivants :

Activités d'administration de la fiducie :

- gestion de l'actif et des finances personnelles des personnes frappées d'incapacité mentale à l'échelle de l'Ontario.

Division des sociétés et de l'administration des successions :

- recherche d'héritiers et, si nécessaire, administration des successions des personnes décédées en Ontario sans avoir rédigé de testament;
- dans certains cas, gestion de l'actif des sociétés ontariennes dissoutes involontairement et perdues au profit de la Couronne.

Comptable de la Cour supérieure de justice :

- réception, gestion et paiement des sommes déposées auprès du comptable à la suite de jugements, d'ordonnances et de rapports de la Cour supérieure de justice de l'Ontario conformément à la *Loi sur les tribunaux judiciaires* et à d'autres lois pertinentes.

Division des biens aux fins de bienfaisance :

- gestion des problèmes d'administration de biens aux fins de bienfaisance dans la province de l'Ontario et vérification des testaments contenant des legs caritatifs.

Autres :

- possession d'un fonds d'entretien des tombes et investissement dans celui-ci.

Le BTCP a également des responsabilités autres que l'administration de fiducies, telles les suivantes :

- agir à titre de mandataire de dernier recours en ce qui a trait aux personnes incapables de prendre leurs propres décisions relativement à un traitement et qui ne comptent sur personne d'autre en mesure de le faire en leur nom ou intéressée à le faire;
- servir de tuteur à l'instance de dernier recours en vertu des Règles de procédure civile pour les personnes frappées d'incapacité mentale;
- sélectionner et vérifier les demandes de particuliers visant à remplacer le BTCP à titre de tuteur;
- faire enquête sur la négligence dont les personnes frappées d'incapacité mentale sont victimes ou les mauvais traitements infligés à celles-ci;
- coordonner le système provincial d'évaluation de l'aptitude en fournissant des renseignements au public ainsi que de la formation et des conseils aux évaluateurs et établir des normes relatives aux évaluations d'aptitude.

## DONNÉES STATISTIQUES

| | 2007-2008 Chiffres réels | 2008-2009 Chiffres réels | 2009-2010 Chiffres réels | 2010-2011 Prévisions | 2011-2012 Projections |
|---|---|---|---|---|---|
| Causes portant sur les droits réels | 9 416 | 9 815 | 10 000 | 10 250 | 10 500 |
| Valeur de l'actif administré – millions $ Biens / Successions / Sociétés / Cimetières | 619,9 $ | 649,3 $ | 674 $ | 660 $ | 700 $ |
| Nombre de demandes de tutelle légale traitées | 280 | 215 | 335 | 300 | 300 |
| Nombre de demandes de nomination d'un tuteur reçues par le tribunal | 300 | 281 | 280 | 305 | 300 |
| Nombre de demandes présentées à l'Unité des décisions relatives au traitement | 5 282 | 5 563 | 6 000 | 6 300* | 6 500* |
| Causes relatives au comptable de la Cour supérieure de justice | 35 252 | 34 878 | 34 750 | 34 500 | 34 500 |
| Valeur de l'actif administré (millions $) – Comptable de la Cour supérieure de justice | 595,0 $ | 607,9 $ | 665 $ | 675 $ | 650 $ |

* Les modifications apportées aux lois du MSSLD exigeant un consentement éclairé supplémentaire auront des répercussions importantes sur ces données.

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement | Réalisation 2008-2009 (Objectif) | Réalisation 2009-2010 (Objectif) | Réalisation prévue 2010-2011 (Objectif) | Objectif 2011-2012 |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage des interventions du Bureau du Tuteur et curateur public dans les 24 heures suivant des allégations de violence faite aux adultes frappés d'incapacité mentale | 99 % (94 %) | 99 % (95 %) | 99 % (95 %) | 95 % |
| Pourcentage des interventions du Bureau du Tuteur et curateur public dans les 24 heures suivant les demandes de décision relative au traitement des adultes frappés d'incapacité mentale | 99 % (97 %) | 99 % (97 %) | 99 % (97 %) | 97 % |

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-1** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **DIVISION DES PROGRAMMES ET DES POLITIQUES DE JUSTICE SOCIALE** |
| SOUS-POSTE : | **VISITES SURVEILLÉES** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le gouvernement offre du financement au titre des paiements de transfert à des organismes communautaires sans but lucratif pour qu'ils fournissent des services de visites surveillées dans l'ensemble des 52 districts judiciaires de la province. Le principal objectif de ces centres est d'offrir un endroit sûr, neutre et axé sur l'enfant pour les visites et les échanges entre un enfant et un parent ou une autre personne qui n'en a pas la garde, dans les cas où il y a des inquiétudes concernant la sécurité de l'enfant et (ou) du parent qui en a la garde.

## FONCTIONS

- Faire respecter les ordonnances du tribunal en permettant l'application d'une ordonnance attributive de droit de visite grâce aux visites surveillées, particulièrement dans les causes où le respect de l'ordonnance et la sécurité posent problème.
- Assurer la sécurité des victimes de violence familiale en empêchant tout contact entre la victime et l'agresseur à l'endroit où la visite a lieu.
- Offrir un endroit sûr, neutre et surveillé pour les visites et les échanges entre un enfant et le parent qui n'en a pas la garde, grâce à des employés et des bénévoles compétents.
- Favoriser les visites qui pourraient ne pas avoir lieu autrement, permettant ainsi aux enfants d'entretenir une relation avec le parent qui n'en a pas la garde.
- Offrir une façon efficace et créative de résoudre, à l'extérieur de l'appareil judiciaire, les disputes acrimonieuses concernant les visites.
- Fournir au tribunal et (ou) aux avocats des rapports factuels relatifs à l'utilisation du service par les participants.

## DONNÉES STATISTIQUES

| | 2007-2008 Chiffres réels | 2008-2009 Chiffres réels | 2009-2010 Chiffres réels | 2010-2011 Prévisions* | 2011-2012 Projections |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre total de visites et d'échanges | 52 781 | 56 035 | 64 729 | 65 000 | 66 000 |
| Nombre total de familles | 30 821 | 32 133 | 32 772 | 34 296 | 35 000 |
| Total – Nombre d'heures – personnes payées et non payées | 154 666 | 185 911 | 224 320 | 225 000 | 230 000 |

* Prévisions fondées sur les données disponibles jusqu'à la fin de janvier 2011.

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement | Réalisation 2008-2009 (Objectif) | Réalisation 2009-2010 (Objectif) | Réalisation prévue 2010-2011 (Objectif) | Objectif 2011-2012 |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage de visites et d'échanges qui se sont produits (sans incident) entre des enfants et le parent qui n'en a pas la garde dans des centres de visites surveillées | 99,8 % (98 %) | 99,9 % (99,9 %) | 99,9 % (99,9 %) | 99,9 % |

CRÉDIT / POSTE : **303-1**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **DIVISION DES PROGRAMMES ET DES POLITIQUES DE JUSTICE SOCIALE**

SOUS-POSTE : **VÉRIFICATION ET SUPERVISION DES MISES EN LIBERTÉ SOUS CAUTION**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution offre du financement au titre des paiements de transfert à 16 établissements fournissant des services aux personnes accusées d'actes criminels qui, sans le Programme, pourraient ne pas être admissibles à la libération sous caution parce qu'elles n'ont pas les ressources financières ou les liens sociaux nécessaires. Il est offert à Barrie, à Brampton, à Orangeville, à Brantford, à Hamilton, à Kitchener, à London, à Ottawa, à Cornwall, à Sault Ste. Marie, à St. Catharines, à Sudbury, à Thunder Bay, à Toronto, à Oshawa et à Windsor.

## FONCTIONS

Ce programme a deux fonctions principales :

- la vérification : des renseignements sont recueillis auprès de l'accusé, puis vérifiés afin d'aider le tribunal relativement au processus décisionnel concernant la libération sous caution et la supervision de celle-ci;
- la supervision et l'orientation : la supervision effectuée dans le cadre du Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution est ordonnée par le tribunal. Le programme vérifie le respect de l'ordonnance de libération sous caution et le retour au tribunal à la date de procès prévue. Il arrive souvent que les accusés soient orientés vers des programmes communautaires afin de profiter de conseils et de bénéficier d'autres services.

## DONNÉES STATISTIQUES

| | 2007-2008 Chiffres réels | 2008-2009 Chiffres réels | 2009-2010 Chiffres réels | 2010-2011 Prévisions | 2011-2012 Projections |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de nouvelles causes | 4 284 | 4 577 | 4 487 | 4 500 | 4 500 |





## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement | Réalisation 2008-2009 (Objectif) | Réalisation 2009-2010 (Objectif) | Réalisation prévue 2010-2011 (Objectif) | Objectif 2011-2012 |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage de clients du Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution s'étant présentés à toutes leurs comparutions devant le tribunal | 84 %<br>(83 %) | 83 %<br>(83 %) | 88 %<br>(83 %) | 85 % |

CRÉDIT / POSTE : **303-1**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **DIVISION DES PROGRAMMES ET DES POLITIQUES DE JUSTICE SOCIALE**

SOUS-POSTE : **VICTIMES DE MAUVAIS TRAITEMENTS**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le Bureau de règlement des cas de mauvais traitements dans les établissements provinciaux avait la responsabilité de la mise en œuvre d'accords de règlement pour les centres d'éducation surveillée de St. John, de St. Joseph et de Grandview. Les accords prévoyaient un processus permettant de déterminer l'admissibilité aux programmes et aux prestations des anciens enfants en tutelle des centres d'éducation surveillée de St. John, de St. Joseph et de Grandview. Les principaux programmes et prestations offerts aux demandeurs admissibles comprennent une compensation financière, des services de consultation, des possibilités de formation professionnelle et un fonds de prévoyance ou de perspectives d'avenir visant à répondre à une vaste gamme d'autres besoins.

En vertu de ces accords de règlement, une compensation financière a déjà été versée et des services de consultation ont déjà été offerts aux demandeurs admissibles.

Le contrat de service conclu avec le Family Service Centre Ottawa-Carlton concernant l'administration de l'accord St. John / St. Joseph est arrivé à échéance le 31 mars 2000.

## FONCTIONS

- La formation professionnelle est la seule obligation restante en vertu de l'entente de Grandview.

## DONNÉES STATISTIQUES

| | **2007-2008** Chiffres réels | **2008-2009** Chiffres réels | **2009-2010** Chiffres réels | **2010-2011** Prévisions | **2011-2012** Projections |
|---|---|---|---|---|---|
| Formation professionnelle – Clients admissibles | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| Clients qui ont accédé aux services | 3 | 1 | 1 | 2 | 2 |
| Paiements de transfert (en milliers) | 20,6 $ | 13,0 $ | 15,0 $ | 18,0 $ | 18,0 $ |

Nota : Le nombre initial de demandeurs admissibles aux prestations était de 320.

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-1** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **DIVISION DES PROGRAMMES ET DES POLITIQUES DE JUSTICE SOCIALE** |
| SOUS-POSTE : | **UNITÉ DES ENQUÊTES SPÉCIALES** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le mandat de l'Unité des enquêtes spéciales (UES), en vertu de la loi, est de faire enquête sur les circonstances entourant les blessures graves et les décès résultant d'incidents impliquant un membre du public et la police. Le directeur de l'UES doit décider s'il faut porter des accusations à la suite d'un examen complet de la preuve rassemblée au cours d'une enquête.

## FONCTIONS

L'Unité des enquêtes spéciales a été créée en 1990 par suite de la promulgation de l'article 113 de la *Loi sur les services policiers*. Avant la création de l'UES, les enquêtes sur les événements impliquant la police et ayant entraîné une blessure grave ou la mort étaient effectuées par la police. Les préoccupations du public à l'égard de la responsabilisation de la police ont mené à la création de l'UES. L'UES est un organisme civil d'exécution de la loi, indépendant de la police, qui fait enquête sur des situations mettant en cause des agents de police et des civils et ayant entraîné des blessures graves, y compris les agressions sexuelles ou la mort. Elle enquête sur des événements survenus en Ontario qui englobent l'ensemble des agents de police municipaux, régionaux et provinciaux, ce qui représente 65 services de police et environ 21 600 agents.

L'UES relève du procureur général, mais ses enquêtes et ses décisions sont indépendantes du gouvernement.

Si une personne est blessée gravement ou meurt à la suite d'un événement impliquant un agent de police, les services policiers concernés doivent informer l'UES de cet événement. Quand l'UES est mise au courant d'un événement, son directeur détermine si l'incident relève de l'UES et si, compte tenu des circonstances, les employés de l'UES doivent faire enquête. Une fois leur travail terminé, les enquêteurs présentent un rapport d'enquête au directeur de l'UES. Le directeur prend une décision concernant les accusations et en fait rapport au procureur général.

Si cette preuve permet de croire raisonnablement qu'une infraction criminelle a été commise, le directeur fera en sorte que des accusations soient portées et un procès public aura lieu. Dans la grande majorité des enquêtes, on ne trouve aucune preuve d'activité criminelle et aucune accusation n'est portée. Une fois les dossiers fermés, l'UES fournit tous les

renseignements possibles à l'égard de l'enquête (sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*) à la fois aux parties en cause et au public.

L'Unité des enquêtes spéciales continue à travailler sur les priorités suivantes pour l'exercice 2010-2011 :

- poursuivre la mise en œuvre d'un système de gestion des dossiers;
- établir des relations de travail et élaborer des protocoles avec le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police afin de tenir compte des intérêts et des enjeux communs;
- augmenter le niveau de confiance et de sensibilisation de tous;
- adapter le modèle organisationnel afin de tenir compte de l'évolution de la demande;
- engager l'équipe dans un processus de communication sérieux;
- augmenter le rapport coût-valeur pour les années à venir.

## DONNÉES STATISTIQUES

| Indicateurs de rendement | 2007-2008 Chiffres réels | 2008-2009 Chiffres réels | 2009-2010 Chiffres réels | 2010-2011 Prévisions Chiffres réels | 2011-2012 Projections |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'enquêtes | 246 | 299 | 287 | 286 | 280 |

CRÉDIT / POSTE : **303-2**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **AIDE JURIDIQUE ONTARIO**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Paiements de transfert | 332 569 100 | 14 788 000 | 4,7 | 317 781 100 | 317 781 100 | 315 938 691 |
| **Total** | **332 569 100** | **14 788 000** | **4,7** | **317 781 100** | **317 781 100** | **315 938 691** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Transformation de l'aide juridique | 15 000 000 |
| Rajustement pour réinvestissements | (212 000) |
| **Total** | **14 788 000** |

CRÉDIT / POSTE : **303-2**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **AIDE JURIDIQUE ONTARIO**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

Aide juridique Ontario (AJO) offre des services d'aide juridique aux Ontariens à faible revenu. La *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique* confère à AJO le pouvoir d'offrir ces services.

## FONCTIONS

Le mandat d'AJO consiste notamment à promouvoir l'accès à la justice pour les personnes à faible revenu partout en Ontario en offrant en permanence des services d'aide juridique de haute qualité de façon efficace et économique. L'aide juridique protège les droits constitutionnels et légaux et assure un traitement juste et égal aux personnes à faible revenu, comme celles qui font face à des accusations criminelles, les parents en cause dans des poursuites portant sur la protection d'un enfant ou cherchant à obtenir la garde de leur enfant, un droit de visite ou du soutien financier (pour eux-mêmes ou pour l'enfant) et les personnes demandant le statut de réfugié.

Le récent investissement de 150 millions de dollars du gouvernement provincial sur une période de quatre ans contribuera à assurer l'accès aux services juridiques, quelle que soit la capacité de paiement, ainsi qu'à accomplir des réformes au sein des services offerts par les tribunaux. Pour ce faire, AJO va de l'avant concernant un certain nombre de nouvelles initiatives, y compris ce qui suit :

- Débloquer des fonds additionnels pour améliorer les services en droit de la famille et les cliniques.
- Augmenter le taux horaire des avocats pour les affaires de droit criminel, de droit de la famille, de l'immigration et des réfugiés ainsi que de santé mentale.
- Instaurer des honoraires forfaitaires pour les dossiers criminels standards.
- Élargir les services des avocats de garde.
- Augmenter les barèmes de l'aide juridique pour les témoins experts de la défense.
- Instituer un tarif plus élevé pour les avocats qualifiés qui travaillent sur les dossiers criminels les plus complexes.
- Fournir de meilleurs services de contrôle de la qualité et d'imputabilité concernant les avocats de l'aide juridique.

Par ailleurs, AJO veille à la modernisation de la prestation de ses services et travaille notamment à en accroître l'efficacité et l'accessibilité. Elle apporte des améliorations aux services offerts par les palais de justice, notamment en recevant les demandes d'aide juridique, en procédant à des vérifications de l'état des demandes et en élargissant la gamme de services offerts par les avocats de service. Il est maintenant possible de

soumettre des demandes d'aide juridique dans plus de cinquante palais de justice. Les résidents à faible revenu partout dans la province peuvent également obtenir de l'aide juridique ou de l'information par téléphone, sans frais (dans plus de 120 langues), et sur le site Web mis à jour de l'AJO.

## DONNÉES STATISTIQUES

| **Nombre de clients ayant reçu une aide** | **Chiffres réels 2008-2009** | **Chiffres réels 2009-2010** | **Prévisions 2010-2011** | **Projections 2011-2012** |
|---|---|---|---|---|
| Nombre d'attestations délivrées | 117 166 | 108 799 | 99 827 | 94 000 |
| Aide juridique offerte par l'avocat de service | 854 146 | 857 728 | 825 000 | 969 415 |
| Services dans une clinique communautaire d'aide juridique (dossier en cours) | 185 143 | 199 065 | 200 000 | 156 688 |
| **Total** | **1 156 455** | **1 165 592** | **1 124 827** | **1 220 103** |

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| **Mesures de rendement** | **2008-2009 Réalisation (Objectif)** | **2009-2010 Réalisation (Objectif)** | **2010-2011 Réalisation prévue (Objectif)** | **2011-2012 Objectif** |
|---|---|---|---|---|
| **Nouvelle mesure** Pourcentage des décisions à l'égard des demandes déposées auprès d'Aide juridique Ontario qui sont prises à l'intérieur d'un jour ouvrable | → | 63 % | 73 % (70 %) | 80 % |

CRÉDIT / POSTE : **303-4**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**

TYPE: **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 61 607 300 | (2 184 700) | (3,4) | 63 792 000 | 63 085 900 | 59 395 491 |
| Avantages sociaux | 9 569 500 | (62 500) | (0,6) | 9 632 000 | 8 847 700 | 9 073 736 |
| Transports et communications | 4 069 900 | (50 000) | (1,2) | 4 119 900 | 3 481 200 | 3 746 826 |
| Services | 16 907 400 | 171 400 | 1,0 | 16 736 000 | 14 262 400 | 19 215 278 |
| Fournitures et matériel | 2 456 100 | (10 000) | (0,4) | 2 466 100 | 1 873 200 | 2 029 333 |
| Paiements de transfert | 5 337 200 | 21 300 | 0,4 | 5 315 900 | 5 564 900 | 5 800 428 |
| Recouvrements d'autres ministères | (27 389 200) | 220 400 | (0,8) | (27 609 600) | (25 728 900) | (19 791 229) |
| **Total** | **72 558 200** | **(1 894 100)** | **(2,5)** | **74 452 300** | **71 386 400** | **79 469 863** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 723 500 |
| Transfert intraministériel (Tribunal d'appel en matière de permis) | (1 580 100) |
| Taxe de vente harmonisée - Transfert au ministère des Finances | (64 000) |
| Transfert intraministériel | (148 300) |
| Autre | (825 200) |
| | **(1 894 100)** |

## CATÉGORIES DE DÉPENSES

ODOE
19.4 %

Paiements de transfert
7,4 %

Paie
73,2 %

## POSTES

Commissions des affaires municipales de l'Ontario
11,1 %

Commission ontarienne des droits de la personne
7,7 %

Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne
7,4 %

Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police
11,6 %

Tribunal de l'environnement
2,3 %

Commission de révision de l'évaluation foncière
12,3 %

Commissions royales
0,0 %

Commissions d'enquête
0,0 %

Commission des alcools et des jeux de l'Ontario
47,6 %

Commission du droit de l'Ontario
0,0 %

CRÉDIT / POSTE : **303-4**
CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**
POSTE : **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**
SOUS-POSTE : **COMMISSION DE RÉVISION DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE**
TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

La Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) est un tribunal quasi judiciaire autonome, qui fait partie du groupe de Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario, lequel relève du ministère du Procureur général. La principale fonction de la CRÉF est d'offrir aux personnes de l'Ontario (y compris les propriétaires fonciers, les sociétés, les représentants légaux d'une personne, les municipalités et les conseils scolaires) la possibilité d'être entendues si elles croient qu'il y a une erreur concernant l'évaluation de la valeur imposable ou la classification d'un bien immeuble ou le calcul de leur impôt foncier. Le rôle de la CRÉF est de s'assurer que les biens immeubles sont évalués conformément aux dispositions de la *Loi sur l'évaluation foncière.* La CRÉF tire son autorité de la *Loi sur l'évaluation foncière,* de la *Loi de 2001 sur les municipalités,* de la *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial* et de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto.*

## DONNÉES STATISTIQUES

- En date du 24 janvier 2011, la charge de travail de la CRÉF correspondait à 98 700 appels concernant l'évaluation de la valeur imposable d'un bien immeuble et à 4 100 appels concernant les taxes municipales. La CRÉF a prévu recevoir 10 000 appels supplémentaires relativement à l'année d'imposition 2011.

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| **Mesures de rendement** (Il s'agissait d'une nouvelle mesure mise en place en 2008-2009) | **2008-2009 Réalisation (Objectif)** | **2009-2010 Réalisation (Objectif)** | **2010-2011 Réalisation prévue (Objectif)** | **2011-2012 Objectif** |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage de causes à l'égard desquelles la CRÉF rend une décision dans un délai de 60 jours | - - | 92 % (85 %) | 84 % (85 %) | 85 % |

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-4** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS** |
| SOUS-POSTE : | **COMMISSION DES AFFAIRES MUNICIPALES DE L'ONTARIO ET COMMISSION DE NÉGOCIATION** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

La Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO) est un tribunal quasi judiciaire autonome, qui fait partie du groupe de Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario, lequel relève du ministère du Procureur général. Sa responsabilité principale est de régler les différends découlant de décisions rendues par des municipalités de l'Ontario et d'autres décideurs et de rendre une décision, généralement par voie de médiation ou d'audience. La plupart des demandes et des appels dont la Commission est saisie concernent des différends relatifs à l'aménagement du territoire, mais un nombre important porte également sur l'indemnisation foncière, les redevances d'aménagement, les limites de quartier et les ressources en agrégats. La Commission est régie par environ 70 lois publiques et plus de 80 lois privées, y compris la *Loi sur l'aménagement du territoire*, la *Loi sur l'expropriation*, la *Loi de 2001 sur les municipalités,* la *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement* et la *Loi sur les aménagements locaux.*

La Commission de négociation (CN) agit comme médiateur en ce qui a trait à la négociation d'un règlement lorsqu'un bien immobilier est exproprié et qu'aucun accord n'est conclu quant à l'indemnisation. Le propriétaire foncier ou l'autorité expropriante peut faire appel aux services de la Commission.

## DONNÉES STATISTIQUES

- La charge de travail de la CAMO correspond à environ 1 500 causes concernant les plans officiels, les règlements de zonage, les plans de lotissement, les consentements de parcellement, les dérogations mineures, les redevances d'aménagement, les permis pour agrégats et les indemnisations pour expropriation de terres en vertu de la *Loi sur l'expropriation.*





## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement (Il s'agissait d'une nouvelle mesure mise en place en 2008-2009) | 2008-2009 Réalisation (Objectif) | 2009-2010 Réalisation (Objectif) | 2010-2011 Réalisation prévue (Objectif) | 2011-2012 Objectif |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage des décisions de la CAMO rendues moins de 60 jours après la fin de l'audience | - | 87 % (85 %) | 85 % (85 %) | 85 % |

CRÉDIT / POSTE : **303-4**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**

SOUS-POSTE : **TRIBUNAL DE L'ENVIRONNEMENT**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le Tribunal de l'environnement est un tribunal quasi judiciaire autonome, qui fait partie du groupe de Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario, lequel relève du ministère du Procureur général. Sa principale responsabilité consiste à régler les différends relatifs à l'environnement, généralement par voie de médiation ou d'audience. Le Tribunal détermine les demandes et les appels en vertu de la *Loi de 2006 sur l'eau saine*, de la *Loi sur les évaluations environnementales*, de la *Loi sur la protection de l'environnement*, de la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*, de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario,* de la *Loi sur les pesticides*, de la *Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable* et de la *Loi de 2009 sur la réduction des toxiques*, les requêtes en autorisation d'appel en vertu de la *Charte des droits environnementaux de 1993* et les questions relevant de la *Loi de 2001 sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges* et de la *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure.* Le Tribunal agit également à titre de Bureau de jonction des audiences pour entendre les demandes déposées en vertu de la *Loi sur la jonction des audiences* et à titre de Bureau des audiences de la Commission de l'escarpement du Niagara pour entendre les affaires en vertu de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara.*

## DONNÉES STATISTIQUES

- Chaque année, le Tribunal de l'environnement reçoit entre 150 et 300 nouvelles demandes et nouveaux appels. Environ 50 % de cette charge de travail se rapporte à la *Loi sur la protection de l'environnement* et 30 % aux demandes de permis d'aménagement déposées en vertu de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara.*

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

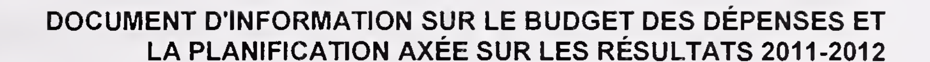
| Mesures de rendement | 2008-2009 Réalisation (Objectif) | 2009-2010 Réalisation (Objectif) | 2010-2011 Réalisation prévue (Objectif) | 2011-2012 Objectif |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage des décisions du Tribunal de l'environnement rendues moins de 60 jours après la fin de l'audience | 85 %<br>(80 %) | 93 %<br>(85 %) | 85 %<br>(85 %) | 85 % |

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE: | **303-4** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS** |
| SOUS-POSTE : | **COMMISSION DES BIENS CULTURELS** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

La Commission des biens culturels est un tribunal quasi judiciaire autonome, qui fait partie du groupe de Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario, lequel relève du ministère du Procureur général. La Commission entend les appels en vertu de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* en ce qui a trait aux biens d'une valeur ou d'un intérêt patrimonial éventuel ou à la délivrance de permis de recherche archéologique par les municipalités locales ou le ministre de la Culture. La Commission tente de régler les différends au moyen d'une conférence préparatoire ou d'une audience où les parties présentent leurs preuves et leurs arguments. Lorsqu'une affaire n'est pas réglée, la Commission présente ses recommandations à l'autorité chargée de rendre la décision définitive, qui, selon l'affaire en question, peut être soit un conseil municipal, soit le ministre de la Culture.






CRÉDIT / POSTE : **303-4**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**

SOUS-POSTE : **COMMISSION ONTARIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

La Commission ontarienne des droits de la personne s'emploie à promouvoir une culture des droits de la personne dans la province en prenant des mesures proactives, telles que la sensibilisation du public, l'élaboration de politiques, la surveillance, la recherche et l'analyse. Elle peut également procéder à des enquêtes et déposer des requêtes ou intervenir dans des causes importantes d'intérêt public devant le Tribunal.

L'article 29 du *Code des droits de la personne* décrit le mandat de la Commission ainsi : « de promouvoir et de faire progresser le respect des droits de la personne en Ontario, de protéger ces droits en Ontario et, en reconnaissant qu'il est dans l'intérêt public de ce faire et qu'il incombe à la Commission de protéger l'intérêt public, d'identifier les pratiques discriminatoires et d'en promouvoir l'élimination ».

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-4** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS** |
| SOUS-POSTE : | **CENTRE D'ASSISTANCE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne (Centre) a été créé le 30 juin 2008 en tant qu'organisme indépendant du gouvernement de l'Ontario, tout en étant responsable envers ce dernier. Le mandat du Centre, prévu par la loi en vertu du *Code des droits de la personne* de l'Ontario, consiste à fournir des conseils juridiques et de l'aide aux personnes qui estiment que leurs droits ont été violés.

Le Centre offre les services suivants :

- fournir des renseignements juridiques, des conseils et des aiguillages appropriés;
- aider les parties à s'entendre avant qu'une requête soit déposée devant le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario (Tribunal);
- aider les personnes à remplir les requêtes et (ou) à les déposer devant le Tribunal;
- fournir une aide juridique en cas de médiation ou d'audience devant le Tribunal;
- appliquer l'ordonnance du Tribunal si ce dernier détermine qu'il y a eu discrimination.

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-4** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS** |
| SOUS-POSTE : | **COMMISSIONS D'ENQUÊTE** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le lieutenant-gouverneur en conseil a le pouvoir d'ordonner la tenue d'une enquête sur une question intéressant la bonne administration de l'Ontario, l'administration de la justice dans la province ou la conduite des affaires publiques, ou sur une question qu'il déclare sujet d'intérêt public, lorsqu'une telle enquête n'est régie par aucune loi spéciale.

CRÉDIT / POSTE : **303-4**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**

SOUS-POSTE : **BUREAU DU DIRECTEUR INDÉPENDANT DE L'EXAMEN DE LA POLICE**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

Le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (BDIEP) est l'organisme civil chargé de recevoir, de gérer et de superviser l'ensemble des plaintes déposées par des membres du public au sujet de la conduite d'un agent de police ou encore au sujet des politiques d'un corps de police ou des services offerts par celui-ci, ce qui comprend les services de police municipal et régional, ainsi que la Police provinciale de l'Ontario.

Conformément à la Partie 5 de la *Loi sur les services policiers*, le BDIEP a le pouvoir d'initier des enquêtes à la suite de plaines déposées par les membres du public au sujet de la conduite d'un agent de police, de procéder à des examens de questions d'ordre systémique à la suite de plaintes déposées par des membres du public et d'effectuer des vérifications du processus de traitement des plaintes par les services policiers.

Le BDIEP relève du ministère du Procureur général; cependant, les enquêtes et les décisions de tous les jours sont menées et prises par le Bureau indépendamment du gouvernement.

Le BDIEP entend mettre à la disposition du public de l'information au sujet du système de traitement des plaintes du public et prendre des dispositions afin que les membres du public reçoivent de l'aide lorsqu'ils déposent une plainte en offrant des programmes de liaison et de sensibilisation aux services policiers et au public partout en Ontario.

Le BDIEP continue de s'assurer que les plaintes déposées par les membres du public contre la police en Ontario sont traitées d'une façon transparente, efficace et juste envers le public et envers la police. Le Bureau est déterminé à mettre en place un système de traitement des plaintes contre la police qui bénéficie de la confiance et du respect du public et de la police.

Le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police a établi les priorités suivantes pour l'exercice 2011-2012 :

- terminer le rapport sur le G20;
- continuer la mise en application d'un modèle d'enquêtes à l'échelle de la province;
- continuer l'élaboration de programmes internes visant à soutenir les services de sensibilisation destinés au public et aux services policiers, y compris les services de médiation et les services dont l'accessibilité est déficiente;

- remédier au besoin de services en ce qui concerne les examens de questions d'ordre systémique et la vérifications interne des enquêtes;
- procéder à l'examen ou à l'évaluation continu des procédures et des processus opérationnels visant à standardiser les échéanciers pour la réception des demandes, la coordination des dossiers et les enquêtes;
- continuer d'offrir des services économiques, y compris l'expansion des services par l'intermédiaire de ServiceOntario.

## DONNÉES STATISTIQUES

- Durant l'exercice 2010-2011, le BDIEP a reçu environ 4 000 plaintes, dont près de 359 au sujet d'incidents survenus lors du Sommet du G20 tenu à Toronto en 2010.
- D'octobre 2009 au 31 mars 2010, le BDIEP a reçu 1 100 plaintes.

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement | 2008-2009 Réalisation (Objectif) | 2009-2010 Réalisation (Objectif) | 2010-2011 Réalisation prévue (Objectif) | 2011-2012 Objectif |
|---|---|---|---|---|
| **Nouvelles mesures** Pourcentage de nouvelles plaintes ayant reçu une approbation dans les deux jours ouvrables | → | → | 90 % (aucun objectif pour l'instant) | 92 % |
| % des enquêtes menées à terme dans les 90 jours | → | → | 90 % (aucun objectif pour l'instant) | 92 % |

CRÉDIT / POSTE : **303-4**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**

SOUS-POSTE : **COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) veille à l'application de la *Loi sur les permis d'alcool*, de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, de la *Loi de 2000 sur le contenu et l'étiquetage du vin*, de certains articles de la *Loi sur les alcools* et du Décret 1413/08 sur la délivrance de licences de loteries de bienfaisance. Elle a été créée en 1998 en vertu de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public et est issue de la fusion de la* Commission des permis d´alcool de l´Ontario et de la Commission des jeux.

Le mandat principal de la CAJO est de réglementer les secteurs des alcools et des jeux en respectant les principes d´honnêteté et d´intégrité tout en veillant à l´intérêt public. Elle régit les activités suivantes :

- la vente, le service et la consommation d'alcool au sein des établissements autorisés et au moment d'événements visés par un permis de circonstance;
- les loteries organisées par des organismes de bienfaisance et des organismes religieux;
- le jeu commercial, y compris les casinos et les salles de machines à sous dans les hippodromes;
- les loteries exploitées par le gouvernement provincial.

## DONNÉES STATISTIQUES

La CAJO régit (octroi de permis, enregistrement ou autorisation) ce qui suit :

- environ 16 700 établissements pourvus de permis (comme des bars et des restaurants);
- près de 1 600 fabricants d'alcool, représentants, distributeurs et centres de fermentation libre-service;
- environ 900 magasins de détail, à l'exception des établissements de la Régie des alcools de l'Ontario;
- environ 12 000 détaillants ou fournisseurs de produits de loterie;
- environ 22 000 fournisseurs de matériel de jeu, préposés au jeu, employés associés au jeu et vendeurs de billets à fenêtres;
- environ 62 000 permis de circonstance émis par la CAJO;
- certaines activités de jeux de bienfaisance, la majorité des licences pour jeux de bienfaisance sont émises par les municipalités et quelques Premières Nations.





## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement (nouvelle mesure pour 2009-2010) | 2008-2009 Réalisation (Objectif) | 2009-2010 Réalisation (Objectif) | 2010-2011 Réalisation prévue (Objectif) | 2011-2012 Réalisation prévue (Objectif) |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage des dossiers traités dans les 100 jours* | ——→ | 85 % (85 %) | 89 % (85 %) | 85 % |

* Délai entre le moment où une infraction est commise par le titulaire d'un permis d'alcool et celui où le cas est soumis au registrateur adjoint aux fins d'examen (p.ex., un avis de proposition, un ordre de payer une amende, une lettre d'avertissement).

CRÉDIT / POSTE : **303-7**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **TRIBUNAUX DE JUSTICE SOCIALE**

SOUS-POSTE : **COMMISSION DE RÉVISION DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE / COMMISSION DE RÉVISION DES PLACEMENTS SOUS GARDE**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le 26 janvier 2011, le Conseil des ministres a approuvé un règlement aux termes duquel un deuxième groupe d'organismes a fait l'objet d'un regroupement.

La réalisation du regroupement des tribunaux de justice sociale soutient l'initiative du gouvernement de veiller à ce que les tribunaux décisionnels servent au mieux les intérêts du public en étant responsables, transparents et efficients en ce qui a trait à leur fonctionnement. Ce regroupement de sept organismes comprend la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, la Commission de révision des placements sous garde, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, la Commission de la location immobilière, le Tribunal de l'aide sociale et le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais).

<u>Commission de révision des services à l'enfance et à la famille (CRSEF)</u>

La Commission est un tribunal habilité en vertu la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* et de la *Loi sur l'éducation* à procéder à des révisions, des audiences et des appels relativement à un certain nombre de questions touchant les enfants, les jeunes et les familles en Ontario, notamment les appels relatifs à un placement urgent dans un programme de traitement en milieu fermé; appels relatifs à l'expulsion d'un élève; révisions de décisions de refuser des demandes d'adoptions. En 2009-2010, elle a entendu environ 278 demandes.

<u>Commission de révision des placements sous garde (CRPG)</u>

La Commission de révision des placements sous garde est un tribunal ayant autorité en vertu de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* de passer en revue le placement des mineurs qui sont en détention ou en garde à vue à la réception d'une demande et de faire des recommandations au directeur provincial en ce qui concerne le placement de l'adolescent. La Commission est composée de membres provenant de la CRSEF. En 2009-2010, elle a entendu environ 159 demandes.

CRÉDIT / POSTE : **303-7**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **TRIBUNAUX DE JUSTICE SOCIALE**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 31 973 700 | 1 158 100 | 3,8 | 30 815 600 | 30 159 800 | 29 198 365 |
| Avantages sociaux | 3 996 400 | 125 700 | 3,2 | 3 870 700 | 3 988 600 | 3 909 859 |
| Transports et communications | 2 440 300 | (7 200) | (0,3) | 2 447 500 | 2 603 200 | 2 357 007 |
| Services | 8 097 000 | (524 100) | (6,1) | 8 621 100 | 11 462 000 | 9 919 981 |
| Fournitures et matériel | 953 100 | (3 100) | (0,3) | 956 200 | 672 900 | 666 570 |
| **Total** | **47 460 500** | **749 400** | **1,6** | **46 711 100** | **48 886 500** | **46 051 782** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Transfert intraministériel | 1 155 300 |
| Autre | (405 900) |
| Total | **749 400** |

## CATÉGORIES DE DÉPENSES



## SOUS-POSTES

CRÉDIT / POSTE : **303-7**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **TRIBUNAUX DE JUSTICE SOCIALE**

SOUS-POSTE : **TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE DE L'ONTARIO**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le 26 janvier 2011, le Conseil des ministres a approuvé un règlement aux termes duquel un deuxième groupe d'organismes a fait l'objet d'un regroupement.

La réalisation du regroupement des tribunaux de justice sociale soutient l'initiative du gouvernement de veiller à ce que les tribunaux décisionnels servent au mieux les intérêts du public en étant responsables, transparents et efficients en ce qui a trait à leur fonctionnement. Ce regroupement de sept organismes comprend la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, la Commission de révision des placements sous garde, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, la Commission de la location immobilière, le Tribunal de l'aide sociale et le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais).

<u>Tribunal des droits de la personne de l'Ontario</u>

Le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario (le « Tribunal ») traite toutes les plaintes pour discrimination déposées en vertu du *Code des droits de la personne*. Le Tribunal offre aux demandeurs et aux intimés un accès direct à un décisionnaire ayant les compétences pour résoudre la demande, que ce soit par voie de règlement ou d'une audience bien ciblée.

Les règles et les processus du Tribunal font en sorte que toutes les plaintes de discrimination :

- soient traitées en temps opportun, en vertu de procédures qui sont accessibles, proportionnées et adaptées à la nature de la cause et des parties;
- soient traitées en vertu de procédures ouvertes et transparentes;
- fassent l'objet d'une résolution équitable fondée sur les faits et la loi;
- donnent lieu à un recours significatif et efficace en cas d'infraction au *Code des droits de la personne*.

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-7** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **TRIBUNAUX DE JUSTICE SOCIALE** |
| SOUS-POSTE : | **COMMISSION DE LA LOCATION IMMOBILIÈRE** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le 26 janvier 2011, le Conseil des ministres a approuvé un règlement aux termes duquel un deuxième groupe d'organismes a fait l'objet d'un regroupement.

La réalisation du regroupement des tribunaux de justice sociale soutient l'initiative du gouvernement de veiller à ce que les tribunaux décisionnels servent au mieux les intérêts du public en étant responsables, transparents et efficients en ce qui a trait à leur fonctionnement. Ce regroupement de sept organismes comprend la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, la Commission de révision des placements sous garde, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, la Commission de la location immobilière, le Tribunal de l'aide sociale et le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais).

Commission de la location immobilière

La Commission a été constituée sous le régime de la *Loi sur la location à usage d'habitation* (la « LLUH »), le 31 janvier 2007. La LLUH confère aux locateurs et locataires résidentiels des droits et obligations spécifiques, et prévoit un processus assurant la mise en application de ces droits et obligations. La LLUH comporte également certaines règles qui régissent l'augmentation des loyers résidentiels et confèrent à la Commission l'autorité d'appliquer ces règles.

La Commission est habilitée à entendre et à juger sur toutes les questions de droit et de fait qui sont de son ressort. Un locateur ou un locataire peut présenter une demande d'ordonnance à la Commission afin de déterminer si la LLUH ou une disposition s'applique à une unité locative ou à un quartier domiciliaire en particulier ou d'une autre manière. À la réception d'une requête, la Commission tire des conclusions et rend l'ordonnance appropriée.

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **303-7** |
| CRÉDIT : | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE : | **TRIBUNAUX DE JUSTICE SOCIALE** |
| SOUS-POSTE : | **TRIBUNAL DE L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ DE L'ONTARIO (ANGLAIS / FRANÇAIS)** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le 26 janvier 2011, le Conseil des ministres a approuvé un règlement aux termes duquel un deuxième groupe d'organismes a fait l'objet d'un regroupement.

La réalisation du regroupement des tribunaux de justice sociale soutient l'initiative du gouvernement de veiller à ce que les tribunaux décisionnels servent au mieux les intérêts du public en étant responsables, transparents et efficients en ce qui a trait à leur fonctionnement. Ce regroupement de sept organismes comprend la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, la Commission de révision des placements sous garde, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, la Commission de la location immobilière, le Tribunal de l'aide sociale et le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais).

Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais et français)

Le Tribunal de l'enfance en difficulté (anglais et français)a été créé afin de résoudre les litiges entre les parents d'élèves en difficulté et les conseils scolaires. Ce tribunal fonctionne selon les demandes d'appel déposées par les parents qui ont été incapables de résoudre un conflit avec les conseils scolaires à l'égard de l'identification et du placement d'élèves en difficulté, en vertu de la recommandation du Comité d'identification, de placement et de révision.

| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE: | **303-7** |
| CRÉDIT: | **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES** |
| POSTE: | **TRIBUNAUX DE JUSTICE SOCIALE** |
| SOUS-POSTE | **TRIBUNAL DE L'AIDE SOCIALE** |
| TYPE: | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU SOUS-POSTE

Le 26 janvier 2011, le Conseil des ministres a approuvé un règlement aux termes duquel un deuxième groupe d'organismes a fait l'objet d'un regroupement.

La réalisation du regroupement des tribunaux de justice sociale soutient l'initiative du gouvernement de veiller à ce que les tribunaux décisionnels servent au mieux les intérêts du public en étant responsables, transparents et efficients en ce qui a trait à leur fonctionnement. Ce regroupement de sept organismes comprend la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, la Commission de révision des placements sous garde, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, la Commission de la location immobilière, le Tribunal de l'aide sociale et le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français et anglais).

<u>Tribunal de l'aide sociale</u>
Le Tribunal de l'aide sociale instruit les appels de personnes qui ne sont pas d'accord avec une décision qui a des répercussions sur le montant de leur aide sociale ou sur leur droit à la percevoir aux termes de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail ou de la Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées*.

La majorité des appels interjetés devant le Tribunal concernent des personnes qui estiment correspondre à la définition de « personne handicapée » telle qu'énoncée par la *Loi sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.* D'autres appels portent sur des problématiques variées : l'appelant satisfait-il à tous les critères prévus par la *Loi sur le programme Ontario au travail* en ce qui concerne la recherche d'un emploi? L'appelant a-t-il bien déclaré les revenus qu'il perçoit ou d'autres renseignements qu'il est légalement tenu d'indiquer? Le Tribunal reçoit et instruit 12 000 appels chaque année.

CRÉDIT / POSTE : **303-19**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS – CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES AU SENS DE LA *LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE***

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations - Créances irrécouvrables | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| **Total** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** | **1 000** | **-** |

CRÉDIT / POSTE : **303-3**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **AIDE JURIDIQUE ONTARIO – ACTIFS DE FONCTIONNEMENT**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Dépôts et charges payées d'avance | - | (20 000) | (100,0) | 20 000 | - | - |
| **Total** | **-** | **(20 000)** | **(100,0)** | **20 000** | **-** | **-** |

EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :

| | $ |
|---|---|
| AJO - Dépôts et charges payées d'avance | (20 000) |
| Total | **(20 000)** |

CRÉDIT / POSTE : **303-5**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES - CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations | 1 000 | (1 000) | (50,0) | 2 000 | 1 000 | - |
| **Total** | **1 000** | **(1 000)** | **(50,0)** | **2 000** | **1 000** | **-** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Charges relatives aux serveurs informatiques | (1 000) |
| **Total** | **(1 000)** |

CRÉDIT / POSTE : **303-18**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS - AMORTISSEMENT AU SENS DE LA *LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE***

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations - Amortissement | 341 200 | 154 700 | 82,9 | 186 500 | 102 000 | - |
| **Total** | **341 200** | **154 700** | **82,9** | **186 500** | **102 000** | **-** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Charges d'amortissement - Matériel de TI (CAJO) | 108 000 |
| Charges d'amortissement - Serveurs informatiques | 46 700 |
| **Total** | **154 700** |

CRÉDIT / POSTE : **303-6**

CRÉDIT : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**

POSTE : **POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES - BIENS IMMOBILISÉS**

TYPE : **BIENS IMMOBILISÉS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 $ | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 $ | % | Prévisions 2010-2011 $ | Chiffres réels provisoires $ | Chiffres réels 2009-2010 $ |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Matériel de technologie de l'informa | 397 000 | (521 000) | (56,8) | 918 000 | 136 100 | 168 205 |
| **Total** | **397 000** | **(521 000)** | **(56,8)** | **918 000** | **136 100** | **168 205** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Biens immobilisés - Serveurs informatiques | (67 000) |
| Biens immobilisés - Matériel de TI (CAJO) | (454 000) |
| **Total** | **(521 000)** |





# CRÉDIT 304 : SERVICES JURIDIQUES

## CRÉDIT SERVICES JURIDIQUES

Ce programme appuie le rôle du procureur général en tant qu'avocat en chef de la Couronne en offrant au gouvernement des conseils juridiques d'expert, des services d'assistance judiciaire et une représentation devant les tribunaux et à tous les paliers du système judiciaire. Les conseils et les services juridiques rapides et de haute qualité sont essentiels à la capacité du gouvernement d'élaborer et de mener à bien ses activités fondamentales, ses politiques, ses programmes et ses services.

Dans le cadre de ce programme, le Bureau des conseillers législatifs a la responsabilité d'ébaucher les projets de loi provinciaux en anglais et en français, d'ébaucher tous les règlements et de traduire ceux-ci en français au besoin, de superviser le site Web Lois-en-ligne et de fournir toutes les données législatives, ainsi que d'offrir des conseils juridiques concernant les questions de législation à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il refond en outre les lois et les règlements.

## FONCTIONNEMENT

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| Services juridiques | 27 588 300 | 2 137 400 | 8,4 | 25 450 900 | 24 411 000 | 23 925 191 |
| Services des conseillers législatifs | 5 552 200 | 88 900 | 1,6 | 5 463 300 | 5 359 500 | 4 721 283 |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 33 140 500 | 2 226 300 | 7,2 | 30 914 200 | 29 770 500 | 28 646 474 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges de fonctionnement** | **33 140 500** | **2 226 300** | **7,2** | **30 914 200** | **29 770 500** | **28 646 474** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** | | | | | | |
| *Loi sur les instances introduites contre la Couronne* | 1 000 | - | - | 1 000 | 20 000 000 | 23 306 365 |
| **Total - Crédits législatifs** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** | **20 000 000** | **23 306 365** |
| **Total - Charges de fonctionnement** | **33 141 500** | **2 226 300** | **7,2** | **30 915 200** | **49 770 500** | **51 952 839** |





## IMMOBILISATIONS

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| **CHARGES D'IMMOBILISATIONS** | | | | | | |
| Services juridiques | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| | | - | - | | | |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges d'immobilisations** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** | **1 000** | **-** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | 47 500 | 30 800 | 184,4 | 16 700 | 4 400 | - |
| **Total - Charges d'immobilisations** | **48 500** | **30 800** | **174,0** | **17 700** | **5 400** | **-** |
| **BIENS IMMOBILISÉS** | | | | | | |
| Services juridiques | 161 000 | 12 500 | 8,4 | 148 500 | 35 000 | - |
| **Total à voter - Biens immobilisés** | **161 000** | **12 500** | **8,4** | **148 500** | **35 000** | **-** |

## CATÉGORIES DE DÉPENSES



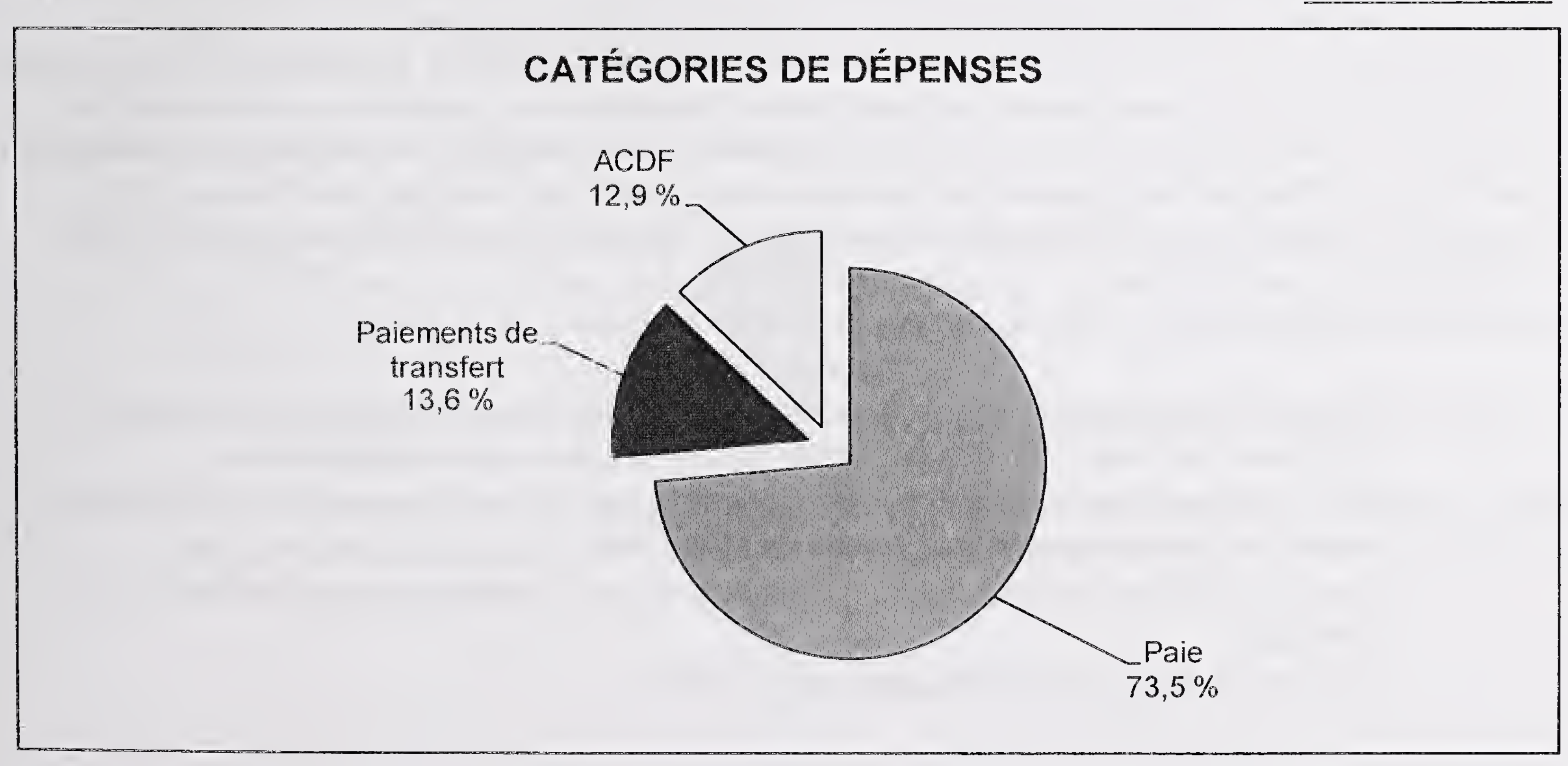
## POSTES

CRÉDIT / POSTE : **304-2**
CRÉDIT : **SERVICES JURIDIQUES**
POSTE : **SERVICES JURIDIQUES**
TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 123 864 900 | 1 270 300 | 1,0 | 122 594 600 | 112 839 000 | 108 873 449 |
| Avantages sociaux | 10 346 500 | 135 300 | 1,3 | 10 211 200 | 11 903 300 | 11 378 007 |
| Transports et communications | 154 000 | 1 300 | 0,9 | 152 700 | 748 500 | 744 785 |
| Services | 3 108 900 | 25 500 | 0,8 | 3 083 400 | 4 982 300 | 5 967 170 |
| Fournitures et matériel | 293 900 | 4 100 | 1,4 | 289 800 | 779 400 | 679 608 |
| Paiements de transfert | 3 745 000 | 651 000 | 21,0 | 3 094 000 | 2 232 900 | 1 657 713 |
| Recouvrements d'autres ministères | (113 924 900) | 49 900 | (0,0) | (113 974 800) | (109 074 400) | (105 375 541) |
| **Total** | **27 588 300** | **2 137 400** | **8,4** | **25 450 900** | **24 411 000** | **23 925 191** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 1 129 300 |
| Programme de recours civils à l'égard d'activités illicites | 1 577 000 |
| Taxe de vente harmonisée - Transfert au ministère des Finances | (44 100) |
| Autre | (524 800) |
| **Total** | **2 137 400** |



CRÉDIT / POSTE : **304-2**
CRÉDIT : **SERVICES JURIDIQUES**
POSTE : **SERVICES JURIDIQUES**
TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

La Division des services juridiques (DSJ) appuie le rôle du procureur général à titre d'avocat en chef de la Couronne en offrant des conseils juridiques et des services d'assistance judiciaire d'expert qui sont :

- innovateurs et pratiques;
- cohérents et coordonnés;
- proactifs et opportuns.

La DSJ fait en sorte que les services juridiques offerts en matière de droit civil respectent les normes de qualité, d'intégrité et de professionnalisme les plus strictes. La Division est constituée du Bureau du sous-procureur général adjoint, des directions des services juridiques détachées (au sein des ministères dans l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario) et des directions des services juridiques généraux spécialisés en droit civil et constitutionnel.

## FONCTIONS

### Bureau du sous-procureur général adjoint (y compris l'Unité des portefeuilles, l'Unité de planification stratégique et la Direction des services de soutien aux services juridiques)

Le Bureau du sous-procureur général adjoint est chargé de l'administration et de la gestion des services et des conseils juridiques fournis aux ministères, organismes, conseils et commissions. Il fournit des directives sur la planification des services juridiques et l'élaboration de politiques, les communications, la planification stratégique et opérationnelle et celle des ressources, l'administration ainsi que l'évaluation et les normes des programmes. Le bureau coordonne également les besoins de la division en matière de stratégie, de finances, de ressources humaines, de technologie, de communication et de planification opérationnelle.

### Unité des portefeuilles

- Rendre compte au SPGA de la qualité et de l'efficacité générales des services juridiques qui sont offerts aux clients faisant partie de son portefeuille.
- Assurer la gestion quotidienne des questions juridiques importantes, y compris les questions interdivisionnaires et interministérielles.
- Jouer un rôle fondamental dans la gestion du renouvellement du personnel de la Direction.
- Assurer la réussite des initiatives de la Division.

**Unité de planification stratégique**

- Aider le SPGA à établir les buts, les objectifs et la planification de la Division.
- Superviser, à l'heure actuelle, divers comités qui abordent les principaux domaines de programmes de la Division : questions juridiques autochtones, diversité, participation des employés, gestion du savoir, forum des chefs de bureau, perfectionnement professionnel, formation et assurance de la qualité.
- Exécuter, à l'heure actuelle, le Programme de services flexibles d'avocats par le biais duquel des avocats fournissent un soutien juridique à un certain nombre de ministères dans l'ensemble de la Division, dans des domaines clés de la pratique tels que les poursuites, le droit des entreprises, le droit commercial, le droit des Autochtones et le droit public.
- Élaborer, concevoir, mettre en œuvre et coordonner le programme de perfectionnement professionnel de la DSJ, le Système de passeport-formation par niveau (SPFN), pour l'ensemble du personnel de la Division.
- Coordonner et (ou) mettre en œuvre divers projets, comme la directive d'amélioration des services de la FPO, le sondage sur la satisfaction de la clientèle du MPG ainsi que la collecte et l'examen des documents liés au litige sur le tabac.
- Offrir des services de bibliothèque juridique (services de recherche, de diffusion, de référence et de prêts interbibliothèques) aux employés du ministère.

**Direction des services de soutien aux services juridiques**

- Coordonner les besoins de la Division en matière de stratégie, de finances, de ressources humaines, de technologie, de communication et d'activités.
- Déterminer et coordonner les enjeux interdirectionnels d'ordre politique et opérationnel.
- Soutenir le portail de la Division et mettre au point et appuyer les solutions technologiques divisionnaires à l'échelle du ministère.

**Directions des services juridiques détachées**

- Offrir des services d'expert dans divers secteurs du droit, y compris ceux touchant les Autochtones, les entreprises, l'éducation, l'emploi, l'environnement, la famille, la santé, le logement, les richesses naturelles, la retraite, le maintien de l'ordre, la fiscalité, le commerce, le transport et autres.
- Offrir des conseils juridiques stratégiques aux ministères (et à certains organismes) au sein du gouvernement.
- Déterminer de façon proactive les enjeux et les tendances émergentes du droit, offrir des conseils concernant les meilleures mesures à prendre pour éviter les risques ou les réduire au minimum.

- Contribuer à l'élaboration et à la rédaction de lois et de textes subordonnés afin de mettre en œuvre les politiques gouvernementales et d'orienter les lois, les règlements et les décrets au cours du processus législatif.
- Offrir des services en matière de contentieux en vue de défendre les programmes et les intérêts du gouvernement devant les tribunaux et les tribunaux quasi judiciaires et intenter des poursuites dans les cas d'infractions réglementaires.

**Directions des services juridiques généraux**
**Bureau des avocats de la Couronne – Droit civil**

- Offrir des services d'expert en matière de contentieux civil devant toutes les instances relativement aux poursuites intentées contre la Couronne ou au nom de celle-ci, particulièrement en ce qui a trait aux causes qui revêtent une importance pour le gouvernement dans son ensemble.
- Offrir des services d'expert en matière de contentieux relativement aux révisions judiciaires et aux appels.
- Offrir des conseils et des avis juridiques centralisés concernant les questions intergouvernementales.
- Offrir des conseils d'expert sur la négociation et la rédaction de contrats, en misant sur une expertise particulière quant aux questions d'approvisionnement et de TI.
- Représenter les ministères dans le cadre d'enquêtes très médiatisées.
- Conduire les procédures relatives aux questions touchant les Autochtones et les Métis.
- Agir à titre de Direction des services juridiques en droit civil pour le ministère du Procureur général.

**Direction du droit constitutionnel**

- Offrir des conseils et une représentation juridiques au gouvernement de l'Ontario, notamment à tous les ministères, en ce qui a trait aux questions constitutionnelles, y compris celles touchant la *Charte canadienne des droits et libertés* et la séparation des pouvoirs entre les gouvernements fédéral et provinciaux.
- Élaborer des politiques en matière d'interprétation de la Constitution et offrir des conseils au gouvernement concernant la réforme de la Constitution et les initiatives concernant l'unité nationale.
- Examiner les litiges soulevant des questions d'ordre constitutionnel devant la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale et les tribunaux fédéraux à l'échelle du Canada ainsi que devant toutes les cours et tous les tribunaux de l'Ontario afin d'évaluer les intérêts du gouvernement de l'Ontario relativement à une intervention visant à faire part du point de vue de la province.

### Recours civil à l'égard d'activités illicites (RCAI)

- Mettre en œuvre la loi ontarienne sur les recours civils, qui met l'accent sur les produits et les instruments des activités illicites ainsi que sur les conducteurs ivres récidivistes, dans le cadre de la stratégie de justice organisée du gouvernement.
- Offrir des services d'expert concernant les recours civils en vue de mettre en œuvre la *Loi de 2001 sur les recours civils* et la *Loi de 2002 interdisant les gains tirés du récit d'actes criminels.*

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement | 2008-2009 Réalisation (Objectif) | 2009-2010 Réalisation (Objectif) | 2010-2011 Réalisation (Objectif) | 2011-2012 Objectif |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage des clients ministériels satisfaits des services offerts par la Division des services juridiques | 93,5 % (90 % ou plus) | 91,9 % (90 % ou plus) | 90,6 % (90 % ou plus) | 90 % ou plus |





CRÉDIT / POSTE : **304-3**

CRÉDIT : **SERVICES JURIDIQUES**

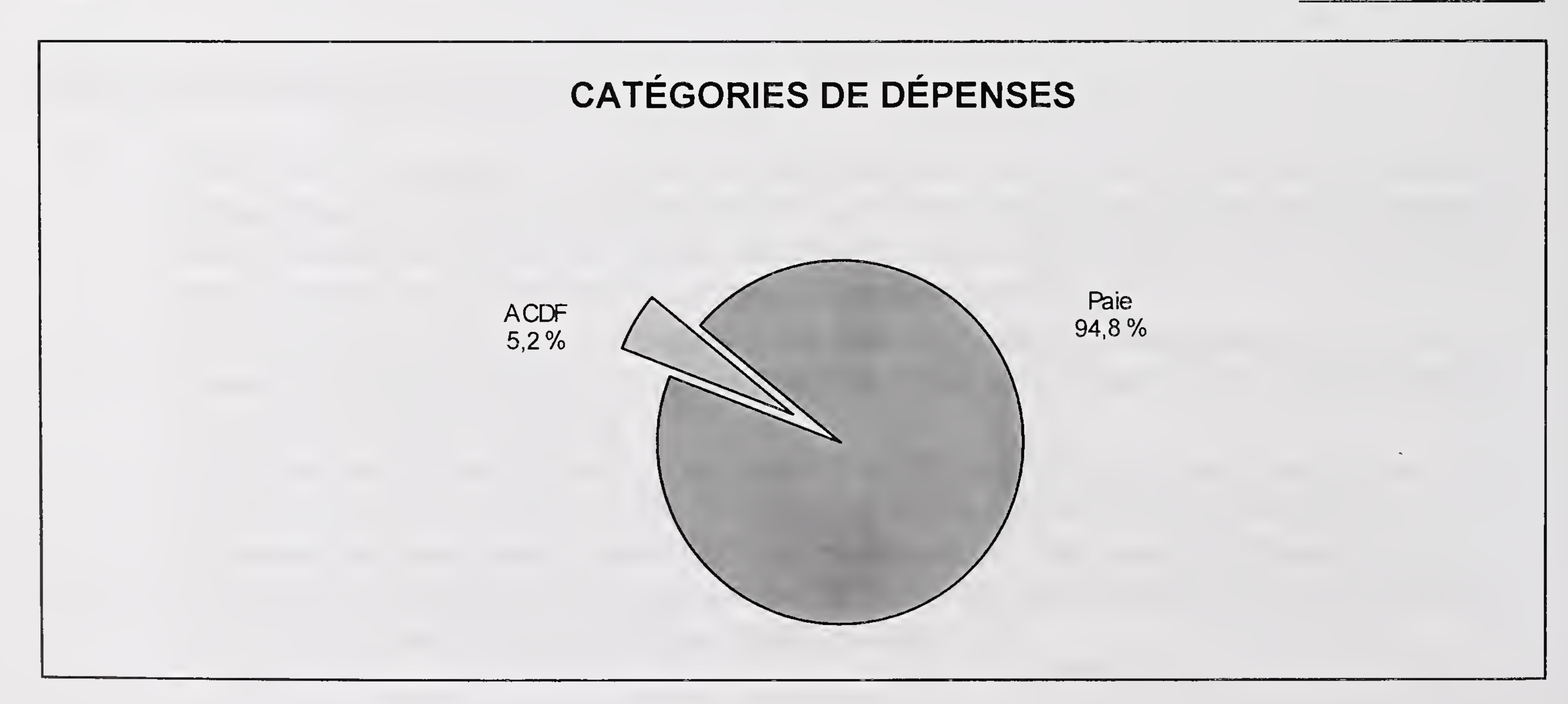
POSTE : **SERVICES DES CONSEILLERS LÉGISLATIFS**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 6 478 100 | 89 000 | 1,4 | 6 389 100 | 5 995 000 | 5 760 779 |
| Avantages sociaux | 650 500 | 10 600 | 1,7 | 639 900 | 770 000 | 760 835 |
| Transports et communications | 33 800 | - | - | 33 800 | 48 900 | 50 838 |
| Services | 198 800 | (10 700) | (5,1) | 209 500 | 423 600 | 383 786 |
| Fournitures et matériel | 55 000 | - | - | 55 000 | 62 000 | 61 834 |
| Recouvrements d'autres ministères | (1 864 000) | - | - | (1 864 000) | (1 940 000) | (2 296 789) |
| **Total** | **5 552 200** | **88 900** | **1,6** | **5 463 300** | **5 359 500** | **4 721 283** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 214 400 |
| Taxe de vente harmonisée - Transfert au ministère des Finances | (3 000) |
| Autre | (122 500) |
| **Total** | **88 900** |



| | |
|---|---|
| CRÉDIT / POSTE : | **304-3** |
| CRÉDIT : | **SERVICES JURIDIQUES** |
| POSTE : | **SERVICES DES CONSEILLERS LÉGISLATIFS** |
| TYPE : | **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** |

## DESCRIPTION DU POSTE

Les Services des conseillers législatifs offrent des services de rédaction et de traduction relativement aux projets de loi et aux règlements ainsi que des conseils concernant des questions d'ordre législatif. Ils offrent également des services de rédaction, de gestion de bases de données et de microédition reliés aux projets de loi, aux lois et aux règlements, en format papier et électronique.

## FONCTIONS

### Bureau des conseillers législatifs

- Rédiger toutes les motions et tous les projets de loi déposés devant l'Assemblée législative.
- Traduire toutes les motions et tous les projets de loi publics déposés devant l'Assemblée législative.
- Conseiller et aider le gouvernement, le Conseil des ministres, les ministères, les membres de l'Assemblée législative et les membres de comités relativement à des questions législatives.
- Rédiger tous les règlements.
- Traduire les règlements, au besoin.
- Assumer les responsabilités du registrateur des règlements.
- Offrir des services de rédaction concernant la publication de projets de loi, de lois et de règlements.
- Gérer et mettre à jour des bases de données relatives aux lois et aux règlements aux fins de prestation de services sur supports électroniques et papier.
- Offrir des services de microédition concernant les projets de loi, les règlements et les recueils annuels des lois.
- Superviser le site Web Lois-en-ligne et fournir des données législatives.
- Superviser l'impression des projets de loi et des règlements.
- Préparer et superviser l'impression du recueil annuel des lois.

## DONNÉES STATISTIQUES

| | Chiffres réels 2008 (janv. 2008 à déc. 2008) | Chiffres réels 2009 (janv. 2009 à déc. 2009) | Chiffres réels 2010 (janv. 2010 à déc. 2010) |
|---|---|---|---|
| Nombre de pages de projets de loi imprimées (y compris les réimpressions) | 2 022 | 4 369 | 3 290 |
| Nombre de pages du recueil annuel des lois | 570 | 1 406 | 1 158 |
| Nombre de dossiers créés concernant les projets de loi du gouvernement | 69 | 138 | 88 |
| Nombre de dossiers créés concernant les projets de loi privés | 22 | 16 | 16 |
| Nombre de dossiers créés concernant les projets de loi privés des membres de l'Assemblée législative | 138 | 100 | 188 |
| Nombre de dossiers créés concernant les règlements | 593 | 580 | 635 |
| Nombre de règlements déposés | 456 | 515 | 531 |
| Nombre de pages publiées dans la Gazette de l'Ontario | 1 610 | 2 152 | 2 290 |
| Lois-en-ligne – Nombre moyen de visiteurs par mois | 197 898 | 227 430 | 256 097 |

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement | Réalisation 2008-2009 (Objectif) | Réalisation 2009-2010 (Objectif) | Réalisation prévue 2010-2011 (Objectif) | Objectif 2011-2012 |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage de clients satisfaits des services de rédaction, de traduction et de conseil offerts par le Bureau des conseillers législatifs | 96,4 % (90 % ou plus) | 90 % (90 % ou plus) | 90 % (90 % ou plus) | 90 % ou plus |
| Affichage des sources de droit sur le site Web Lois-en-ligne dans un délai de deux jours ouvrables | 97 % (90 % ou plus) | 99 % (90 % ou plus) | 98,3 % (90 % ou plus) | 90 % ou plus |

CRÉDIT / POSTE : **304-16**

CRÉDIT : **SERVICES JURIDIQUES**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS – LOI SUR LES INSTANCES INTRODUITES CONTRE LA COURONNE**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations | 1 000 | - | - | 1 000 | 20 000 000 | 23 306 365 |
| **Total** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** | **20 000 000** | **23 306 365** |

CRÉDIT / POSTE : **304-4**

CRÉDIT : **SERVICES JURIDIQUES**

POSTE : **SERVICES JURIDIQUES – CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| **Total** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** | **1 000** | **-** |

CRÉDIT / POSTE : **304-18**

CRÉDIT : **SERVICES JURIDIQUES**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS – AMORTISSEMENT AU SENS DE LA *LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE***

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 $ | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 $ | % | Prévisions 2010-2011 $ | Chiffres réels provisoires 2010-2011 $ | Chiffres réels 2009-2010 $ |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres opérations - Amortissement | 47 500 | 30 800 | 184,4 | 16 700 | 4 400 | - |
| **Total** | **47 500** | **30 800** | **184,4** | **16 700** | **4 400** | **-** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Amortissement - Serveurs informatiques | 30 800 |
| **Total** | **30 800** |





CRÉDIT / POSTE : **304-5**

CRÉDIT : **SERVICES JURIDIQUES**

POSTE : **SERVICES JURIDIQUES – BIENS IMMOBILISÉS**

TYPE : **BIENS IMMOBILISÉS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 $ | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 $ | % | Prévisions 2010-2011 $ | Chiffres réels provisoires $ | Chiffres réels 2009-2010 $ |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Matériel de technologie de l'information | 161 000 | 12 500 | 8,4 | 148 500 | 35 000 | - |
| **Total** | **161 000** | **12 500** | **8,4** | **148 500** | **35 000** | **-** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Biens immobilisés - Serveurs informatiques | 12 500 |
| **Total** | **12 500** |

# CRÉDIT 305 : SERVICES AUX TRIBUNAUX

## CRÉDIT SERVICES AUX TRIBUNAUX

La Division des services aux tribunaux est chargée de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils et de la famille et de la Cour des petites créances de l'Ontario. Ces services se divisent en trois volets : l'administration des tribunaux, les services judiciaires et la construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires permettent d'offrir un soutien en ce qui a trait à la gestion efficace et efficiente du système de justice. La construction de tribunaux finance la construction de nouveaux tribunaux et les rénovations à grande échelle d'établissements judiciaires existants afin de soutenir un système de justice moderne, sécuritaire et accessible.

## FONCTIONNEMENT

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** | | | | | | |
| Administration de la justice | 257 429 300 | 4 678 200 | 1,9 | 252 751 100 | 252 472 200 | 249 036 493 |
| Services judiciaires | 153 082 600 | 3 431 700 | 2,3 | 149 650 900 | 149 988 600 | 147 826 991 |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 410 511 900 | **8 109 900** | **2,0** | 402 402 000 | 402 460 800 | 396 863 484 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges de fonctionnement** | **410 511 900** | **8 109 900** | **2,0** | **402 402 000** | **402 460 800** | **396 863 484** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** | | | | | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 4 700 000 | - | - | 4 700 000 | 7 133 000 | 6 525 162 |
| **Total - Crédits législatifs** | **4 700 000** | **-** | **-** | **4 700 000** | **7 133 000** | **6 525 162** |
| **Total - Charges de fonctionnement** | **415 211 900** | **8 109 900** | **2,0** | **407 102 000** | **409 593 800** | **403 388 646** |

# IMMOBILISATIONS

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| **CHARGES D'IMMOBILISATIONS** | | | | | | |
| Construction de tribunaux | 282 300 600 | 96 029 700 | 51,6 | 186 270 900 | 172 920 900 | 70 406 368 |
| Services aux tribunaux | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 282 301 600 | 96 029 700 | 51,6 | 186 271 900 | 172 921 900 | 70 406 368 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges d'immobilisations** | **282 301 600** | **96 029 700** | **51,6** | **186 271 900** | **172 921 900** | **70 406 368** |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** | | | | | | |
| Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | 552 000 | 367 000 | 198,4 | 185 000 | 30 300 | 257 |
| **Total - Charges d'immobilisations** | **282 853 600** | **96 396 700** | **51,7** | **186 456 900** | **172 952 200** | **70 406 625** |
| **BIENS IMMOBILISÉS** | | | | | | |
| Services aux tribunaux | 2 719 000 | 953 000 | 54,0 | 1 766 000 | 1 000 | 211 871 |
| **Total à voter - Biens immobilisés** | **2 719 000** | **953 000** | **54,0** | **1 766 000** | **1 000** | **211 871** |

## CATÉGORIES DE DÉPENSES

Autres opérations (Construction de tribunaux) 40,3 %

ACDF 9,7 %

Paiement de transfert - Fonctionnement 0,0 %

Autres opérations - Créances irrécouvrables 0,7 %

Parc automobile et flotte de bateaux 0,2 %

Matériel de technologie de l'information 0,2 %

Autres opérations - Immobilisations 0,1 %

Autres opérations - Charges d'immobilisations 0,0 %

Paie 48,9 %

## POSTES

Construction de tribunaux - Immobilisations 40,3 %

Services judiciaires 21,8 %

Crédit législatif - Créances irrécouvrables 0,7 %

Services aux tribunaux - Biens immobilisés 0,4 %

Crédit législatif - Amortissement 0,1 %

Services aux tribunaux - Charges d'immobilisations 0,0 %

Admnistration de la justice 36,7 %



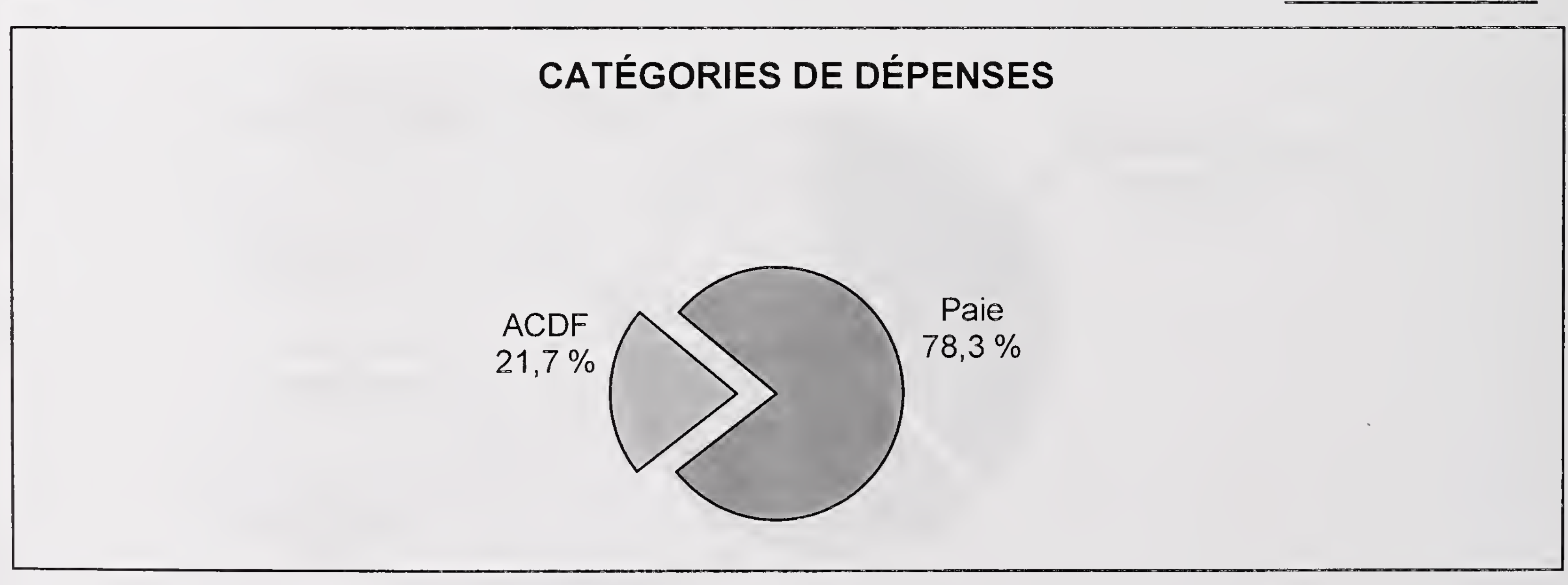


CRÉDIT / POSTE : **305-1**
CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**
POSTE : **ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**
TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 173 205 500 | 1 533 900 | 0,9 | 171 671 600 | 158 507 600 | 155 423 547 |
| Avantages sociaux | 28 418 900 | 789 400 | 2,9 | 27 629 500 | 27 327 300 | 26 615 373 |
| Transports et communications | 7 426 200 | - | - | 7 426 200 | 8 500 000 | 7 894 891 |
| Services | 41 987 600 | 8 354 900 | 24,8 | 33 632 700 | 56 236 600 | 50 952 200 |
| Fournitures et matériel | 6 392 100 | (6 000 000) | (48,4) | 12 392 100 | 7 615 200 | 8 464 357 |
| Recouvrements d'autres ministères | (1 000) | - | - | (1 000) | (5 714 500) | (313 875) |
| **Total** | **257 429 300** | **4 678 200** | **1,9** | **252 751 100** | **252 472 200** | **249 036 493** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 7 172 500 |
| Coûts des tribunaux fondés sur la demande | 2 500 000 |
| Économies directes sur les charges de fonctionnement | (7 384 100) |
| Autre | 2 389 800 |
| **Total** | **4 678 200** |



CRÉDIT / POSTE : **305-1**
CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**
POSTE : **ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**
TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

La Division des services aux tribunaux (DST) est responsable de l'administration des tribunaux. La Division a pour mission d'assurer des services aux tribunaux modernes et professionnels qui favorisent la prestation de services judiciaires accessibles, équitables, rapides et efficaces. La Division a les responsabilités suivantes :

- aider le public au cours du processus judiciaire en offrant de l'information et des services d'enregistrement au greffe des tribunaux et dans les centres d'information;
- maintenir les dossiers des tribunaux;
- fournir du soutien à la magistrature en salle d'audience;
- gérer le système de jury;
- offrir des programmes de médiation dans les affaires de droit civil et de droit de la famille;
- exécuter les ordonnances du tribunal;
- gérer la nomination des juges et autres fonctionnaires;
- fournir des renseignements sur la gestion, y compris des statistiques concernant les activités des tribunaux;
- élaborer et mettre en œuvre les plans axés sur les résultats et les plans financiers de la Division;
- élaborer des initiatives stratégiques concernant le fonctionnement et les mesures législatives afin d'améliorer la prestation des services aux tribunaux.

Le sous-procureur général adjoint (SPGA) de la Division des services aux tribunaux a la responsabilité globale de l'administration des tribunaux de l'Ontario et, par conséquent, d'assurer la liaison avec la magistrature. La Division des services aux tribunaux collabore étroitement avec la magistrature, qui est seule responsable de la mise au rôle des causes et du déroulement des instances au sein des tribunaux.

Le fonctionnement des tribunaux en Ontario constitue une activité à volume élevé :

- des services aux tribunaux sont offerts dans 172 établissements à l'échelle de la province;
- plus de 4 000 employés des tribunaux assurent la prestation des services judiciaires;
- chaque année, les tribunaux de l'Ontario sont saisis de plus de 150 000 affaires civiles, d'environ 87 000 affaires familiales et de 300 000 affaires criminelles.

## Bureau principal de la Division des services aux tribunaux

Il abrite les cinq directions ministérielles de la Division :

- la Direction du soutien à la Division.
- la Direction de la planification interne.
- la Direction des politiques et des programmes relatifs à la *Loi sur les infractions provinciales* et au droit criminel.
- la Direction des politiques et des programmes en matière de droit civil.
- la Direction des politiques et des programmes en matière de droit de la famille.

## Direction du soutien à la Division

- Soutenir la planification et les prévisions financières.
- Soutenir la mise en œuvre des plans de la Division en ce qui a trait aux palais de justice.
- Diriger la planification de la gestion des situations d'urgence au sein de la Division.
- Assurer la liaison avec la Division de la gestion des services ministériels afin de répondre au besoin de satisfaire aux exigences des organismes centraux.
- Coordonner la gestion des questions relatives à la Division et les communications destinées au public.
- Soutenir la planification stratégique et l'élaboration de mesures de rendement et d'autres outils de responsabilisation.
- Élaborer pour la Division des politiques et des pratiques exemplaires visant à soutenir le recrutement, le maintien en poste, l'apprentissage et le perfectionnement du personnel.
- Offrir de la formation et collaborer avec les collèges communautaires et d'autres ministères afin d'élaborer des programmes de formation et de former une main-d'œuvre professionnelle compétente pour l'avenir.

## Direction de la planification interne

- Élaborer une politique opérationnelle concernant les questions qui chevauchent les domaines de pratique (p. ex., les services de sténographie judiciaire et d'interprétation et les services en français);
- Au besoin, gérer des projets spéciaux, comme les suivants :
    - la sécurité des palais de justice;
    - le programme des interprètes judiciaires;
    - l'examen des services de sténographie judiciaire.

## Direction des politiques et des programmes relatifs à la *Loi sur les infractions provinciales* et au droit criminel

- Offrir aux employés des tribunaux criminels du soutien concernant les programmes et les politiques.
- Élaborer et mettre en œuvre les initiatives en matière de législation, de réglementation et d'administration visant à améliorer la prestation des services aux tribunaux dans les tribunaux saisis des affaires criminelles et des affaires introduites en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*.
- Appuyer les initiatives de la Division du droit criminel.
- Soutenir les politiques et les activités des partenaires municipaux et superviser la prestation des services aux tribunaux par ces derniers relativement aux affaires introduites en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*.
- Offrir du soutien et des conseils juridiques aux cadres supérieurs en ce qui a trait aux affaires criminelles, aux affaires introduites en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* et aux questions touchant le secteur interprofessionnel.
- Assurer la liaison avec les Cabinets des juges en chef en ce qui a trait aux questions de politique opérationnelle concernant les affaires criminelles et les affaires introduites en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* et les questions touchant le secteur interprofessionnel.
- Soutenir les nominations juridiques et judiciaires et les commissions sur la rémunération des membres de la magistrature.
- Offrir des services de bibliothèque juridique.
- Fournir des renseignements sur la gestion, y compris des statistiques concernant les activités des tribunaux.
- Offrir des services de recherche.

## Direction des politiques et des programmes en matière de droit civil

- Offrir du soutien concernant les programmes et les politiques aux employés des tribunaux civils et de la Cour des petites créances et à ceux qui sont chargés de l'application de la loi.
- Élaborer, mettre en œuvre et gérer une vaste gamme d'initiatives d'ordre législatif, réglementaire et administratif visant à réduire les coûts et les délais du système de justice civile et à améliorer le fonctionnement des tribunaux civils (p. ex., gestion des causes, médiation obligatoire, règles de procédure simplifiées, Cour des petites créances, augmentation des frais judiciaires et dispenses de frais).
- Assurer la liaison avec le Cabinet du juge en chef de la Cour supérieure de justice sur les questions de justice civile.
- Offrir du soutien et des conseils juridiques aux cadres supérieurs en ce qui a trait aux affaires civiles.

- Siéger aux Comités des règles en matière civile auprès de la magistrature et des membres du barreau du secteur privé et gérer les nominations par le gouvernement à ce comité.
- Au besoin, gérer des projets spéciaux, comme les suivants :
    - la mise en œuvre des recommandations du Projet de réforme du système de justice civile (comprenant des initiatives législatives, réglementaires et administratives);
    - l'élaboration de l'« assistant aux formulaires » pour les parties à un litige non représentées par un avocat devant la Cour des petites créances.

**Direction des politiques et des programmes en matière de droit de la famille**

- Au besoin, gérer des projets spéciaux, comme les suivants, et y participer :
    - amélioration des procédures du droit de la famille;
    - création de l'« assistant aux formulaires » pour les parties à un litige non représentées par un avocat;
    - mise en œuvre de la Réforme du droit de la famille.
- Offrir aux employés de la Cour de la famille du soutien concernant les programmes et les politiques.
- Élaborer, analyser et gérer les initiatives d'ordre réglementaire et administratif qui permettent de promouvoir l'accès à la justice, le règlement rapide des causes et le fonctionnement rentable des tribunaux responsables des affaires familiales (p. ex., les Centres d'information sur le droit de la famille, les services de médiation familiale et d'information, les règles en matière de droit de la famille et les initiatives reliées à la violence conjugale).
- Collaborer avec la magistrature et les partenaires du secteur de la justice en vue de comprendre le cheminement des causes et faire le suivi du nombre de causes en attente dans les domaines de la protection de la famille et de l'enfance.
- Siéger aux Comités fédéraux-provinciaux-territoriaux sur le droit de la famille.
- Négocier et vérifier les contributions financières du gouvernement fédéral relatives au système de justice familiale.
- Siéger au Comité des règles en matière de droit de la famille auprès de la magistrature et des membres du barreau du secteur privé et gérer les nominations par le gouvernement à ce comité.
- Appuyer la planification de l'accessibilité au sein de la Division et du ministère.

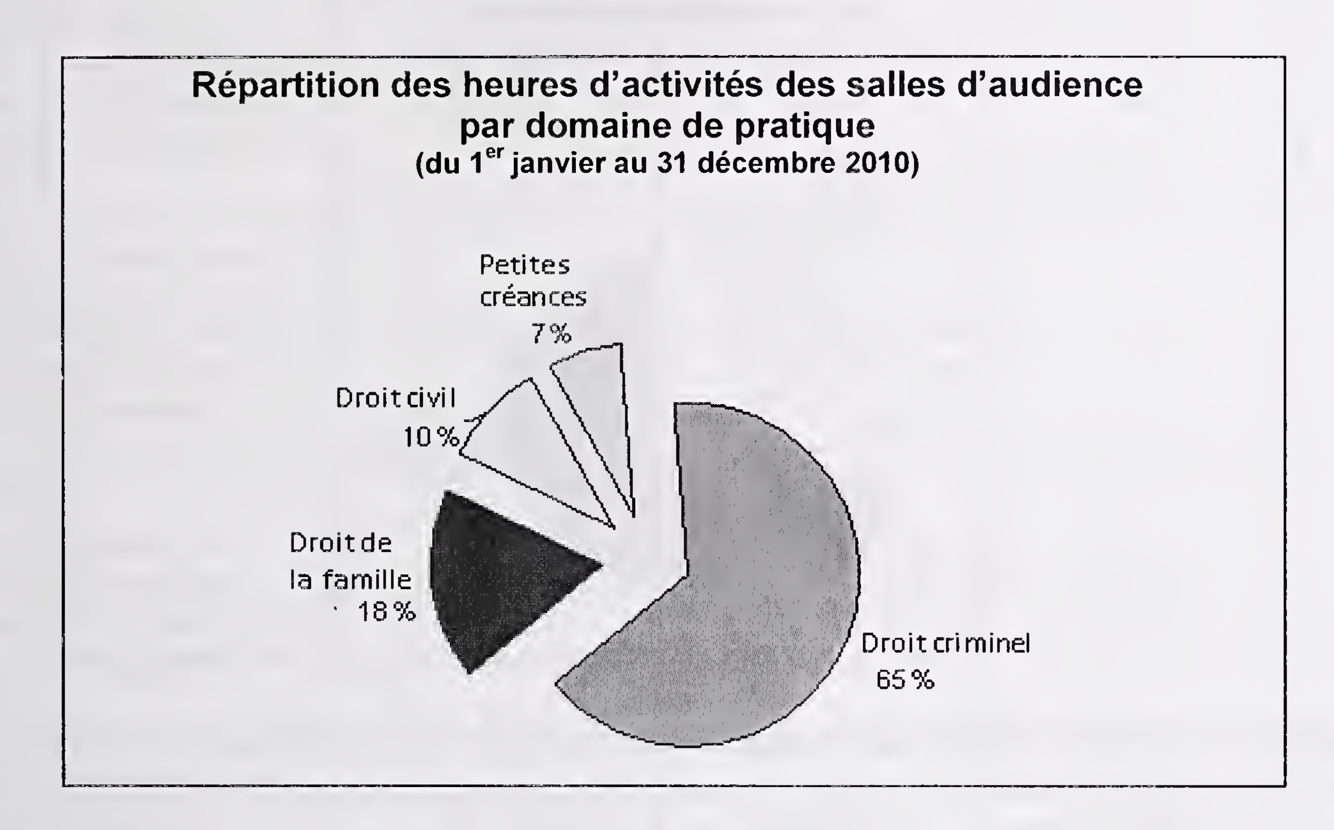




## DONNÉES STATISTIQUES

### Heures d'activité des tribunaux

Le tableau suivant présente la distribution des heures d'activité des tribunaux par domaine d'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2010 (CJO et CSJ). Les heures d'activité des tribunaux criminels représentent 65 % du total des heures d'activité des tribunaux.

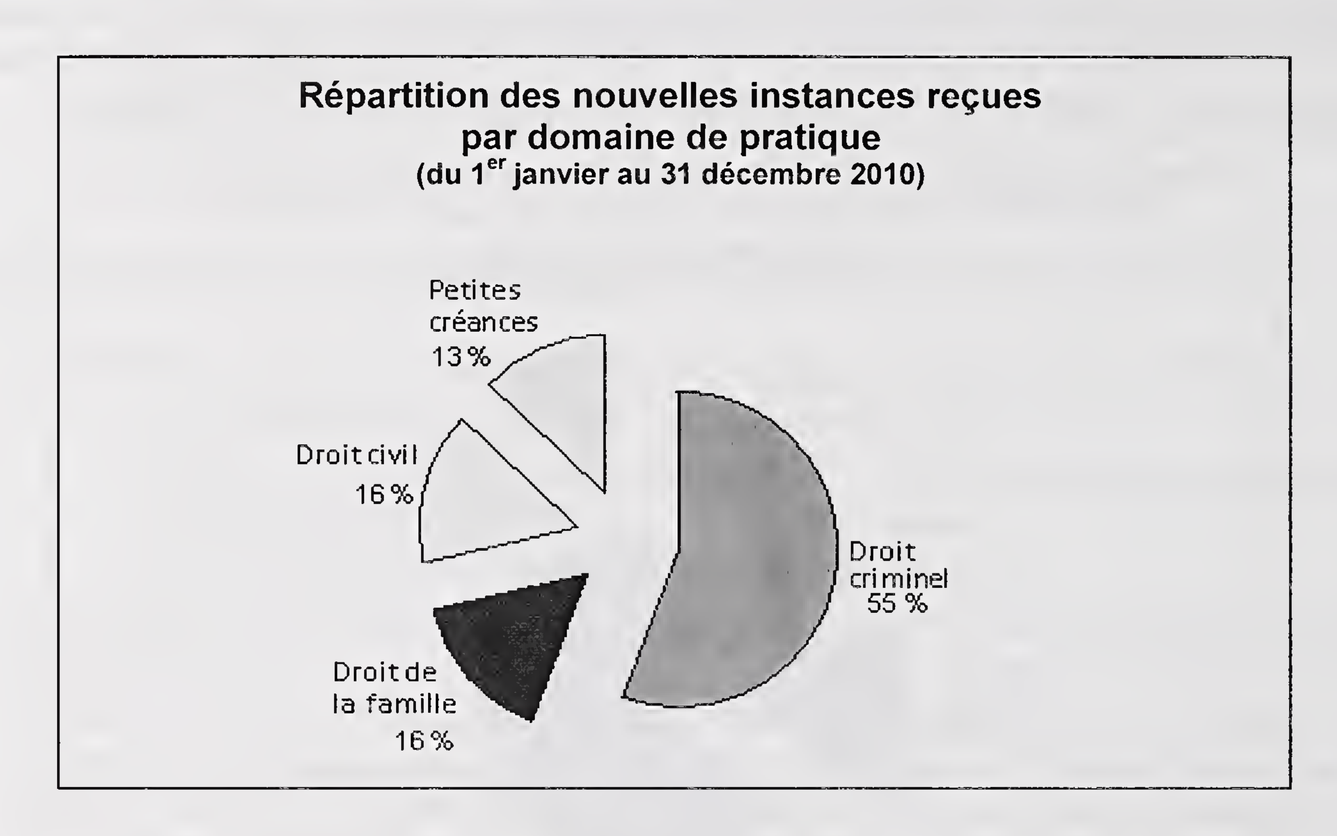






## Nouvelles instances

Le tableau suivant présente le nombre de nouvelles instances par domaine d'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2010 (CJO et CSJ). Les nouvelles instances criminelles représentent 55 % de toutes les nouvelles instances.




Les instances criminelles introduites devant la Cour de justice de l'Ontario sont le résultat d'accusations criminelles contre des personnes. Plusieurs accusations peuvent être portées contre une personne relativement à une seule « cause ». Il y a en moyenne environ deux accusations portées pour chaque cause. Aux fins de calcul du pourcentage de nouvelles causes introduites devant un tribunal criminel, le nombre de causes criminelles entendues par la Cour de justice de l'Ontario a été divisé par deux. Les données concernant les instances criminelles introduites devant la Cour supérieure de justice sont recueillies en fonction des mises en accusation.

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement | Réalisation 2008-2009 (Objectif) | Réalisation 2009-2010 (Objectif) | Réalisation prévue 20010-2011 (Objectif) | Objectif 2011-2012 |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage de clients des tribunaux civils ayant une seule présentation, dont le temps d'attente maximal au greffe est de 20 minutes* | 93,2 % (90 %) | 89,5 % (90 %) | s.o. | s.o. |
| Pourcentage de clients de la Cour des petites créances ayant une seule présentation, dont le temps d'attente maximal au greffe est de 20 minutes* | 97,1 % (90 %) | 92,3 % (90 %) | s.o. | s.o. |
| **Nouvelle mesure** Pourcentage de clients des tribunaux ayant une seule présentation, dont le temps d'attente maximal au greffe est de 30 minutes | → | → | 89,5 % (90 %) | 90 % |
| Pourcentage de causes ayant fait l'objet d'une médiation familiale qui ont été réglées partiellement ou complètement | 80,9 % (75 %) | 81,0 % (75 %) | 79,6 % (76 %) | 76 % |
| Pourcentage des clients du Centre d'information sur le droit de la famille satisfaits des services reçus | 97,1 % (90 %) | 98,4 % (90 %) | 79,8 % (nouvelles catégories de sondage utilisées) (90 %) | 90 % |
| Pourcentage des clients des services de médiation familiale satisfaits des services reçus | 96,9 % (90 %) | 98,3 % (90 %) | 94,8 % (90 %) | 90 % |
| Pourcentage de clients ayant assisté à une séance d'information à l'intention des parents qui ont été satisfaits de ces séances | 98,5 % (90 %) | 98,9 % (90 %) | 94,4 % (90 %) | 90 % |

| Mesures de rendement | Réalisation 2008-2009 (Objectif) | Réalisation 2009-2010 (Objectif) | Réalisation prévue 20010-2011 (Objectif) | Objectif 2011-2012 |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage de clients de la Cour des petites créances dont les jugements par défaut ont été rendus dans les 5 jours ouvrables, à partir du moment où la réquisition de jugement par défaut a été déposée et que l'opinion d'un juge, s'il y a lieu, a été obtenue. | 87,7 % (90 %) | 92,3 % (90 %) | 85,5 % (90 %) | 90 % |
| Pourcentage de clients des tribunaux civils dont les jugements par défaut ont été rendus dans les 5 jours ouvrables, à partir du moment où la réquisition de jugement par défaut a été déposée et que l'opinion d'un juge, s'il y a lieu, a été obtenue. | 90 % (90 %) | 89,4 % (90 %) | 95,4 % (90 %) | 90 % |
| Pourcentage des clients de tribunaux civils dont les certificats de nomination à titre de fiduciaire de la succession ont été émis dans les 15 jours ouvrables, à partir du moment où le dossier complet de requête a été déposé et que l'opinion d'un juge, s'il y a lieu, a été obtenue. | 90 % (90 %) | 94 % (90 %) | 95,1 % (90 %) | 90 % |
| Pourcentage de clients satisfaits du service du greffe** | 87 % (85 %) | 87 % (85 %) | s.o. (85 %) | 85 % |

* Veuillez noter que, pour la période 2010-2011, le temps d'attente au greffe est passé à 30 minutes pour l'ensemble des secteurs d'activités afin de respecter les normes de services au public; par conséquent, ces mêmes mesures de rendement, mais à l'égard des tribunaux de la famille ou de la Cour des petites créances, ont été retirées, et le temps d'attente au greffe pour ces derniers est également passé de 20 à 30 minutes.

** Note – Les résultats du sondage 2010 ne sont pas fondés sur un échantillonnage représentatif des clients des tribunaux; la méthodologie employée pour la réalisation du sondage 2011, quant à elle, remédie à ceci, et s'appuie sur un échantillonnage au hasard.





CRÉDIT / POSTE : **305-2**

CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**

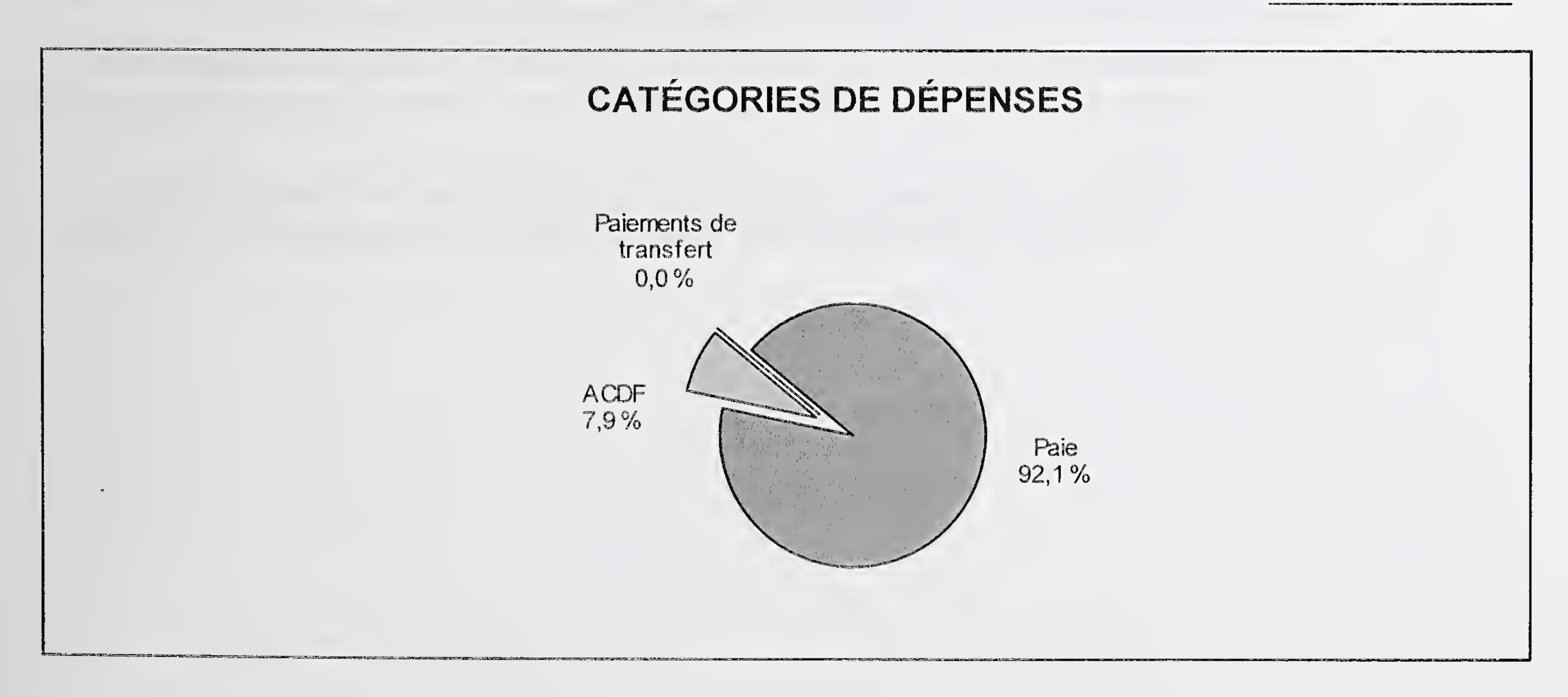
POSTE : **SERVICES JUDICIAIRES**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 130 737 900 | 8 179 600 | 6,7 | 122 558 300 | 125 380 000 | 123 388 419 |
| Avantages sociaux | 10 311 600 | (4 680 200) | (31,2) | 14 991 800 | 9 546 700 | 9 502 594 |
| Transports et communications | 4 439 900 | - | - | 4 439 900 | 3 292 500 | 3 487 156 |
| Services | 6 891 500 | (67 700) | (1,0) | 6 959 200 | 10 907 700 | 10 468 583 |
| Fournitures et matériel | 700 700 | - | - | 700 700 | 629 700 | 748 288 |
| Paiements de transfert | 1 000 | - | - | 1 000 | 232 000 | 231 951 |
| **Total** | **153 082 600** | **3 431 700** | **2,3** | **149 650 900** | **149 988 600** | **147 826 991** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Rémunération des juges | 3 499 400 |
| Taxe de vente harmonisée - Transfert au ministère des Finances | (67 700) |
| **Total** | **3 431 700** |



CRÉDIT / POSTE : **305-2**
CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**
POSTE : **SERVICES JUDICIAIRES**
TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

Les Services judiciaires :

- conduisent des instances criminelles, civiles et familiales dans tous les tribunaux de l'Ontario;
- gèrent les bureaux du juge en chef de l'Ontario, du juge en chef de la Cour supérieure de justice et du juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario;
- gèrent les traitements et les avantages sociaux des membres de la magistrature nommés par la province, y compris les juges de la Cour de justice de l'Ontario, les juges de paix, les protonotaires, les protonotaires responsables de la gestion des causes et les juges suppléants de la Cour des petites créances.

## FONCTIONS

- Fournir des services de recherches juridiques et d'éducation à la magistrature.
- Répartir les juges à travers la province.
- Gérer les ressources attribuées à la Cour de justice de l'Ontario en vertu d'un protocole d'entente conclu entre le procureur général et le juge en chef.
- Offrir du soutien administratif au bureau du juge en chef de la Cour supérieure de justice conformément au protocole d'entente intervenu entre le procureur général et le juge en chef.
- Gérer les plaintes concernant les juges et les juges de paix par l'entremise du Conseil d'évaluation des juges de paix et du Conseil de la magistrature de l'Ontario.





CRÉDIT / POSTE : **305-19**

CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS - CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES AU SENS DE LA *LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE***

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations - Créances irrécouvrables | 4 700 000 | - | - | 4 700 000 | 7 133 000 | 6 525 162 |
| **Total** | **4 700 000** | **-** | **-** | **4 700 000** | **7 133 000** | **6 525 162** |

CRÉDIT / POSTE : **305-3**

CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**

POSTE : **CONSTRUCTION DES TRIBUNAUX**

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Paiements de transfert | - | (45 000) | (100,0) | 45 000 | 45 000 | - |
| **Autres opérations** | | | | | | |
| Investissements dans les immobilisations | 23 869 500 | (17 783 700) | (42,7) | 41 653 200 | 28 303 200 | 27 351 244 |
| Grands projets d'infrastructure | 244 009 100 | 113 963 800 | 87,6 | 130 045 300 | 130 045 300 | 38 661 400 |
| Grands projets d'infrastructure - Paiements | 14 422 000 | (105 400) | (0,7) | 14 527 400 | 14 527 400 | 4 393 724 |
| **Total** | **282 300 600** | **96 029 700** | **51,6** | **186 270 900** | **172 920 900** | **70 406 368** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | |
|---|---|
| Investissements dans les immobilisations | 23 869 500 |
| Grands projets d'infrastructure | 244 009 100 |
| Grands projets d'infrastructure - Paiements | 14 422 000 |
| **Total** | 282 300 600 |

CRÉDIT / POSTE : **305-3**

CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**

POSTE : **CONSTRUCTION DES TRIBUNAUX**

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

## DESCRIPTION DU POSTE

Le programme de construction de tribunaux comprend la planification, la conception et la construction de nouveaux palais de justice au moyen du modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement. Le programme de construction de tribunaux de l'Ontario appuie un système de justice qui est moderne, sécuritaire et accessible.

Le Bureau des projets de diversification des modes de financement et d'approvisionnement pour les tribunaux, de la Division de la gestion des services ministériels, est chargé de la planification, du contrôle financier et de la mise en œuvre du programme de construction des tribunaux.

Le ministère travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'Infrastructure (MINF) afin d'obtenir un financement pluriannuel en vue de répondre à ses besoins en matière d'infrastructure et collabore avec Infrastructure Ontario (IO) et la Société immobilière de l'Ontario (SIO) relativement à la mise en œuvre de ces projets. Le MINF et le ministère travaillent ensemble afin de déterminer les régions de la province ayant les besoins les plus importants en ce qui a trait à l'investissement dans l'infrastructure. La SIO est chargée de la gestion du processus d'acquisition des emplacements, tandis qu'IO appuie les étapes de l'approvisionnement, de la conception et de la construction des projets de DMFA.

Les travaux de construction du premier projet de DMFA pour le Palais de justice de la région de Durham se sont achevés en novembre 2009. Le Palais était entièrement fonctionnel au printemps 2010.

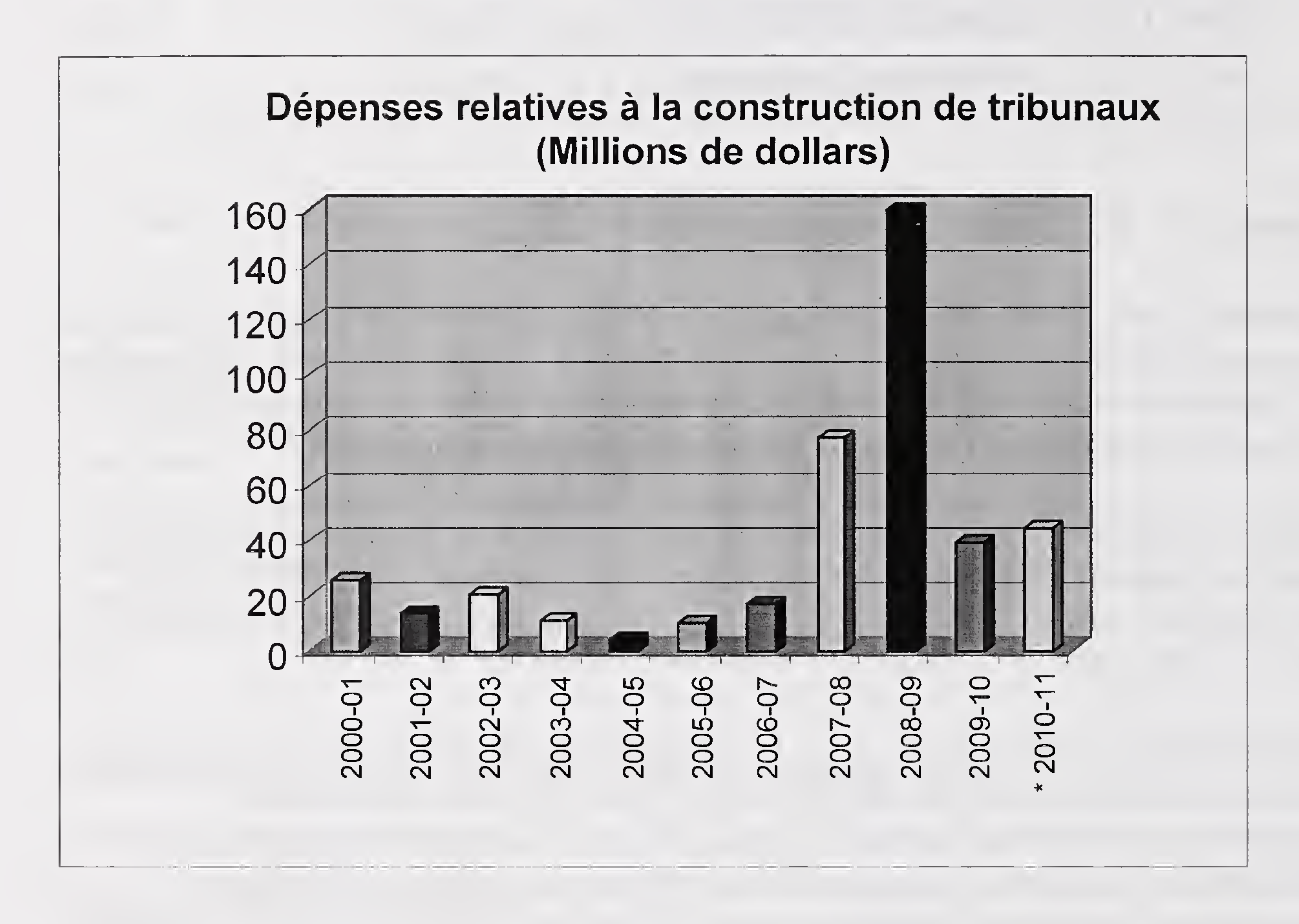
Les initiatives financées grâce au programme de construction des tribunaux en 2011-2012 comprennent les suivantes :

- Continuer la construction du Waterloo Regional Consolidated Courthouse et du Thunder Bay Consolidated Courthouse;
- Commencer la construction du Quinte Consolidated Courthouse et du St. Thomas Consolidated Courthouse.

Le ministère continue à faire d'importants progrès concernant l'ensemble de ces projets.

## DONNÉES STATISTIQUES

Le tableau suivant met en évidence les dépenses relatives à la construction de tribunaux au cours des onze dernières années.




* Selon le décret de fin d'année 2010-2011 du Conseil du Trésor.

Le tableau ci-dessus présente les fluctuations du crédit / poste Construction de tribunaux du ministère au cours des dernières années. Veuillez noter que la hausse importante des dépenses en 2008-2009 correspond à une partie importante de la valeur de la construction du Palais de justice de Durham.

CRÉDIT / POSTE : **305-4**

CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**

POSTE : **SERVICES AUX TRIBUNAUX – CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| **Total** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** | **1 000** | **-** |

CRÉDIT / POSTE : **305-18**

CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS – AMORTISSEMENT AU SENS DE LA *LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE***

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations - Amortissement | 553 000 | 367 000 | 197,3 | 186 000 | 30 300 | 257 |
| Recouvrements d'autres ministères | (1 000) | - | - | (1 000) | - | - |
| **Total** | **552 000** | **367 000** | **198,4** | **185 000** | **30 300** | **257** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Charges d'amortissement - Parc automobile | 203 000 |
| Charges d'amortissement - Serveurs informatiques | 164 000 |
| | **367 000** |

CRÉDIT / POSTE : **305-5**
CRÉDIT : **SERVICES AUX TRIBUNAUX**
POSTE : **SERVICES AUX TRIBUNAUX – BIENS IMMOBILISÉS**
TYPE : **BIENS IMMOBILISÉS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Matériel de technologie de l'information | 1 140 000 | 640 000 | 128,0 | 500 000 | 1 000 | - |
| Parc automobile et flotte de bateaux | 1 579 000 | 313 000 | 24,7 | 1 266 000 | - | 211 871 |
| **Total** | **2 719 000** | **953 000** | **54,0** | **1 766 000** | **1 000** | **211 871** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Biens immobilisés - Serveurs informatiques | 640 000 |
| Biens immobilisés - Parc automobile | 313 000 |
| **Total** | 953 000 |

## CATÉGORIES DE DÉPENSES

Parc automobile et flotte de bateaux 58,1 %

Matériel de technologie de l'information 41,9 %

# CRÉDIT 306 : SERVICES AUX VICTIMES

## CRÉDIT SERVICES AUX VICTIMES

Le Secrétariat ontarien des services aux victimes (SOSV) fournit un soutien direct, de l'information et de l'orientation aux victimes et aux témoins d'un crime faisant l'objet d'une poursuite pénale. De plus, il finance les organismes communautaires bénéficiant de paiements de transfert afin d'offrir une vaste gamme de services, dont les suivants : des services d'orientation et d'aide immédiate, des services d'aide aux victimes d'agression sexuelle, des programmes d'aide aux enfants témoins, des programmes de thérapie comportementale qui permettent d'offrir des conseils aux personnes ayant agressé leurs partenaires et des services de planification de la sécurité pour les personnes susceptibles d'être victimes de violence.

Le Secrétariat collabore avec d'autres divisions du ministère, d'autres ministères et des organismes communautaires qui s'assurent que les services aux victimes sont efficaces et coordonnés et qu'ils répondent aux différents besoins des victimes en Ontario.

Le Secrétariat est responsable des relations du ministère avec la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels et l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, surveille le Fonds de la justice pour les victimes et prépare des rapports sur celui-ci.

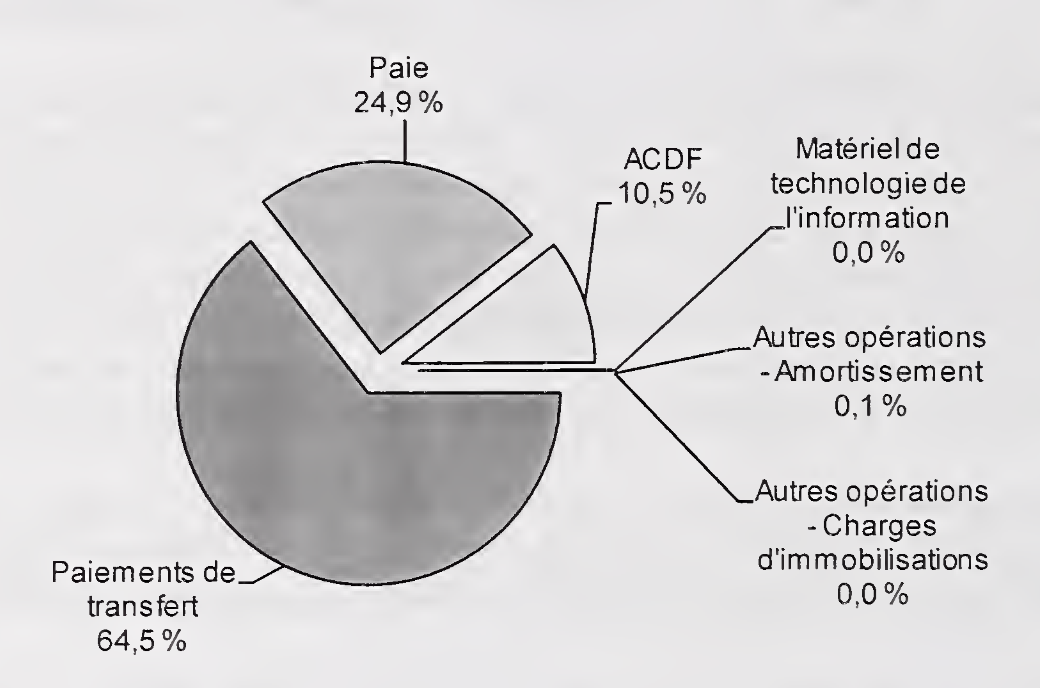
## FONCTIONNEMENT

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| Gestion du programme des services aux victimes | 60 870 100 | 5 022 600 | 9,0 | 55 847 500 | 52 522 500 | 51 650 004 |
| Aide aux victimes et aux témoins | 20 848 000 | 156 200 | 0,8 | 20 691 800 | 20 369 500 | 20 006 900 |
| Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels | 36 854 600 | (6 652 600) | (15,3) | 43 507 200 | 25 575 300 | 28 322 137 |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 118 572 700 | **(1 473 800)** | **(1,2)** | 120 046 500 | 98 467 300 | 99 979 041 |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges de fonctionnement** | **118 572 700** | **(1 473 800)** | **(1,2)** | **120 046 500** | **98 467 300** | **99 979 041** |

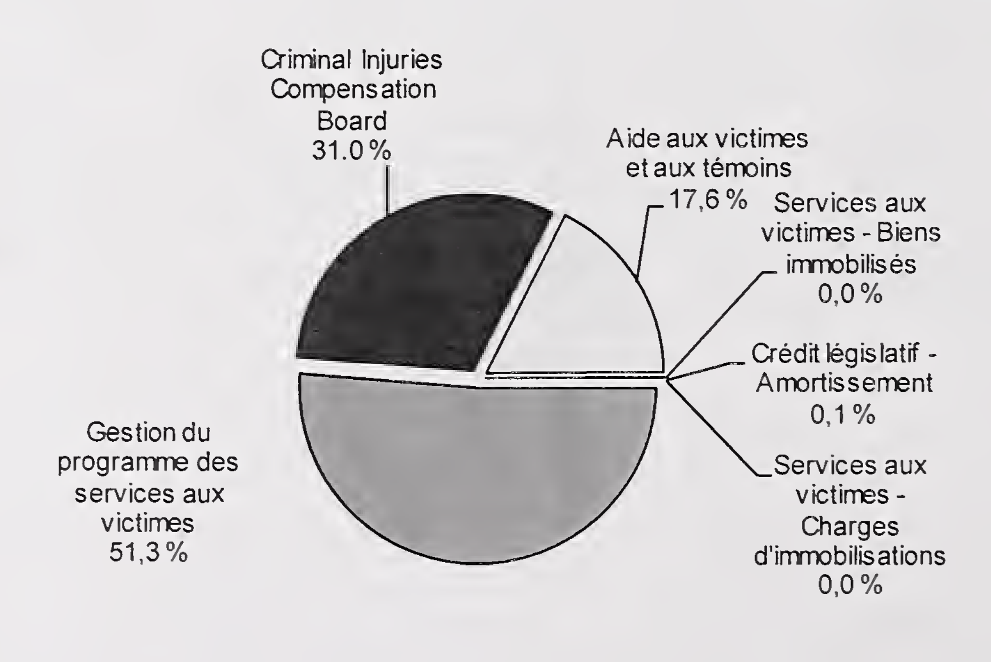
## IMMOBILISATIONS

| Description du poste | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| **CHARGES D'IMMOBILISATIONS** | | | | | | |
| Services aux victimes | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| | | - | - | | | |
| Total, y compris les mandats spéciaux | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| Moins : Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Total à voter - Charges d'immobilisations** | **1 000** | - | - | **1 000** | **1 000** | - |
| Mandats spéciaux | - | - | - | - | - | - |
| **Crédits législatifs :** | | | | | | |
| Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | 69 200 | 36 100 | 109,1 | 33 100 | 1 400 | - |
| **Total - Charges d'immobilisations** | **70 200** | **36 100** | **105,9** | **34 100** | **2 400** | - |
| **BIENS IMMOBILISÉS** | | | | | | |
| Services aux victimes | 28 000 | (303 000) | (91,5) | 331 000 | 12 500 | - |
| **Total à voter - Biens immobilisés** | **28 000** | **(303 000)** | **(91,5)** | **331 000** | **12 500** | - |

## CATÉGORIES DE DÉPENSES




## POSTES



CRÉDIT / POSTE : **306-1**

CRÉDIT : **SERVICES AUX VICTIMES**

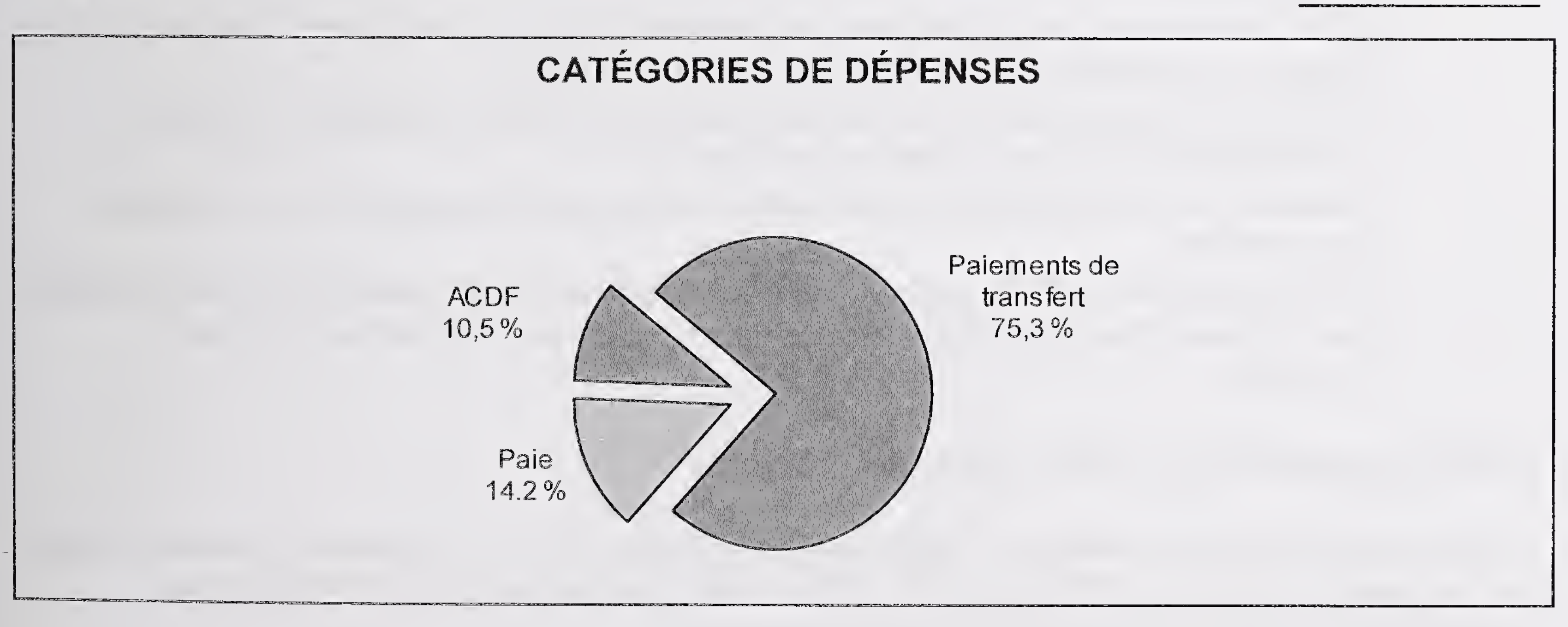
POSTE : **GESTION DU PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 7 560 100 | 68 500 | 0,9 | 7 491 600 | 6 895 800 | 7 059 299 |
| Avantages sociaux | 1 050 000 | 3 800 | 0,4 | 1 046 200 | 907 400 | 957 695 |
| Transports et communications | 836 500 | - | - | 836 500 | 567 100 | 499 486 |
| Services | 5 298 200 | 124 100 | 2,4 | 5 174 100 | 4 356 500 | 4 115 024 |
| Fournitures et matériel | 279 600 | - | - | 279 600 | 90 700 | 124 809 |
| Paiements de transfert | 45 845 700 | 4 826 200 | 11,8 | 41 019 500 | 39 705 000 | 38 893 691 |
| **Total** | **60 870 100** | **5 022 600** | **9,0** | **55 847 500** | **52 522 500** | **51 650 004** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 225 900 |
| Nouveaux programmes aux victimes (traite de personnes, soutien dans le contexte de la Cour de la famille, services au› | 4 613 600 |
| Taxe de vente harmonisée - Transfert au ministère des Finances | (15 100) |
| Autre | 198 200 |
| **Total** | **5 022 600** |



CRÉDIT / POSTE : **306-1**

CRÉDIT : **SERVICES AUX VICTIMES**

POSTE : **GESTION DU PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

Ce poste englobe l'ensemble des travaux du Secrétariat, à l'exception du Programme d'aide aux victimes et aux témoins et de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, qui sont traités dans d'autres crédits et postes.

## FONCTIONS

- Élaborer des politiques de programmes et des initiatives opérationnelles en vue d'améliorer la prestation de services aux victimes et de satisfaire aux besoins urgents.
- Évaluer et surveiller les services existants.
- Accroître la coordination des services aux victimes à l'échelle de la province.
- Offrir du financement aux organismes communautaires afin de fournir du soutien et des services aux victimes, conformément à un cadre défini de responsabilisation en matière de paiements de transfert.
- Offrir à l'échelle de la province un système automatisé de communication de renseignements, grâce à la Ligne d'aide aux victimes.
- Contrôler et prévoir les revenus du Fonds de la justice pour les victimes (FJV) et en faire rapport.
- Offrir des services de formation et de sensibilisation aux employés du secteur de la justice, aux fournisseurs de services communautaires.
- Offrir au Secrétariat des services divisionnels de contrôle financier, de soutien administratif et de gestion des ressources.
- Travailler en collaboration avec d'autres ministères afin de répondre aux besoins des victimes.
- Offrir du soutien et de la supervision administrative à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels et à l'Office des affaires des victimes d'actes criminels.

### Office des affaires des victimes d'actes criminels

L'Office des affaires des victimes d'actes criminels (OAVAC) est un organisme consultatif créé en vertu de la *Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels* afin d'offrir des conseils au procureur général concernant ce qui suit :

- les façons de faire en sorte que les principes énoncés dans la *Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels* sont respectés;
- l'élaboration, la mise en œuvre et la mise à jour des normes provinciales relatives aux services aux victimes d'un acte criminel;
- l'utilisation du Fonds de la justice pour les victimes afin d'offrir des services aux victimes d'acte criminel et d'améliorer ces services;
- la recherche et la sensibilisation concernant le traitement des victimes d'acte criminel et les façons de prévenir de nouvelles victimisations;
- les questions d'ordre législatif et les politiques concernant le traitement des victimes d'acte criminel et la prévention de nouvelles victimisations.

L'OAVAC se compose d'un président, d'un vice-président et de sept membres, tous à temps partiel, chacun apportant un bagage de connaissances dans les domaines de la victimologie, des services d'assistance judiciaire, de la réforme du système de justice pénale et des compétences relatives aux victimes.

CRÉDIT / POSTE : **306-2**

CRÉDIT : **SERVICES AUX VICTIMES**

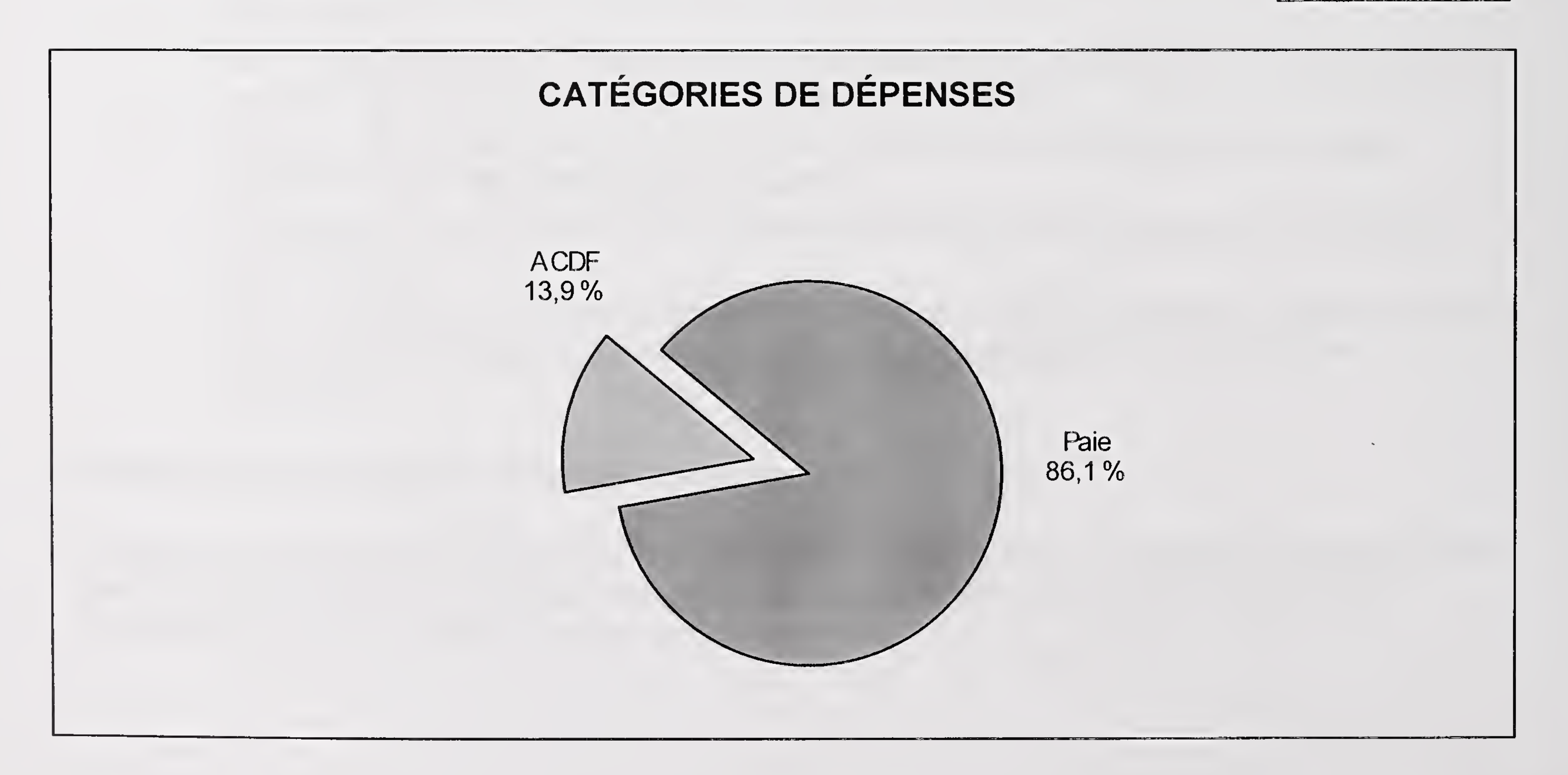
POSTE : **AIDE AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 15 584 500 | 295 400 | 1,9 | 15 289 100 | 15 913 200 | 15 304 094 |
| Avantages sociaux | 2 368 300 | 32 600 | 1,4 | 2 335 700 | 2 781 100 | 2 541 403 |
| Transports et communications | 924 800 | - | - | 924 800 | 854 300 | 766 252 |
| Services | 1 502 900 | (171 800) | (10,3) | 1 674 700 | 556 200 | 1 109 772 |
| Fournitures et matériel | 467 500 | - | - | 467 500 | 264 700 | 285 379 |
| **Total** | **20 848 000** | **156 200** | **0,8** | **20 691 800** | **20 369 500** | **20 006 900** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 328 000 |
| Taxe de vente harmonisée - Transfert au ministère des Finances | (21 800) |
| Achèvement du programme fédéral sur les déclarations de victime | (150 000) |
| **Total** | **156 200** |



CRÉDIT / POSTE : **306-2**

CRÉDIT : **SERVICES AUX VICTIMES**

POSTE : **AIDE AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

Le Secrétariat ontarien des services aux victimes offre des services judiciaires de soutien par l'entremise du Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT). Le programme fournit de l'information, de l'aide, une intervention immédiate, une orientation vers les services communautaires et un soutien aux victimes et aux témoins d'un crime tout au long du processus de justice pénale. Il coordonne en outre la circulation de l'information entre les victimes et les procureurs de la Couronne ou la police afin de s'assurer que l'on respecte les droits des victimes ou que l'on répond à leurs besoins au cours des instances criminelles.

## FONCTIONS

Le programme offre des services dans l'ensemble des territoires de compétence judiciaire de l'Ontario. Il offre aux victimes et aux témoins de l'information et du soutien concernant l'intervention en cas de crise et les questions de sécurité, l'évaluation des besoins, l'orientation vers des organismes communautaires, le soutien affectif, la préparation en vue du procès, l'orientation et les mises à jour. Les services sont généralement offerts aux victimes d'actes criminels violents les plus vulnérables qui ont subi d'importants traumatismes.

Les procureurs de la Couronne s'en remettent aux employés du Programme d'aide aux victimes et aux témoins pour exercer les fonctions suivantes qui font partie intégrante du processus de justice pénale : obtenir l'avis des victimes concernant le cautionnement et le prononcé de la sentence, évaluer leurs besoins en matière de témoignage et de soutien d'experts, assurer leur préparation en vue du procès, fournir aux victimes des mises à jour concernant la progression de leur cas ainsi que du soutien relativement à leurs déclarations.

## DONNÉES STATISTIQUES

| | Chiffres réels 2006-2007 | Chiffres réels 2007-2008 | Chiffres réels 2008-2009 | Chiffres réels 2009-2010 | Projections 2010-2011 |
|---|---|---|---|---|---|
| Nouvelles causes reçues | 41 943 | 43 486 | 44 378 | 47 318 | 55 000 |

## MESURES DE RENDEMENT ET RÉALISATIONS

| Mesures de rendement | Réalisation 2008-2009 (Objectif) | Réalisation 2009-2010 (Objectif) | Réalisation prévue 2010-2011 (Objectif) | Objectif 2011-2012 |
|---|---|---|---|---|
| Pourcentage de clients satisfaits des services de soutien judiciaire offerts dans le cadre du Programme d'aide aux victimes et aux témoins | 93 % (93 %) | 93 % (93 %) | 93 % (93 %) | 93% |

CRÉDIT / POSTE : **306-3**

CRÉDIT : **SERVICES AUX VICTIMES**

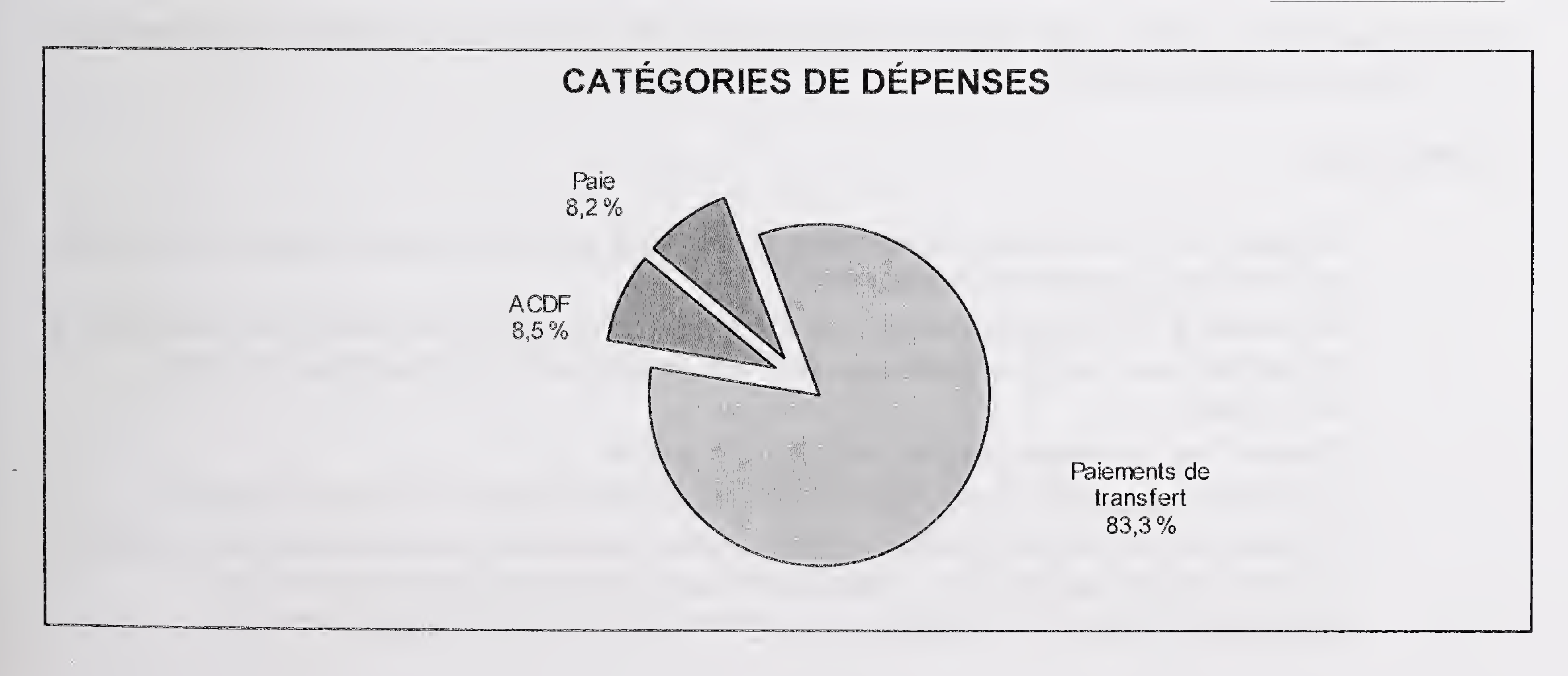
POSTE : **COMMISSION D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Traitements et salaires | 2 677 700 | (1 038 400) | (27,9) | 3 716 100 | 4 004 300 | 3 884 072 |
| Avantages sociaux | 346 600 | (134 000) | (27,9) | 480 600 | 632 000 | 630 134 |
| Transports et communications | 500 000 | (104 300) | (17,3) | 604 300 | 482 900 | 471 975 |
| Services | 2 588 200 | 158 200 | 6,5 | 2 430 000 | 2 549 800 | 2 388 237 |
| Fournitures et matériel | 60 000 | (99 500) | (62,4) | 159 500 | 56 300 | 59 449 |
| Paiements de transfert | 30 682 100 | (5 434 600) | (15,0) | 36 116 700 | 17 850 000 | 20 888 270 |
| **Total** | **36 854 600** | **(6 652 600)** | **(15,3)** | **43 507 200** | **25 575 300** | **28 322 137** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Indemnités obligatoires | 48 700 |
| Stratégie de réduction de l'arriéré (contrepassation) | (1 613 100) |
| Rajustement des coûts fondés sur la demande | (5 076 500) |
| Taxe de vente harmonisée - Transfert au ministère des Finances | (5 200) |
| Autre | (6 500) |
| **Total** | **(6 652 600)** |



CRÉDIT / POSTE : **306-3**

CRÉDIT : **SERVICES AUX VICTIMES**

POSTE : **COMMISSION D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

TYPE : **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

## DESCRIPTION DU POSTE

La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (CIVAC) est un tribunal administratif quasi judiciaire créé en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*. La CIVAC accorde des indemnisations aux victimes d'actes criminels violents, si le crime a été perpétré en Ontario. Elle se compose d'un président, d'un vice-président à temps plein, de deux vice-présidents à temps partiel et de 33 membres à temps partiel. Les membres de la Commission présentent une variété d'antécédents et d'expérience dans les domaines du droit, des services policiers, des problèmes des victimes, des services de consultation et de l'arbitrage. Les membres de la Commission sont chargés de régler les demandes au cas par cas afin d'accorder ou non une indemnisation. La CIVAC travaille avec les services policiers et les tribunaux en vue d'obtenir des renseignements concernant les incidents de nature criminelle signalés par les victimes.

La CIVAC détermine au cours d'une audience orale ou écrite si une personne victime d'un acte criminel violent a droit à une indemnisation. Le montant de l'indemnité est évalué en fonction des renseignements fournis par les victimes, selon la nature et la gravité des blessures subies. Une indemnisation peut être accordée pour souffrances et douleurs, dépenses liées au traitement engagées à la suite d'une blessure ou d'un décès, perte de revenu, perte de soutien financier et d'autres dépenses raisonnables liées à l'acte criminel violent.

Les bureaux de la CIVAC sont situés à Toronto, mais les audiences se tiennent régulièrement à 19 endroits dans la province.

## FONCTIONS

- Évaluer l'admissibilité et recevoir les demandes des personnes blessées en Ontario en raison d'un acte criminel violent.
- Recueillir la documentation en vue d'appuyer la demande et fournir des directives et du soutien aux requérants et aux victimes concernant la préparation de leurs demandes.
- Évaluer les demandes et préparer les décisions.
- Traiter les indemnités ayant fait l'objet d'une autorisation aux fins de paiement.
- Évaluer les demandes d'indemnité provisoire avant la tenue d'une audience devant la CIVAC et les demandes d'indemnité supplémentaires attribuables à un changement dans les circonstances après le versement d'une indemnité.

CRÉDIT / POSTE : **306-4**

CRÉDIT : **SERVICES AUX VICTIMES**

POSTE : **SERVICES AUX VICTIMES – CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 | | Prévisions 2010-2011 | Chiffres réels provisoires 2010-2011 | Chiffres réels 2009-2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | % | $ | $ | $ |
| Autres opérations | 1 000 | - | - | 1 000 | 1 000 | - |
| **Total** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** | **1 000** | **-** |

CRÉDIT / POSTE : **306-18**

CRÉDIT : **SERVICES AUX VICTIMES**

POSTE : **CRÉDITS LÉGISLATIFS – AMORTISSEMENT AU SENS DE LA *LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE***

TYPE : **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 $ | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 $ | % | Prévisions 2010-2011 $ | Chiffres réels provisoires 2010-2011 $ | Chiffres réels 2009-2010 $ |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres opérations - Amortissement | 69 200 | 36 100 | 109,1 | 33 100 | 1 400 | - |
| **Total** | **69 200** | **36 100** | **109,1** | **33 100** | **1 400** | **-** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Charges d'amortissement - Serveurs informatiques | 36 100 |
| | **36 100** |

CRÉDIT / POSTE : **306-5**

CRÉDIT : **SERVICES AUX VICTIMES**

POSTE : **SERVICES AUX VICTIMES – BIENS IMMOBILISÉS**

TYPE : **BIENS IMMOBILISÉS**

| Catégorie de dépenses | Prévisions 2011-2012 $ | Variations par rapport aux prévisions de 2010-2011 $ | % | Prévisions 2010-2011 $ | Chiffres réels provisoires $ | Chiffres réels 2009-2010 $ |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Matériel de technologie de l'information | 28 000 | (303 000) | (91,5) | 331 000 | 12 500 | - |
| **Total** | **28 000** | **(303 000)** | **(91,5)** | **331 000** | **12 500** | **-** |

**EXPLICATIONS DES VARIATIONS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DE 2010-2011 :**

| | $ |
|---|---|
| Biens immobilisés - Serveurs informatiques | (303 000) |
| **Total** | **(303 000)** |

## ANNEXE I :

## RAPPORT ANNUEL 2010-2011

Le ministère du Procureur général est chargé d'offrir un système de justice équitable et accessible qui tient compte des besoins des diverses collectivités qu'il dessert à l'échelle de la province. Le ministère emploie environ 8 000 personnes, qui :

- travaillent dans des tribunaux de droit criminel, civil et de la famille, ainsi qu'à la Cour des petites créances;
- intentent des poursuites judiciaires;
- offrent des services aux victimes et aux personnes vulnérables de l'Ontario;
- offrent des services juridiques au gouvernement.

Le ministère est guidé par trois stratégies clés qui appuient la priorité du gouvernement en matière de justice, qui est d'« assurer la sécurité des familles ». Ces stratégies sont les suivantes :

- Assurer l'efficacité du système de justice pénale;
- Protéger les intérêts des victimes et des personnes vulnérables;
- Établir un système judiciaire efficace.

### Assurer l'efficacité du système de justice pénale

En 2010-2011, le ministère a continué de renforcer le système de justice pénale de l'Ontario en nommant quatre juges à la Cour de justice de l'Ontario et dix juges de paix.

Tout au long de 2010-2011, le ministère et ses partenaires du système de justice ont également maintenu leurs efforts pour réduire les délais dans les tribunaux grâce à la stratégie Justice juste-à-temps. Justice juste-à-temps est la première stratégie provinciale axée sur les résultats visant la réduction des délais dans les tribunaux criminels de l'Ontario.

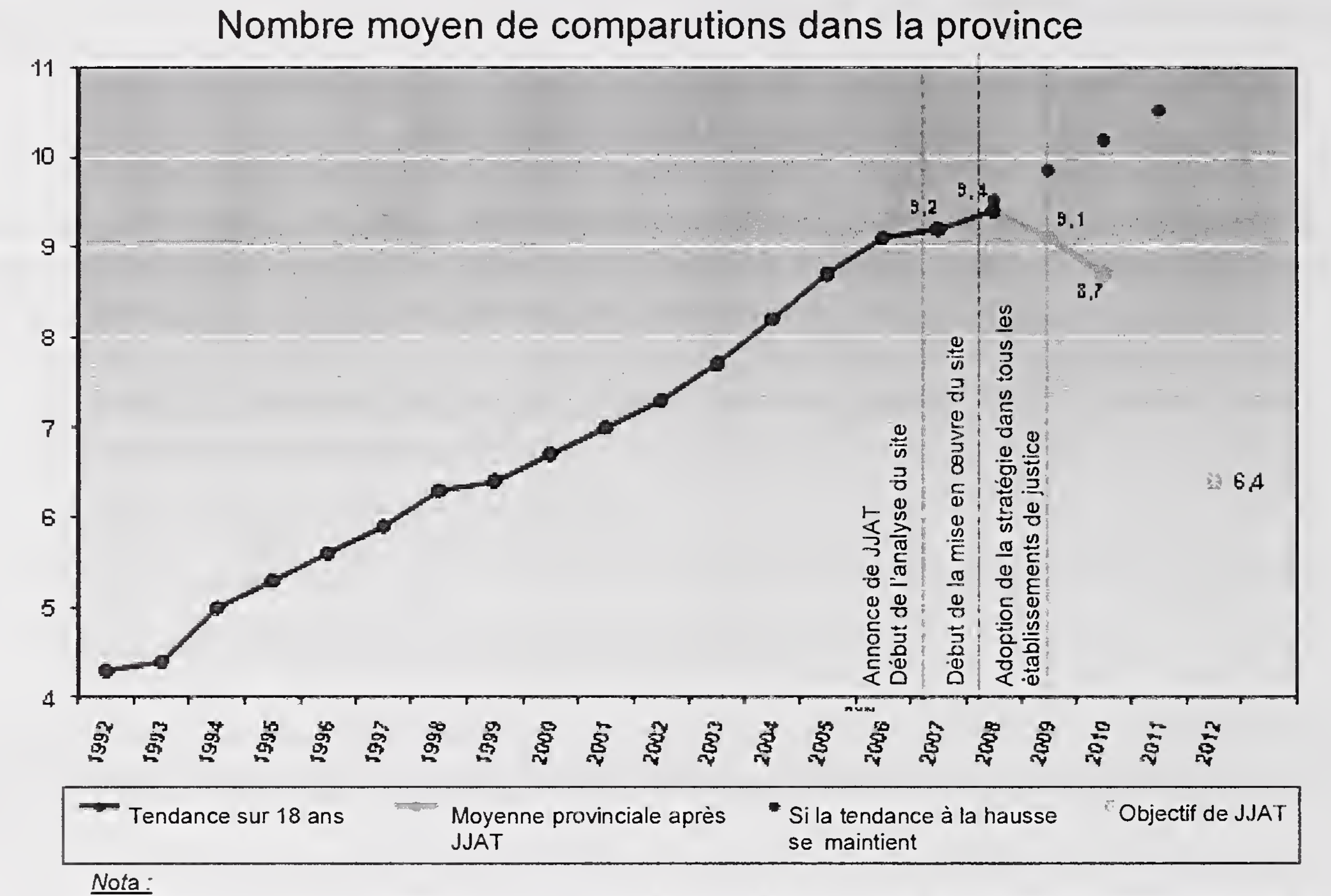
Les objectifs établis aux termes de la stratégie étaient de réduire le nombre de jours moyen et le nombre de comparutions nécessaires à une instance criminelle de 30 % d'ici juin 2012. Les statistiques compilées du 1er janvier au 31 décembre 2010 indiquent qu'à l'échelle de la province, le nombre moyen de comparutions nécessaires pour mener à bien le processus d'accusation au criminel a diminué de près de six pour cent depuis l'amorce de la stratégie.

C'est la première fois depuis près de 20 ans que ces statistiques fléchissent de façon soutenue, ce qui pourrait véritablement donner lieu à une tendance positive. Dans l'ensemble de la province, le nombre de jours moyen nécessaire à une instance criminelle est également

en baisse d'environ deux pour cent, compte non tenu des jours de traitement du dossier en cas de mandats d'arrêt décernés sur le siège[1].

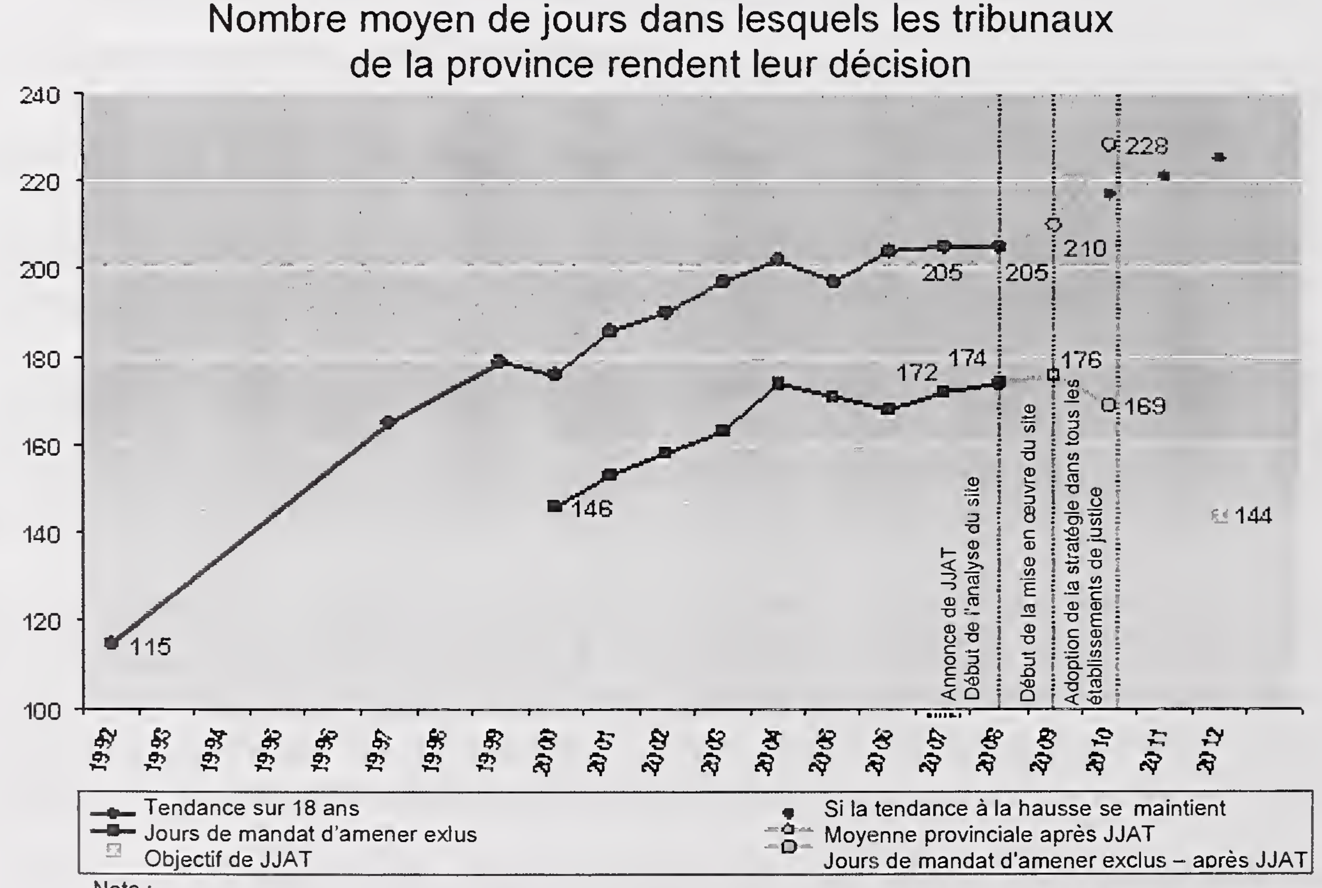
---

[1] Tout renseignement sur les statistiques et sur l'incidence des jours de traitement du dossier en cas de mandats d'arrêt décernés sur le siège est donné dans l'onglet Justice juste-à-temps du site Web du ministère.




*Nota :*

*1) Le nombre moyen de comparutions dans la province indique le nombre moyen de comparutions devant un tribunal nécessaires pour mener à bien le processus.*




Nota :

- Le nombre moyen de jours indique le nombre moyen de jours nécessaires pour mener à bien le processus.
- Jours de mandat d'amener exclus : ne comprend pas les jours de mandat d'amener, alors que le processus est suspendu pendant un certain temps parce que l'accusé n'est pas dans la compétence du tribunal. Les jours de mandat d'amener sont comptés à partir de la date de la comparution à laquelle l'accusé ne s'est pas présenté et où un mandat d'amener est délivré jusqu'à la première date de reprise du processus devant le tribunal.

Au cours de 2010-2011, le ministère et ses partenaires de la justice sont parvenus à faire adopter la stratégie par les 57 tribunaux de droit criminel ontariens.

Durant l'hiver et le printemps 2010, 37 établissements de justice de petite et de moyenne importance ont mis en œuvre la stratégie Justice juste-à-temps grâce à une initiative régionale. Des rencontres avec les dirigeants régionaux respectifs ont été tenues à Sudbury pour la Région du Nord-Est, à Ottawa pour la Région de l'Est, à Thunder Bay pour la Région du Nord-Ouest, à Newmarket pour la Région du Centre-Est, à London pour la Région de l'Ouest et à Hamilton pour la Région du Centre-Ouest.

Au début de juin 2010, Oshawa, Simcoe County (y compris Barrie, Midland, Collingwood, Bradford et Orillia), Peterborough et Ottawa ont adopté la stratégie. Les établissements restants, Milton, Hamilton, Thunder Bay, St. Catharines et Welland, y ont adhéré vers la fin de septembre 2010.

Au 1er octobre 2010, dans chaque tribunal pénal de la Cour de justice de l'Ontario (à l'exception des bureaux auxiliaires), des participants à la justice trouve de meilleurs moyens de faire avancer les dossiers à toutes les étapes du système de justice pénale, tout en respectant leurs rôles indépendants. Grâce à l'amélioration des processus, les ressources judiciaires de la province sont désormais attribuées aux priorités comme les crimes graves et la protection accrue du public.

Les Initiatives mises en place dans le cadre de la stratégie Justice juste-à-temps visent notamment ce qui suit :

- Premières comparutions efficaces
- Procureurs assignés
- Disponibilité des procureurs de la Couronne
- Divulgation en deux étapes
- Norme de comparution
- Plus grande disponibilité des tribunaux de plaidoyer
- Responsabilisation directe
- Services de vidéoconférence améliorés
- Améliorations des enquêtes sur le cautionnement
- Aide juridique sur place et processus simplifié de demande d'aide juridique en ligne.

Le 4 novembre 2010, Justice juste-à-temps a obtenu la distinction or pour le leadership exceptionnel des organismes du secteur public dans la catégorie fédérale/provinciale/territoriale du Prix IAPC/Deloitte de leadership dans le secteur public, lequel est attribué par un jury formé d'experts indépendants. Ce prix national prestigieux est décerné par l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) et Deloitte International.

Aide juridique Ontario (AJO) a continué de collaborer avec le ministère du Procureur général dans le cadre de la stratégie Justice juste-à-temps afin de réduire de 30 % les délais dans les tribunaux.

En 2010-2011, le ministère a continué de travailler en étroite collaboration avec AJO à la mise en place de bureaux de demande d'aide juridique dans les palais de justice ontariens et à l'élaboration d'un nouveau processus rationalisé de demande d'aide juridique en ligne rapide à guichet unique.

À l'heure actuelle, on trouve des bureaux d'aide juridique dans 50 palais de justice répartis dans la province, ce qui représente plus de 90 % des causes portées devant un tribunal criminel en Ontario. Les accusés peuvent ainsi soumettre immédiatement une demande d'aide juridique. D'autres emplacements pourraient s'ajouter à l'avenir. Le ministère et AJO continueront de se pencher sur des façons d'élargir l'utilisation du processus de demande en ligne au cours de 2011-2012.

En 2009, l'Ontario a annoncé un investissement supplémentaire de 150 millions de dollars sur quatre ans dans Aide juridique Ontario, majorant ainsi le financement de base d'Aide juridique Ontario de 60 millions de dollars par année d'ici 2012.

Dans le cadre de sa transformation, AJO a annoncé, en septembre 2010, l'établissement de six centres de services de droit de la famille. Ces centres offrent des services de représentation par un avocat pour les Ontariens munis d'un certificat, prodiguent des conseils juridiques sommaires, fournissent de l'aide pour remplir certains documents, dirigent les personnes vers des avocats de service appropriés et offrent des services de médiation ainsi que d'autres services, au besoin. Ils servent de ressource centralisée pour les clients qui souhaitent obtenir des renseignements, du soutien ou des services juridiques à la famille et chaque client y reçoit un service personnalisé de façon à cibler l'aide qu'AJO peut lui fournir. En ce qui concerne le reste de la province, AJO est un partenaire clé relativement à l'expansion de la prestation des services à la famille d'un bout à l'autre de la province, notamment par la disponibilité d'un plus grand nombre d'avocats de service.

AJO a amorcé le remplacement du mode de paiement des avocats au criminel au tarif horaire par des honoraires forfaitaires afin d'accroître la résolution rapide des causes et l'efficacité systémique, de récompenser les avocats hautement chevronnés, de réduire les formalités administratives et d'accentuer la prévisibilité des paiements d'AJO. AJO a par ailleurs mis sur pied le Bureau de la gestion des causes majeures afin d'améliorer la supervision des litiges criminels majeurs et d'accroître la capacité de l'AJO à traiter ces litiges.

### Protéger les intérêts des victimes et des personnes vulnérables

Au cours de 2010-2011, l'Ontario a présenté les autres bénéficiaires du Programme de subventions pour le soutien des victimes autochtones, lequel a octroyé, au total, deux millions de dollars à 20 projets communautaires dont l'objectif était de fournir de l'aide aux victimes de crimes dans 19 collectivités des Premières Nations, Inuit et Métis.

Le Programme de subventions pour les recours civils permet de retirer l'argent des auteurs d'activités illégales et de l'utiliser pour aider les victimes et les services de police. En 2010-2011, le procureur général a versé au total 2,5 millions de dollars à

41 services policiers ontariens pour la réalisation d'un certain nombre de projets axés sur l'aide aux victimes d'activités illégales ou sur la prévention des activités illégales qui entraînent la victimisation.

En février 2011, l'Ontario a lancé une approche coordonnée, en plusieurs points, pour combattre le crime de traite de personnes, renforcer la mise en application des lois pertinentes, poursuivre vigoureusement les contrevenants et garantir que les victimes obtiennent tout le soutien nécessaire à leur guérison. Le ministère s'est engagé à verser 250 000 $ en 2010-2011 pour la mise en œuvre immédiate de projets.

En 2010-2011, 86 045 personnes en Ontario ont eu recours au Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Le programme offre du soutien et des renseignements tout au long du processus judiciaire aux victimes et aux témoins de crimes violents les plus vulnérables.

Le ministère administre la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (CIVAC), laquelle indemnise les victimes de crimes violents. Avec l'aide du ministère, au 31 mars 2010, la Commission avait éliminé efficacement le nombre de causes en attente.

**Établir un système judiciaire efficace**

Justice à la famille

Le 1er mars 2010, de nouvelles dispositions aux termes de la *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne le droit de la famille*, sont entrées en vigueur afin de mieux protéger et soutenir les enfants et les familles de l'Ontario en période de rupture familiale et de détresse.

Pour améliorer l'accès à la justice et réduire le stress des familles en période de rupture familiale, le ministère apporte des modifications au processus de justice familiale en s'appuyant sur quatre piliers de la réforme qui :

- fourniront de plus amples renseignements aux familles à l'égard des mesures qu'elles doivent prendre et des répercussions sur les enfants en cas de rupture de la relation;
- augmenteront les possibilités de cerner les enjeux, d'assurer une divulgation rapide des renseignements et de fournir des aiguillages vers les services communautaires afin de mieux soutenir les familles dans la conclusion de règlements;
- amélioreront l'accès aux conseils juridiques et aux méthodes de règlement des problèmes moins accusatoires, comme la médiation;
- rationaliseront et simplifieront les étapes des causes qui doivent être portées devant le tribunal.

Le Programme d'information obligatoire a été instauré dans les tribunaux de Milton et de Brampton en juin 2010. Grâce à ce programme, un plus grand nombre de familles

sont maintenant en mesure de mieux connaître les solutions qui s'offrent à elles afin de résoudre leur conflit et de bâtir ainsi un avenir meilleur pour leurs enfants.

Depuis juin 2010, plus de 2 000 personnes ont déjà assisté aux ateliers portant sur les répercussions d'une séparation ou d'un divorce sur les familles et les enfants, sur les questions d'ordre juridique et sur les solutions existantes autres que les procédures judiciaires.

En septembre 2010, le ministère a annoncé l'expansion du Programme d'information obligatoire aux 17 tribunaux de la famille de la Cour supérieure de justice, de façon à ce que des milliers de familles supplémentaires puissent bénéficier des services améliorés offerts par les tribunaux ontariens de la famille. Le Programme d'information obligatoire devrait être instauré dans ces tribunaux d'ici avril 2011, tandis que les autres tribunaux devraient y adhérer durant l'été 2011.

En décembre 2010, le ministère a par ailleurs annoncé que des services aux familles seraient offerts partout dans la province. Depuis 1999, seules 17 collectivités en Ontario bénéficiaient de ces services. D'ici à l'été 2011, les tribunaux ontariens qui entendent des causes liées à la famille auront tous adopté le Programme d'information obligatoire, disposeront d'un service de médiation familiale qui aide les familles à délimiter les problèmes et à trouver des solutions en dehors de la salle d'audience pour économiser de l'argent, et donneront accès à des coordonnateurs des services d'information et d'orientation qui orientent les familles vers les organismes communautaires susceptibles de les aider à régler leurs différends plus tôt et à moindres coûts.

Justice civile

En 2010-2011, à la suite de la réforme du système de justice civile qui a rendu plus efficace et plus abordable, pour les personnes et les entreprises, l'accès aux tribunaux de droit civil ontariens, la Cour supérieure de justice a traité 12 475 poursuites civiles de moins qu'en 2009, soit une diminution de 17 %. La Cour des petites créances a quant à elle réglé 6 400 affaires de plus, ce qui représente une augmentation de 10 % comparativement à 2009. Les causes ont migré vers un système plus efficace et plus abordable; les personnes peuvent donc régler leur différend plus rapidement et à moindres coûts.

Assistant aux formulaires de la Cour de l'Ontario

En mai 2010, le ministère a créé l'Assistant aux formulaires de la Cour de l'Ontario, un outil en ligne permettant aux utilisateurs de remplir les principaux formulaires des tribunaux de la famille et de la cour des petites créances.

En date du 1er mars 2011, le site avait reçu plus de 113 000 visites. Plus de 35 000 formulaires de la Cour des petites créances et plus de 35 000 formulaires de tribunaux de la famille ont été remplis en totalité ou en partie en ligne.

Modernisation des palais de justice

Tout au long de 2010-2011, l'Ontario a continué de progresser dans la création d'un système de justice moderne, efficace et accessible en finançant un projet de construction de nouveaux palais de justice et en investissant dans d'autres palais de justice déjà existants.

Le nouveau Palais de justice de la région de Durham a officiellement ouvert ses portes en octobre 2010, ce qui a permis de regrouper les services fournis par la Cour supérieure et par la Cour de justice de l'Ontario qui étaient auparavant offerts par huit établissements de justice différents. Le palais de justice a obtenu la certification or de la Leadership in Energy and Environmental Design (LEED).

Le nouveau palais de justice satellite à Sioux Lookout a également ouvert ses portes en octobre 2010, permettant un accès accru à la justice pour la collectivité locale et les environs. De nombreuses caractéristiques destinées à améliorer l'accessibilité ont été mises en place, notamment des entrées d'accès faciles et une salle d'audience dotée d'un équipement spécial pour aider les personnes malentendantes. Des éléments signalétiques sont en outre disponibles en Oji-Cree. L'immeuble a été construit conformément à la Leadership in Energy and Environmental Design (LEED), niveau argent, qui prévoit des normes rigoureuses en matière de gestion et de conservation de l'énergie.

Le Palais de justice central de la région de Waterloo a tenu une cérémonie d'inauguration des travaux en juin 2010; la construction devrait être terminée au printemps 2013. La cérémonie d'inauguration des travaux du Palais de justice polyvalent de Thunder Bay a quant à elle eu lieu le 24 février 2011, et la construction devrait s'achever à l'automne 2013.

**Servir l'intérêt public**

Le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police est un organisme civil chargé de recevoir, de gérer et de superviser l'ensemble des plaintes déposées par des membres du public au sujet de la police de l'Ontario, ce qui comprend les services de police municipal et régional, ainsi que la Police provinciale de l'Ontario. Depuis son ouverture en octobre 2009, le BDIEP a reçu 4 500 plaintes, dont environ 400 en lien avec des incidents survenus durant le Sommet du G20 à Toronto.

En juillet 2010, le BDIEP annoncé qu'il procédait à un examen des questions sur les plaintes du public contre la police lors du Sommet du G20 à Toronto. Cet examen portera sur les questions d'ordre systémique liées à des allégations de fouilles illégales, d'arrestations illégales, de détention inacceptable et d'autres aspects concernant les installations de détention temporaire pendant le Sommet du G20. Un rapport final devrait être publié à la fin de l'automne 2011.

En août 2010, la responsabilité de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario a été déléguée au ministère du Procureur général.

Le transfert de la responsabilité des tribunaux de justice sociale au ministère du Procureur général a eu lieu en janvier 2011. Il s'agit du deuxième groupe de tribunaux décisionnels à être constitué après le regroupement réussi des Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario en 2010.

La création du groupe de Tribunaux de justice sociale s'inscrit dans le cadre des efforts continus du gouvernement en vue de s'assurer que les tribunaux décisionnels travaillent de façon responsable, transparente et efficiente. Ce groupe est formé des organismes suivants :

- la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille
- la Commission de révision des placements sous garde
- le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario
- la Commission de la location immobilière
- le Tribunal de l'aide sociale
- le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario l(anglais et français)

Législation

En 2010-2011, le ministère a adopté un certain nombre de politiques dont l'objectif est de mieux servir l'intérêt public.

En octobre 2010, le gouvernement a adopté la *Loi de 2011 sur la saine gestion publique*; laquelle a reçu la sanction royale le 30 mars 2011. La loi regroupe des postes au sein de différents ministères. Elle reprend essentiellement les objectifs de l'initiative L'Ontario propice aux affaires. Les postes comprennent la modernisation, ainsi que des modifications d'ordre administratif ou technique.

La *Loi sur les professions comptables* a reçu la sanction royale le 18 mai 2010. La loi définit précisément le pouvoir de trois organismes comptables, l'Institut des comptables agréés de l'Ontario, l'Association des comptables généraux accrédités de l'Ontario et la Society of Management Accountants of Ontario, de façon à régir leurs membres, tout en augmentant leur responsabilisation envers le public quant à leurs travaux.

La *Loi sur le trafic des billets de spectacle* a été adoptée en avril 2009 et a reçu la sanction royale le 8 décembre 2010. La loi interdit aux vendeurs de billets principaux ou secondaires de vendre des billets aux mêmes événements, de sorte que les consommateurs ontariens aient un accès équitable aux billets de leurs groupes de musique préférés, d'événements sportifs et de pièces de théâtre.

La *Loi de 2010 modifiant des lois en ce qui concerne les élections* a reçu la sanction royale le 18 mai 2010. La loi modernise davantage le processus d'élection provinciale en Ontario en assurant une plus grande équitabilité, flexibilité et accessibilité.

La *Loi de 2010 modifiant la Loi sur l'intégrité des députés* a également reçu la sanction royale le 18 mai 2010. Cette loi modifie la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* de manière à actualiser le code d'éthique qui régit les membres de l'Assemblée législative

et à renforcer l'autorité du commissaire à l'intégrité quant à la mise en application du code.

D'après les recommandations qui ont été formulées à l'automne 2009 par le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, l'Ontario a fait valoir des propositions de modifications à la *Loi sur les jurys*, prise en vertu de la *Loi de 2009 sur la saine gestion publique*. La *Loi sur les jurys* a été adoptée le 30 juin 2010. La loi prévoit un processus clair et transparent pour le repérage de jurys éventuels qui sont inadmissibles en raison de déclarations de culpabilité antérieures.

### Tableau 1 : Dépenses prévues du ministère 2010-2011

| | **Dépenses ministérielles réelles ($) 2010-2011** |
|---|---|
| Fonctionnement | 1 513 879 500 |
| Immobilisations | 197 673 000 |

*Perspectives provisoires 2010-2011, ministère du Procureur général (exclut les consolidations) (redressées)*

### Tableau 2 : Effectif au 31 mars 2010

| | |
|---|---|
| Effectif (au 31 mars 2010)* | 7 627,21 |

** Ressources humaines - MPG*